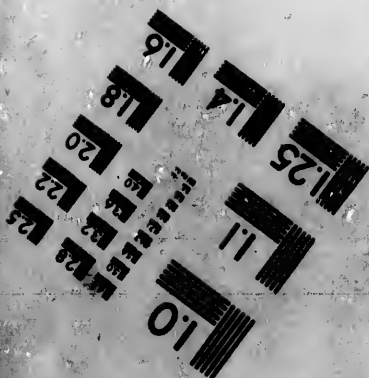
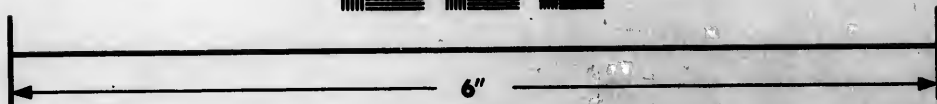
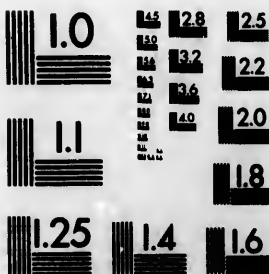


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14590
(716) 873-4303

**CIHM/ICMH
Microfiche
Series.**

**CIHM/ICMH
Collection de
microfiches.**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1983

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/
Couverture de couleur
- Covers damaged/
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la
distortion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont
pas été filmées.
- Additional comments:
Commentaires supplémentaires:

- Coloured pages/
Pages de couleur
- Pages damaged/
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/
Pages détachées
- Showthrough/
Transparence
- Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- Only edition available/
Seule édition disponible
- Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement
obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure,
etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

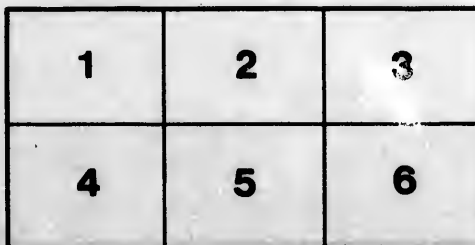
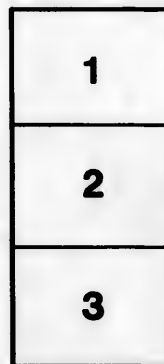
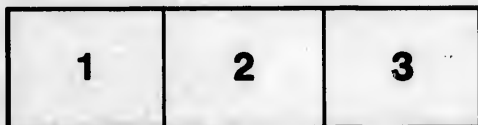
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol \rightarrow (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole \rightarrow signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

L'Almanach ^{du} Peuple

✠ 1891 ✠



✠ 1892 ✠

HON. J. E. C. ABBOTT, C.R., PREMIER MINISTRE DU CANADA



Faits et Chiffres pour les Electeurs du Canada.

AVEC LES MEILLEURS SOUHAITS DE ...

LA GAZETTE, MONTREAL.



1892

L'ALMANACH
DU PEUPLE.

COMPILATION DE

FAITS ET CHIFFRES A L'USAGE

DES

ELECTEURS DU CANADA

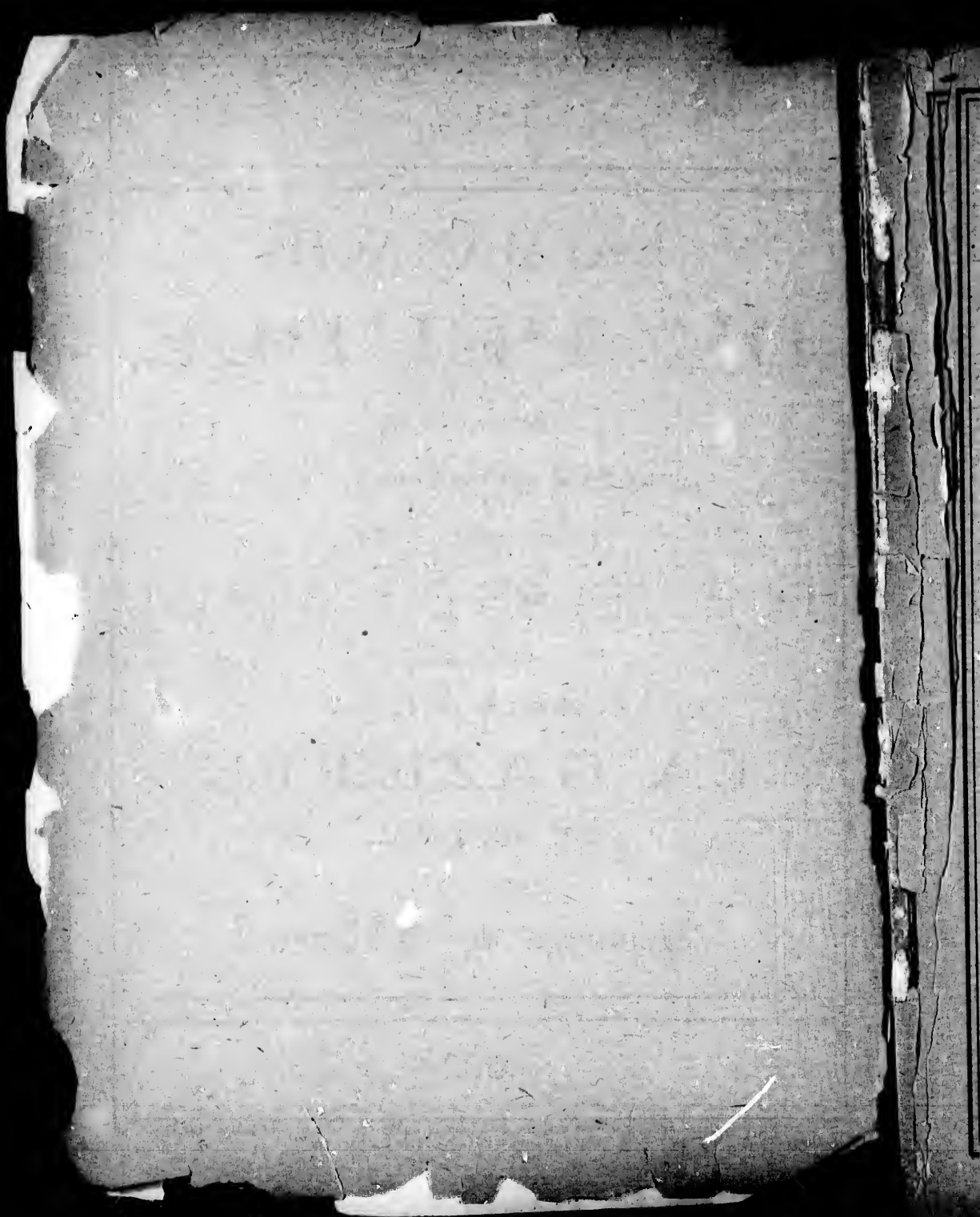
SUPPLEMENT A

LA GAZETTE

DE MONTREAL.

Hommage des Editeurs.

1892



AU PEUPLE DU CANADA.

Le très-bienveillant accueil fait à la première édition de l'*Almanach du Peuple*, publié en 1891, est une preuve de son utilité et une promesse de son succès dans l'avenir. Le tirage de 1891 a de beaucoup dépassé 100,000 exemplaires.

L'année passée a été une année d'épreuve pour le *Parti canadien*, mais une foi sincère dans le pays et ses ressources, et la détermination de protéger l'un et de développer les autres dans le but de créer dans la partie septentrionale de ce continent un peuple fortement pénétré des principes des institutions britanniques, l'ont tiré avec succès de l'épreuve. Nous espérons que l'on trouvera l'*Almanach du Peuple* pour 1892 aussi utile et aussi intéressant que celui de 1891, et que les faits et chiffres qu'il renferme, compilés avec soin sur les rapports officiels, seront de quelque utilité à nos lecteurs auxquels l'*Almanach* est dédié avec les meilleurs souhaits de bonne année

DES ÉDITEURS.

ETABLIE EN 1778.

The ♦ Gazette

Bureaux : Coin des Rues Craig et St. Francois Xavier,
MONTREAL.

Nous appelons votre attention sur la position de LA GAZETTE dans le monde journaliste. Elle est reconnue de tous côtés comme étant au premier rang des journaux de la Puissance. Son but est de couvrir tout l'espace possible d'un journal de bonne réputation, et de donner toutes les nouvelles.

Nous appelons spécialement votre attention sur les traits suivants :

Service Télégraphique, Département du Sport, Rapports Financiers, Intelligence Commerciale, Littérature, Nouvelles Maritimes, Politique Editoriale, Nouvelles Locales, Nouvelles Générales, Etc., Etc., Etc.

LA GAZETTE est expédiée par les premiers trains, et on peut se la procurer chez tous les agents de journaux du pays; elle est aussi expédiée par la malle et délivrée dans n'importe quelle partie de la ville à raison de \$8.00 par année, ou 50c par mois, dont l'abonnement est payable d'avance.

The Gazette "Hebdomadaire"

Est le meilleur journal de ce genre dans la Puissance pour \$1.00.

Elle donne un détail complet des nouvelles de la semaine spécialement adaptées aux fermiers.

Toutes communications devraient être adressées à

RICHARD WHITE, Dir.-Gérant,

CIE D'IMPRIMERIE DE LA GAZETTE,

MONTREAL.

POURQUOI JE SUIS PROTECTIONNITE.

A cause des faits qui nous sautent aux yeux, non des théories. J'ai vu les salariés de la Grande-Bretagne et de l'Europe continentale; je sais leur genre de vie. Ils ne possèdent ni les maisons qu'ils habitent ni les terres qu'ils cultivent, et ne peuvent rien pour améliorer leur état et celui de leurs enfants. Avec leurs maigres salaires, ils ne peuvent rien mettre de côté pour les accidents ou la maladie, et sont réduits au paupérisme. Je sais que dans notre pays l'ouvrier prudent, tempé- rant et industrieux peut compter sur une récompense abondante; que ses efforts aboutissent presque toujours au succès; qu'il possède sa maison et sa terre; que les choses qui sont de luxe pour l'ouvrier européen lui sont de première nécessité. Comment donc ferons-nous concurrence au premier en maintenant notre supério-

rité à cet égard? La vapeur et l'électri- cité ont mis tous les peuples à deux pas et les ont en grande partie privés de la protection que leur assuraient le temps, la distance et les transports. Il n'y a qu'un moyen de résoudre le problème: Par une législation qui nous assure un tarif protecteur.—L'hon. Wm. P. Frye, sé- nateur des Etats-Unis.

La réponse au libre échangiste.

"Le libre échange, dit-il, diminuerait le prix de vot' nourriture, d'vos habits et d'vot' loyer."

"J'y dis: La viande est chère à un- cent la livre, si vous avez pas un cent.

Le libre échange ça vide vot' bourse, et vole vot' viande et vot' pain.

On vous offre des grosses affaires quand vous avez plus d'argent."

1er Mois.

JANVIER 1892.

31 Jours.

Jour de mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			PLAIS DE LA LUNE. Dernier quartier... Nouvelles Lunes... Premier quartier... Fleuve Lune.....	JOURS DE LA LUNE. Journées métriques... Journées métriques... Journées métriques... Journées métriques...
			Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune		
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.		
1	V	7 jan. 1891. — Le <i>Télegraph</i> de Québec (libéral) assure que si la Grande-Bretagne et les Etats-Unis entraient en guerre à propos des pêcheries canadiennes, le parti libéral se déclarerait pour l'annexion aux Etats-Unis.	7 40	4 27	6 06	7 34	4 34	6 13		
2	S		7 40	4 28	7 23	7 34	4 35	7 23		
3	M		7 40	4 29	8 42	7 34	4 36	8 45		
4	J		7 40	4 30	10 00	7 34	4 37	10 02		
5	V		7 40	4 31	11 16	7 34	4 37	11 17		
6	S		7 40	4 32	matin	7 34	4 38	matin		
7	M		7 40	4 33	6 29	7 34	4 39	0 23		
8	J		7 40	4 35	1 46	7 34	4 40	1 43		
9	V		7 39	4 36	3 06	7 33	4 41	3 01		
10	S		7 39	4 37	4 25	7 33	4 42	4 18		
11	M	7 39	4 38	5 41	7 33	4 43	5 35			
12	J	7 39	4 39	6 49	7 33	4 45	6 40			
13	V	7 38	4 40	lever	7 32	4 46	lever			
14	S	7 38	4 41	4 58	7 32	4 47	5 06			
15	M	7 37	4 43	6 09	7 32	4 48	6 15			
16	J	7 37	4 44	7 17	7 32	4 50	7 21			
17	V	7 36	4 45	8 25	7 31	4 51	8 28			
18	S	7 35	4 46	9 30	7 30	4 52	9 31			
19	M	7 34	4 48	10 33	7 29	4 54	10 33			
20	J	7 34	4 49	11 36	7 29	4 55	11 35			
21	V	7 33	4 51	matin	7 28	4 56	matin			
22	S	7 32	4 52	0 39	7 27	4 57	0 36			
23	M	7 31	4 53	1 44	7 26	4 59	1 41			
24	J	7 30	4 55	2 50	7 25	5 00	2 46			
25	V	7 29	4 56	3 58	7 24	5 01	3 52			
26	S	7 28	4 58	5 06	7 23	5 03	4 59			
27	M	7 27	4 59	6 09	7 22	5 04	6 01			
28	J	7 26	5 01	7 08	7 21	5 05	6 05			
29	V	7 25	5 02	coucher	7 20	5 07	coucher			
30	S	7 24	5 03	6 22	7 19	5 08	6 26			
31	M	7 23	5 05	7 43	7 18	5 10	7 46			

30 jan. — M. Bulloch, président de la chambre de commerce d'Atlanta. (Ga.), dit au banquet des marchands de Boston que le moyen d'obtenir l'union commerciale (réciprocité illimitée), c'est d'accepter Sir Richard Cartwright comme sénateur de l'Ontario dans le Congrès des Etats-Unis.

JOHN BULL ET SA FILLE



GAMUS POURRIQUE—C'est impossible; nous ne pourrions rien tant qu'elle aura le bonhomme avec elle.

Laurier, l'homme de Mercier.

Tous les gouvernements provinciaux, sauf celui du Manitoba, qui ont participé à la conférence, ont rendu compte au peuple qui les a approuvés par de fortes majorités. Il est vrai que le cabinet Norquay, au Manitoba, a fait place au cabinet Greenway, mais sur la question de la conférence inter-provinciale, M. Greenway est absolument du même avis que M. Norquay. J'ai donc le droit d'assumer que les provinces de la confédération ont donné un ordre formel, précis et parfaitement clair au gouvernement fédéral, et que celui-ci a refusé d'y obéir sur deux points principaux : la réciprocité et les revenus provinciaux. Cet ordre a été ratifié par le peuple des différentes provinces de la confédération. C'est donc le peuple de la confédération qui a commandé, mais Sir

John a refusé d'obéir, parce qu'il se moque du peuple. Comme premier ministre de la province de Québec, dont le gouvernement a convoqué la conférence inter-provinciale, je suis lié d'honneur à en faire respecter les décisions, et je n'ai pas seulement le droit mais le devoir de me mêler officiellement à la présente lutte pour défendre les provinces représentées à la conférence, et pour demander au peuple du Canada d'en faire respecter les désirs. L'hon. M. Laurier a adhéré aux résolutions de la conférence inter-provinciale de 1887, et promis de les faire exécuter, s'il monte au pouvoir. Notre devoir est d'assurer son triomphe.—Discours du comte Mercier, au marché Bonsecours, Montréal, 9 février 1891.

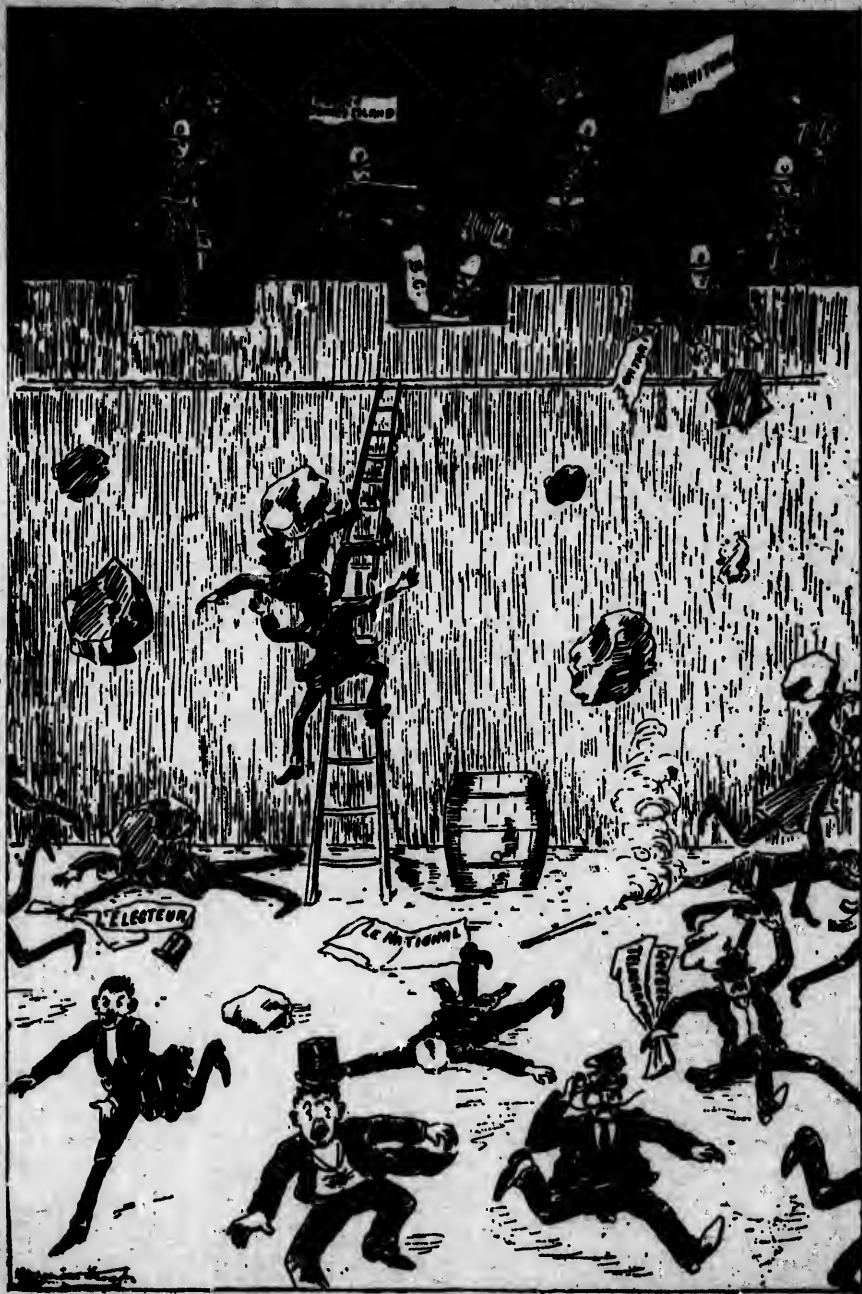
2me Mois.

FEVRIER 1892.

29 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			Dernier quartier. Nouvelle Lune. Premier quartier. Pleine Lune.....	Fête de la République française. Fête de la République américaine. Fête de la République italienne.
			Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune		
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.		
1	L		7 28	5 08	9 03	7 17	5 11	9 04		
2	M		7 31	5 06	10 21	7 16	5 12	10 20		
3	M		7 30	5 09	11 39	7 15	5 13	11 37	15	
4	J		7 18	5 08	matin	7 13	5 14	matin	15	
5	V		7 17	5 12	0 57	7 12	5 16	0 53	15	
6	S		7 16	5 14	2 15	7 11	5 18	2 09	15	
7	D		7 15	5 15	3 31	7 10	5 19	3 23	15	
8	M	9 fév.—Le comte Mercier déclare que si M. Laurier devient premier ministre, il exécutera les volontés des chefs provinciaux dans la province de Québec.—Voir ci-dessus.	7 13	5 16	4 42	7 09	5 20	4 33	15	
9	M		7 12	5 18	5 43	7 08	5 22	5 34	15	
10	J		7 10	5 19	6 51	7 06	5 23	6 22	15	
11	V		7 09	5 21	lever	7 05	5 25	lever	15	
12	S		7 07	5 23	5 04	7 04	5 26	5 09	15	
13	D		7 06	5 24	6 11	7 03	5 27	6 15	15	
14	M	21 fév. 1887.—Elections générales.—Approbation générale par le peuple de la politique nationale.	7 06	5 25	7 15	7 02	5 29	7 17	15	
15	M		7 03	5 27	8 18	7 00	5 30	8 19	15	
16	J		7 02	5 28	9 22	6 59	5 31	9 21	15	
17	V		7 00	5 30	10 27	6 57	5 33	10 24	15	
18	S		6 58	5 32	11 31	6 55	5 34	11 27	15	
19	D	1877.—L'hon. D. Mills (libéral) déclare dans la chambre des communes que l'ancien traité de réciprocité n'a pas profité au Canada.	6 57	5 33	matin	6 54	5 35	matin	15	
20	M		6 56	5 34	0 36	6 52	5 36	0 31	15	
21	M		6 53	5 35	1 43	6 50	5 38	1 37	15	
22	J		6 52	5 37	2 49	6 49	5 39	2 42	15	
23	V		6 50	5 39	3 52	6 48	5 41	3 44	15	
24	S		6 48	5 40	4 50	6 46	5 42	4 42	15	
25	D		6 47	5 42	5 40	6 45	5 44	5 33	15	
26	M		6 46	5 43	6 18	6 43	5 45	6 12	15	
27	M		6 43	5 44	coucher	6 41	5 46	coucher	15	
28	J		6 41	5 45	6 37	6 39	5 48	6 29	15	
29	V		6 39	5 47	7 53	6 37	5 49	7 59	15	

GAMINS POLITIQUES—C'est impossible; nous ne pourrions rien tant qu'elle aura le bonhomme avec elle.



Ce qui arrivera quand Mercier et ses amis essayeront de renverser l'édifice de la Confédération.

L'ALMANACH DU PEUPLE.

EDWARD BLAKE ET L'UNION COMMERCIALE.

Aucun manufacturier, qui a en vue le marché continental, ne placera son capital ou n'augmenterait ses affaires dans un pays de cinq millions d'habitants s'il courait le risque d'être exclu d'un pays de soixante-cinq millions. Nos voisins, au lieu de se mettre à fabriquer ici, inonderaient notre pays d'objets fabriqués chez eux, et nos matières premières au lieu d'être fabriquées sur les lieux, seraient transportées à l'étranger pour y être façonnées. L'incertitude alarmerait le capital et paralyserait les entreprises. Je répète donc que la permanence est nécessaire au succès. Les conditions du revenu et les autres conditions financières des deux pays ne sont pas identiques. Elles changent, et chacune à sa manière. On pourrait s'entendre sur un tarif d'un an ou deux, mais il serait impossible à l'un ou à l'autre

de fixer un tarif à long terme. Il faut donc aviser aux changements du tarif stipulé. Il ne serait pas possible de confier à une commission mixte les modifications à faire, et quelque arrangement que l'on fit, il faudrait nécessairement concéder aux Etats le contrôle pratique, sinon formel de ces changements. C'est ce qui décollerait d'une stipulation portant qu'au cas de désaccord, l'une ou l'autre des parties pourrait abroger le traité; stipulation qui, selon toute probabilité, forcerait le Canada à faire des concessions aux Etats-Unis, et dont l'existence priverait le traité du caractère de permanence dont nous avons démontré l'importance. — Discours d'Edward Blake aux électeurs de West Durham, 5 mars 1891.

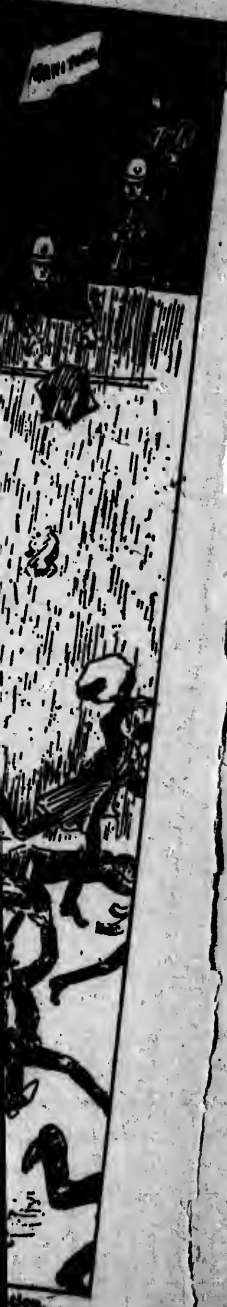
(Voir à la page suivante.)

3me Mois.

MARS 1892.

31 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			P. M. DE LA LUNE.
			Lvs du Soleil	Co. du Soleil	Co. de la Lune	Co. du Soleil	Co. du Soleil	Co. de la Lune	
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
1	M		6 38	5 48	9 21	6 36	5 50	9 19	Premier quartier...
2	M		6 36	5 49	10 43	6 34	5 51	10 39	Pleine Lune...
3	J		6 34	5 51	matin	6 32	5 52	11 58	Dernier quartier...
4	V		6 32	5 52	0 03	6 30	5 53	matin	Nouvelle Lune...
5	J		6 30	5 54	1 21	6 29	5 55	1 14	
6	D		6 28	5 55	2 35	6 27	5 56	2 26	
7	L		6 26	5 56	3 39	6 25	5 57	3 30	
8	M		6 25	5 58	4 31	6 24	5 59	4 23	
9	M	5 mars 1891.—Elections générales au Canada—Pour la cinquième fois une majorité populaire approuve la politique protectrice qui sert les intérêts et le développement du pays.	6 23	5 59	5 11	6 22	6 00	5 04	
10	J		6 21	6 00	5 44	6 20	6 01	5 58	
11	V		6 19	6 02	lever	6 18	6 02	lever	
12	D		6 17	6 03	5 06	6 16	6 03	5 09	
13	L		6 15	6 04	6 11	6 14	6 04	6 12	
14	L		6 13	6 06	7 14	6 12	6 06	7 14	
15	M		6 11	6 07	8 17	6 10	6 07	8 16	
16	M		6 10	6 08	9 21	6 09	6 08	9 18	
17	J	14 mars 1891.—Mercier et Shebyn s'embarquent pour l'Europe afin de négocier un emprunt de \$10,000,000 pour faire face aux exigences de leur politique extravagante.	6 08	6 10	10 26	6 08	6 10	10 21	
18	J		6 06	6 11	11 31	6 06	6 11	11 25	
19	V		6 04	6 12	matin	6 04	6 12	matin	
20	D		6 02	6 14	0 37	6 02	6 14	0 30	
21	L		6 00	6 15	1 40	6 00	6 15	1 32	
22	L		5 59	6 16	2 40	5 59	6 16	2 32	
23	M		5 57	6 18	3 32	5 57	6 17	3 25	
24	M		5 55	6 19	4 12	5 55	6 18	4 06	
25	J		5 53	6 20	4 47	5 53	6 19	4 42	
26	J		5 51	6 21	5 15	5 51	6 20	5 11	
27	D		5 49	6 23	coucher	5 49	6 22	coucher	
28	D		5 47	6 24	6 51	5 47	6 23	6 50	
29	L		5 45	6 25	8 15	5 45	6 24	8 12	
30	L		5 43	6 26	9 39	5 43	6 25	9 35	
31	J		5 41	6 28	11 02	5 42	6 26	10 55	





L'AVANT-GARDE LIBÉRALE

M. ET LES TENDANCES DU PARTI LIBERAL SUR LE COMMERCE.

Je ne vois pas que l'on puisse combiner les éléments de permanence d'un traité avec la variabilité du tarif sans que l'on abandonne ce dernier aux Etats-Unis. Et je conçois sans peine que dans certaines conditions, même avec le droit de se retirer, le Canada aurait beaucoup moins d'influence pour obtenir ou empêcher des changements que s'il formait plusieurs états de l'Union.

* * * * *

La tendance à avoir le libre échange avec les Etats-Unis, tout en maintenant un tarif élevé avec le Royaume-Uni, pous-

serait à l'union politique. Plus forte serait cette tendance et plus grand serait le danger, grâce à la communauté des intérêts et au mélange des populations, aux rapports plus étroits d'affaires, de société et de fisc qui nous rendraient dépendants des Etats en nous éloignant de la Grande-Bretagne. Grâce surtout aux difficultés de maintenir le traité et aux craintes qui accompagneraient son expiration. Nos espérances et nos craintes nous pousseraient du même côté. C'est alors que nous "tournerions nos regards vers Washington."—Discours de l'hon. Edward Blake aux électeurs de West Durham.

4me Mois.

AVRIL 1892.

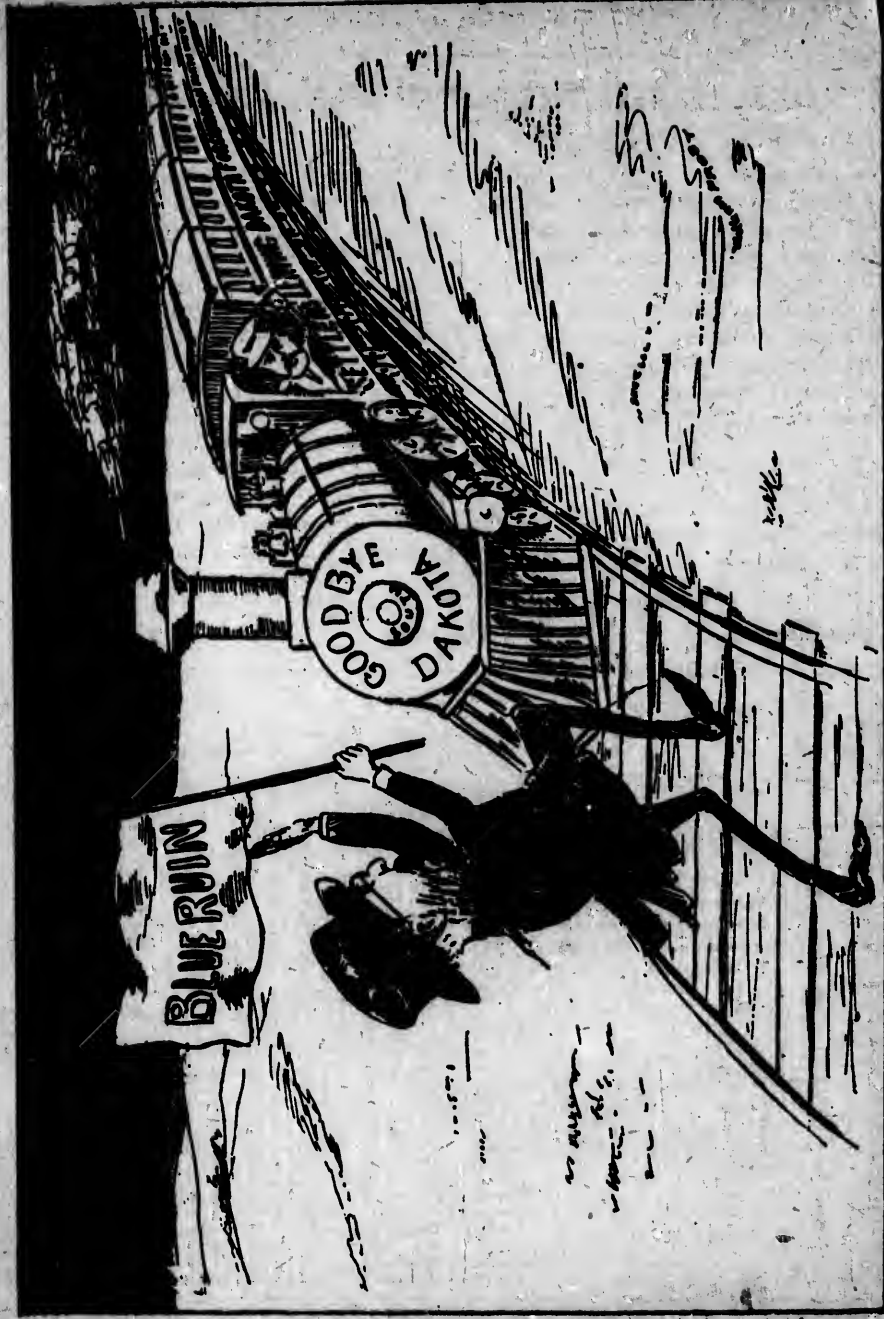
30 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			ÉTATS DE LA LOUR.	OFFICINE MÉTÉOROLOGIQUE.
			Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune		
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.		
1	V		5 39	6 29		5 40	6 28			
2	S		5 37	6 30	0 21	5 38	6 29	0 13		
3	D		5 36	6 31	1 31	5 37	6 30	1 23		
4	L		5 34	6 33	2 30	5 35	6 33	2 20		
5	M		5 32	6 34	3 14	5 33	6 33	3 16		
6	J		5 30	6 35	3 48	5 31	6 34	3 42		
7	M		5 29	6 36	4 15	5 30	6 35	4 10		
8	J		5 27	6 37	4 37	5 29	6 36	4 33		
9	V		5 25	6 39	4 56	5 27	6 37	4 53		
10	S		5 23	6 40	5 12	5 25	6 38	5 11		
11	D		5 21	6 41	5 23	5 23	6 39	5 24		
12	L		5 19	6 43	lever	5 21	6 40	lever		
13	M		5 17	6 44	8 17	5 20	6 41	8 15		
14	J		5 16	6 45	9 23	5 19	6 42	9 18		
15	M		5 14	6 47	10 29	5 17	6 44	10 23		
16	J		5 12	6 48	11 33	5 15	6 45	11 26		
17	S		5 10	6 49	matin	5 13	6 45	matin		
18	D		5 09	6 50	0 33	5 12	6 47	0 25		
19	L		5 07	6 52	1 24	5 10	6 48	1 16		
20	M		5 05	6 53	2 10	5 07	6 49	2 02		
21	J		5 03	6 54	2 45	5 06	6 50	2 36		
22	M		5 02	6 55	3 15	5 05	6 51	3 10		
23	J		5 00	6 57	3 49	5 04	6 53	3 37		
24	S		4 58	6 58	4 13	5 03	6 54	4 03		
25	D		4 56	6 59	4 24	5 00	6 55	4 25		
26	L		4 55	7 01	4 47	4 59	6 57	4 50		
27	M		4 53	7 02	coucher	4 57	6 58	coucher		
28	J		4 51	7 08	9 56	4 55	6 59	9 49		
29	M		4 50	7 05	11 14	4 54	7 01	11 06		
30	V		4 48	7 06	matin	4 53	7 02	matin		

24 avril 1889.—On refuse de laisser pénétrer l'hon. Oliver Mowat dans l'enceinte de la législature de New-York, à Albany, et on le prie de se retirer parce qu'il est ministre de la reine d'Angleterre.

28 avril 1889.—On arrache le drapeau anglais d'un édifice de Broadway, New-York, pendant la célébration du centenaire de Washington.

L'AVANT-GARDE LIBÉRALE



Mr Richard Cartwright (avec français).— "Arrêtez, arrêtez ! Vous allez mourir ! Arrêtez !
Ingénieur.— Nous savons ce que nous faisons ; vos histoires de ruine blême peuvent égarer les yeux du Canada, mais il
nous a bien l'habitude.

BLAKE ET CARTWRIGHT.

Le traité fait, on se servirait naturellement de l'avantage qu'il donnerait pour l'accomplissement du but politique ultérieur qui serait un facteur important dans la considération par les Etats-Unis des vues du Canada sur les changements du tarif conjoint, ou sur le maintien ou l'abrogation du traité. La réorganisation que nos voisins ont en vue est évidemment l'unification du continent.

En assumant que le libre échange avec les Etats-Unis, qui est au fond l'union douanière, doive ou dût s'accomplir, je crois qu'elle ne serait qu'un incident, en tous cas, l'avant-coureur de l'union politique, pour laquelle nous devrions pouvoir obtenir de meilleurs avantages avant qu'après l'abandon de notre indépendance

commerciale.—Discours de l'hon. Edward Blake à West Durham.

“ Il y a quelque temps, vous avez dit, Sir Richard, qu'à votre avis l'union commerciale était une nécessité inévitable.”

“ Et tel est encore mon avis. Le résultat des élections n'a en rien modifié mon opinion à cet égard, et je pense que l'adoption de cette mesure n'est pas éloignée.”

“ Et quelle sera la politique du parti libéral?”

“ De combattre sur toute la ligne, plus fort que jamais, pour le triomphe de la politique que le parti réformateur a par trois fois préconisée, à savoir, l'union commerciale.”—Interview de Sir Richard Cartwright avec un reporter du *Montreal Witness*, le 10 mars 1891.

5me Mois.

MAI 1892.

31 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTREAL.			POUR TORONTO.			FRAN. DE LA LUNE.	PREMIER QUARTIER. Pleine lune..... Dernier quartier. Nouve e lune.....
			Lv. du Soleil.	Lv. du Soleil.	Lv. de la lune.	Lv. du Soleil.	Lv. du Soleil.	Lv. de la lune.		
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.		
1	D	20 mai 1891. — Le premier vote de la chambre des communes sur la proposition de rappeier la loi électorale, donne une majorité conservatrice de 29 voix.	4 47	7 07	0 20	4 51	7 03	0 10	1	
2	L		4 46	7 06	1 12	4 50	7 04	1 08	2	
3	M		4 44	7 10	1 50	4 48	7 05	1 48	3	
4	M		4 43	7 11	2 20	4 47	7 06	2 16	4	
5	J		4 41	7 12	2 43	4 46	7 07	2 38	5	
6	V		4 40	7 13	3 02	4 45	7 08	3 00	6	
7	S		4 38	7 15	3 19	4 44	7 10	3 13	7	
8	D		4 37	7 16	3 35	4 43	7 11	3 33	8	
9	L		4 36	7 17	3 52	4 42	7 12	3 53	9	
10	M		4 35	7 18	4 10	4 41	7 13	4 12	10	
11	M		4 33	7 20	4 29	4 38	7 15	4 33	11	
12	J		4 32	7 21	matin	4 37	7 16	lever	12	
13	V		4 31	7 22	9 25	4 36	7 17	6 20	13	
14	S		4 30	7 23	10 23	4 35	7 18	10 20	14	
15	D		4 28	7 24	11 24	4 34	7 19	11 16	15	
16	L		4 27	7 25	matin	4 33	7 20	matin	16	
17	M		4 26	7 26	matin	4 32	7 21	6 03	17	
18	M		4 25	7 28	0 17	4 31	7 22	6 40	18	
19	J		4 24	7 28	0 17	4 30	7 23	1 19	19	
20	V		4 23	7 29	1 42	4 29	7 24	1 39	20	
21	S		4 22	7 31	2 05	4 28	7 25	2 03	21	
22	D		4 21	7 32	2 26	4 27	7 26	2 28	22	
23	L		4 20	7 33	2 48	4 26	7 27	3 10	23	
24	M		4 20	7 34	3 11	4 26	7 28	3 55	24	
25	M		4 19	7 35	3 36	4 25	7 29	3 44	25	
26	J		4 18	7 35	coucher	4 25	7 30	coucher	26	
27	V		4 17	7 35	10 01	4 24	7 31	9 51	27	
28	S		4 16	7 35	11 01	4 23	7 32	10 52	28	
29	D		4 16	7 35	11 46	4 23	7 33	11 38	29	
30	L		4 15	7 40	matin	4 22	7 34	matin	30	
31	M		4 15	7 40	0 20	4 22	7 34	0 18	31	

Sir Richard Cartwright (avec Frédéric)... Arrivé, arrivez ! Vous allez mourir ici ! Vous allez mourir ! Affez-vous en ! Allez-vous en !
 Ingénu... Vous savez ce que nous faisons; vos histoires de ruine bleue peuvent égarer les yeux du Canada, mais il nous allons l'écraser.

POURQUOI JE SUIS PROTECTIONNISTE.

Je crois au principe de protéger les industries américaines quand la protection peut stimuler le développement de nouvelles industries ou prévenir une concurrence ruineuse dans le domaine industriel entre l'Amérique et tous ses concurrents étrangers. La protection, c'est ce qu'il y a de mieux pour le fermier, auquel elle assure un marché national plus rémunérateur que tous les marchés étrangers; la protection est le salut de l'ouvrier et du journalier, parce qu'elle les garantit contre le salariat d'Europe où les familles n'ont de viande qu'une fois par semaine, et où des hommes forts travaillent pour moins de 40 cents par jour depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, et où toute la famille doit aller à la fabrique pour ne pas mourir de faim. La protection est le

salut du pays, parce qu'elle encourage le développement de nos ressources, de nos mines, de l'élevage des moutons, du charbon, et donne du travail à nos propres chemins de fer, à nos vaisseaux, sur nos propres lacs et rivières, pour le transport des produits à la porte du consommateur. En un mot, la protection rapproche le producteur et le consommateur, et rend le peuple indépendant et capable de se suffire. Le prix des étoffes de laine et de coton, des clous, et de mille autres produits établit la sagesse du système protecteur. C'est surtout le salaire de l'ouvrier américain en général qui le démontre à l'évidence. Le libre échange n'existe qu'entre l'Angleterre et l'Irlande, et l'Irlande est un exemple de l'efficacité du libre échange! — *Le Col. C. W. Johnson.*

6me Mois.

JUIN 1892.

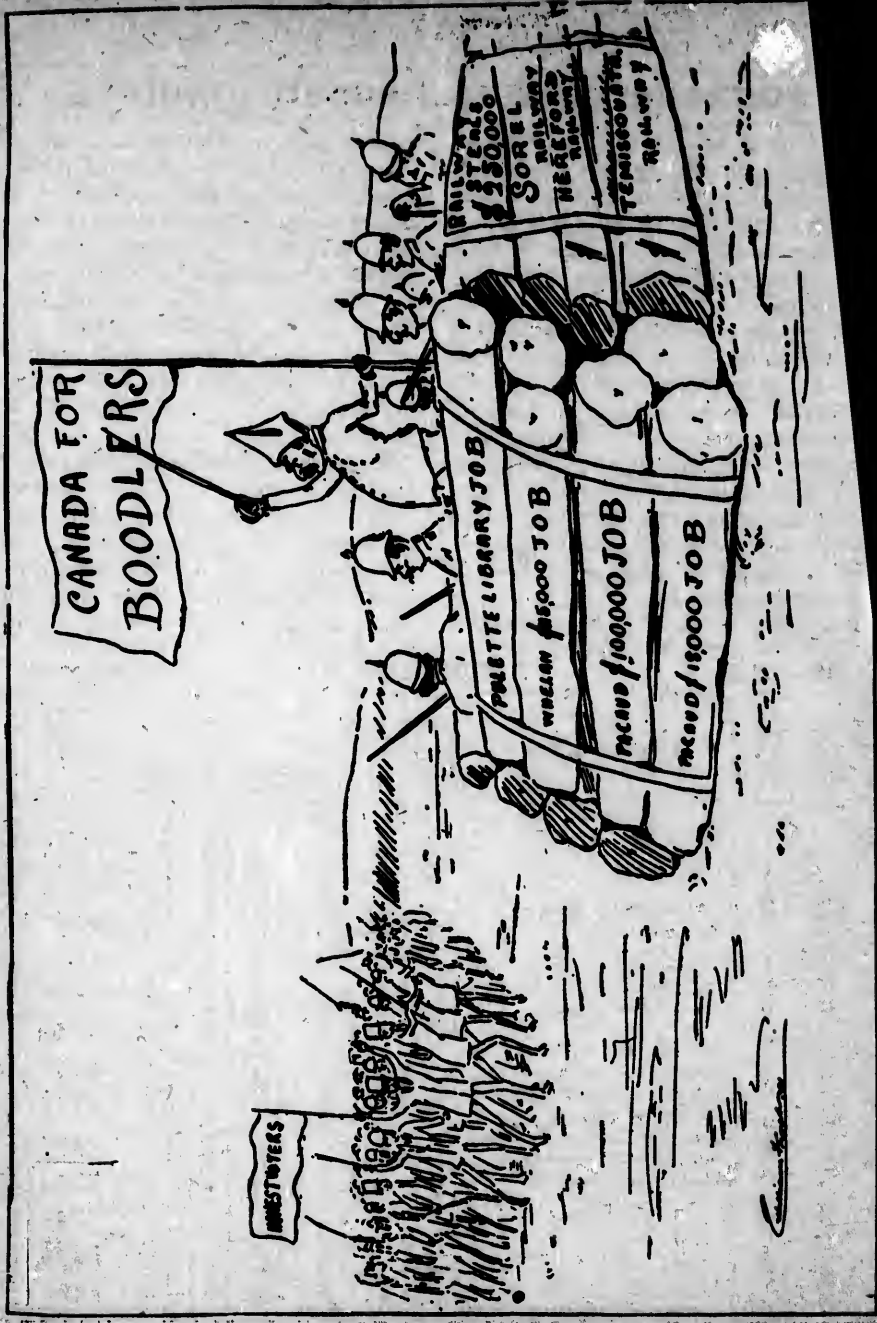
30 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			ÉVAL. DE LA LUNE. Nouvelle Lune... Premier quartier... Pleine Lune... Dernier quartier...
			Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
1	J		4 14	7 41	0 47	4 21	7 35	0 41	
2	V		4 14	7 42	1 08	4 20	7 35	1 05	
3	S		4 13	7 43	1 25	4 20	7 37	1 22	
4	D		4 13	7 44	1 42	4 20	7 37	1 42	
5	L		4 12	7 44	1 58	4 19	7 37	1 59	
6	M	6 juin 1891. — Mort de Sir John Macdonald.	4 12	7 45	2 15	4 19	7 38	2 18	
7	J		4 11	7 45	2 34	4 18	7 39	2 38	
8	V	18 juin 1891. — On annonce que l'hon. M. Abbott sera premier ministre.	4 11	7 47	2 57	4 18	7 40	3 02	
9	S		4 11	7 47	3 25	4 18	7 40	3 31	
10	D		4 10	7 48	4 00	4 18	7 41	4 07	
11	L		4 10	7 49	lever	4 18	7 42	lever	
12	M		4 10	7 49	10 08	4 18	7 42	10 00	
13	J		4 10	7 50	10 49	4 18	7 43	10 42	
14	V		4 10	7 50	11 21	4 18	7 43	11 16	
15	S		4 10	7 51	11 47	4 18	7 44	11 43	
16	D	28 juin 1891. — L'hon. M. Foster, dans son rapport sur le budget, annonce un surplus de revenus pour 1890-90, et supprime l'impôt sur le sucre brut, épargnant ainsi au peuple \$3,000,000 par année.	4 10	7 51	matin	4 18	7 44	matin	
17	L		4 10	7 51	0 10	4 18	7 44	0 18	
18	M		4 10	7 52	0 31	4 18	7 45	0 31	
19	J		4 10	7 52	0 51	4 18	7 45	0 52	
20	V		4 10	7 52	1 13	4 18	7 45	1 16	
21	S		4 11	7 52	1 37	4 18	7 45	1 42	
22	D		4 11	7 53	2 07	4 18	7 45	2 14	
23	L		4 11	7 53	2 47	4 18	7 45	2 55	
24	M		4 11	7 53	coucher	4 18	7 45	coucher	
25	J		4 12	7 53	9 37	4 19	7 45	9 29	
26	V		4 12	7 53	10 18	4 19	7 45	10 11	
27	S		4 13	7 53	10 47	4 20	7 45	10 43	
28	D		4 13	7 53	11 09	4 20	7 45	11 05	
29	L		4 13	7 53	11 29	4 20	7 45	11 27	
30	M		4 14	7 53	11 47	4 21	7 45	11 47	

Courez Messieurs... En avant, mes braves, à Ottawa, par ce signe nous vaincrons.
 Arrivez Libéraux... Vire le Comité Mercier! A bas la corruption Tory!



ON IMPRIME À MONTRÉAL, CHEZ M. J. G. LAFRANÇOIS, 111, RUE SAINT-JACQUES.
 TOUT LE MONDE A LE DROIT DE S'ABONNER À L'ALMANACH DU PEUPLE.
 S'ABONNER À L'ALMANACH DU PEUPLE...



CANADA FOR
BOODLERS

RAILWAYS
\$250,000
SOREL
RAILWAY
\$250,000
TEMISCAMING
RAILWAY

PRINCE ALBERT LIBRARY JOB

needs \$5000

WELLESLEY LIBRARY JOB

needs \$100,000

WELLESLEY COLLEGE JOB

needs \$100,000

BUDGETERS

LE REDACTEUR DU GLOBE REND TEMOIGNAGE.

Un très grand nombre de personnes ont portées à croire que nous devrions aller tout de suite à l'annexion, au lieu de nous y prendre à deux fois pour avaler le uncau.

J'ai vu M. Hoar à Washington et lui ai dit juste ce qu'il dit que je lui ai dit: que les petites influences favorisent l'annexion et la favoriseront encore plus si nous renonçons à l'union commerciale.

Il me semble, après avoir discuté la question avec des députés maritimes et avec des Manitobains, que l'union commerciale ne ferait que retarder l'événement que ces personnes désirent le plus; donc dans les provinces nommées l'union commerciale ne prend pas, tandis que l'on écoute toujours parler d'annexion.

Et puis, le fait est que tous ceux qui préchent l'union commerciale préféreraient l'annexion, en sorte que ce parti porte véritablement un masque.—De la

lettre d'Ed. Farrar à Wiman, en date du 22 avril 1889.

Lorsque Cartwright était un homme.

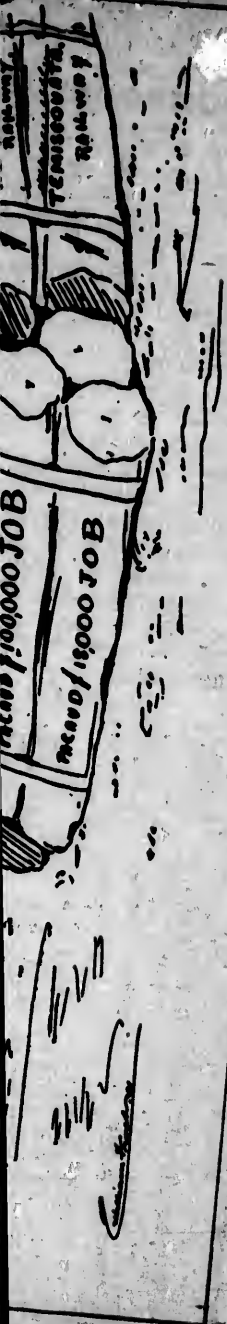
On dit qu'il nous faut l'union commerciale et que le pays ne peut vivre sans elle. Je m'inscris en faux contre cette affirmation. Quoique l'union commerciale soit désirable, nous ne sommes pas tant assujettis aux Etats-Unis que nous ne puissions vivre sans eux. Nous avons des hommes et des navires et nous porterons la guerre chez l'ennemi. Nous trouverons de nouveaux débouchés et lui couperons l'herbe sous le pied. Rien n'est plus propre à empêcher l'union commerciale que de dire aux Américains que nous ne pouvons vivre sans eux. Ils seraient portés à croire qu'ils peuvent nous imposer leurs propres conditions.—Discours de Sir R. Cartwright à Charlottetown, le 16 août 1878.

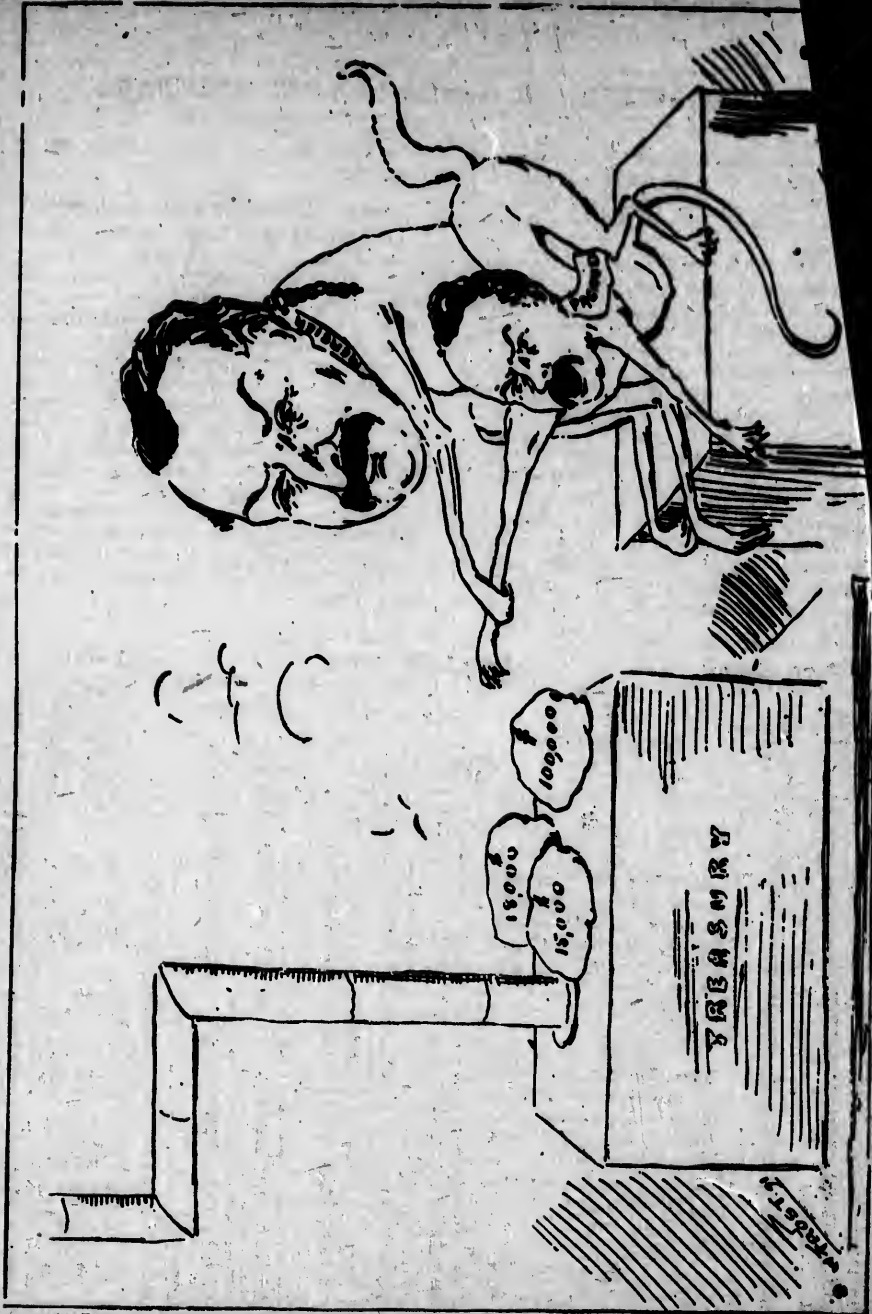
7me Mois.

JUILLET 1892.

31 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			FÊTES DE LA LOIEN. (75ième MÉTROITEN. 60ième MÉTROITEN. 100ième MÉTROITEN.)
			Lv. du Soleil	Co du Soleil	Lv. de la lune.	Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la lune.	
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
1	V	<p>1er juillet 1891.—Commencement de la nouvelle année financière. Etat des comptes publics pour 1890-91: Revenu \$38,513,097; Dépenses, \$36,275,447. Surplus du revenu, \$2,237,650.</p> <p>28 juillet 1891.—Robt. McGreevy dit, devant le comité des privilèges et élections, que la société dont il fait partie a souscrit \$3,000 pour assurer l'élection du colonel Rhodes, (dans le Mégantic) ministre du cabinet Mercier.</p>	4 15	7 52	0 20	4 23	7 45	0 14	Premier quartier... 11 0h 13m
2	R		4 16	7 53	0 20	4 23	7 45	0 21	Deuxième quartier... 13 0h 44m
3	M		4 16	7 53	0 20	4 23	7 45	0 21	Troisième quartier... 15 0h 51m
4	J		4 17	7 51	0 20	4 23	7 45	0 21	Quatrième quartier... 17 0h 40m
5	V		4 17	7 51	0 20	4 23	7 45	0 21	1er jour de la lune... 19 0h 31m
6	R		4 18	7 50	1 24	4 23	7 44	1 30	2e jour de la lune... 21 0h 13m
7	M		4 19	7 50	1 56	4 23	7 43	2 03	3e jour de la lune... 23 0h 04m
8	J		4 20	7 50	2 27	4 23	7 43	2 45	4e jour de la lune... 25 0h 37m
9	V		4 21	7 49	3 29	4 23	7 43	3 27	5e jour de la lune... 27 0h 40m
10	R		4 21	7 49	4 32	4 23	7 42	4 40	6e jour de la lune... 29 0h 49m
11	M		4 22	7 48	lever.	4 23	7 42	lever	7e jour de la lune... 31 0h 13m
12	J		4 23	7 47	9 53	4 23	7 41	9 49	8e jour de la lune... 3 0h 13m
13	V		4 24	7 46	10 15	4 23	7 40	10 13	9e jour de la lune... 5 0h 13m
14	R		4 25	7 46	10 36	4 21	7 39	10 25	10e jour de la lune... 7 0h 56m
15	M		4 25	7 45	10 56	4 21	7 38	10 56	11e jour de la lune... 9 0h 56m
16	J		4 26	7 44	11 17	4 22	7 37	11 19	12e jour de la lune... 11 0h 44m
17	V		4 27	7 44	11 40	4 23	7 37	11 44	13e jour de la lune... 13 0h 11m
18	R		4 28	7 43	matin.	4 24	7 36	matin	14e jour de la lune... 15 0h 11m
19	M		4 29	7 42	0 17	4 25	7 35	0 13	15e jour de la lune... 17 0h 13m
20	J		4 30	7 41	0 42	4 26	7 35	0 50	16e jour de la lune... 19 0h 13m
21	V		4 32	7 40	1 26	4 28	7 34	1 27	17e jour de la lune... 21 0h 23m
22	R		4 33	7 39	2 23	4 30	7 33	2 23	18e jour de la lune... 23 0h 23m
23	M		4 34	7 38	3 29	4 32	7 32	3 28	19e jour de la lune... 25 0h 23m
24	J		4 35	7 37	4 44	4 34	7 31	4 51	20e jour de la lune... 27 0h 23m
25	V		4 36	7 36	coucher	4 37	7 30	coucher	21e jour de la lune... 29 0h 23m
26	R		4 37	7 35	9 33	4 43	7 29	9 30	22e jour de la lune... 31 0h 23m
27	M		4 38	7 35	9 51	4 44	7 28	9 50	1er jour de la lune... 3 0h 23m
28	J		4 39	7 32	10 07	4 45	7 27	10 07	2e jour de la lune... 5 0h 23m
29	V		4 40	7 31	11 23	4 46	7 26	10 24	3e jour de la lune... 7 0h 23m
30	R		4 41	7 30	12 41	4 47	7 25	10 44	4e jour de la lune... 9 0h 23m
31	M		4 43	7 29	11 01	4 48	7 24	11 05	5e jour de la lune... 11 0h 23m





UNE AUTORITE AMERICAINE RIDICULISE L'IDEE DE LAURIER.

le *Chronicle* d'Halifax) préconise l'inter-commerciale avec les Etats-Unis et la liberté pour chaque pays d'adopter le tarif qu'il préfère." La nation américaine n'a pas la moindre idée de mettre au Canada d'ouvrir toute grande la porte de derrière pendant que les Etats-Unis ferment celle de devant contre divers importations à New-York et à Boston. Quelqu'un a la simplicité de supposer que les Américains nourrissent de pareilles idées, c'est qu'il n'habite pas notre pays. Toutes ces idées peuvent être mises au rancart, car elles sont à cent lieues de celles que l'on peut faire adopter par les Américains. Cela reviendrait à dire que les Etats-Unis pourraient imposer les tarifs qu'ils voudraient sur les marchandises étrangères, mais que toutes celles qui entreraient par la frontière canadienne seraient franches si le gouvernement canadien jugeait à propos de les

admettre en franchise! Les Etats-Unis ne tiennent pas à tout prix à la réciprocité avec le Canada, mais aux conditions indiquées, il n'y a probablement pas dans ce pays un homme sain d'esprit qui y consentirait.

Les deux parties doivent donc se rappeler que l'entente douanière ne peut se faire qu'à la condition que les Etats-Unis aient le droit de décider du tarif à imposer aux marchandises qui viennent d'Europe. Il peut y avoir des opinions diverses sur l'admission de tel ou tel produit canadien en échange de tel autre des Etats, mais personne ne saurait discuter une proposition qui tendrait à enlever aux industries de notre pays le pouvoir de se défendre par des droits d'entrée sur les importations d'autres pays que le Canada."—*La N. Y. Tribune* (organe de l'Administration aux Etats-Unis) du 12 fév. 1891.

5^{ème} Mois.

AOUT 1892.

31 Jours.

L'Almanach du Peuple	Jour de la semaine.	EPIHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			L'Almanach du Peuple
			Lv. de Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
1	L	12 août 1891.—C. N. Armstrong, entrepreneur du chemin de la Baie-de-Chaleurs, dépose qu'il a payé à Ernest Pacaud \$100,000 pour obtenir que le gouvernement de la province de Québec autorise le syndicat Thom à se charger de l'entreprise.	4 44	7 27	11 24	4 49	7 22	11 29	31
2	M		4 45	7 28	11 53	4 50	7 21	11 59	1
3	M		4 46	7 25	matin	4 51	7 20	matin	2
4	M		4 47	7 24	0 30	4 52	7 19	0 37	3
5	M		4 48	7 22	1 17	4 53	7 17	1 25	4
6	M		4 49	7 20	2 15	4 54	7 15	2 23	5
7	M		4 51	7 19	3 24	4 56	7 14	3 31	6
8	M		4 52	7 18	4 40	4 57	7 13	4 46	7
9	M		4 53	7 16	lever	4 58	7 11	lever	8
10	M		4 54	7 14	6 40	4 59	7 08	6 39	9
11	M		4 55	7 13	9 01	5 00	7 06	9 01	10
12	M		4 57	7 11	9 22	5 01	7 07	9 24	11
13	M		4 58	7 10	9 44	5 02	7 05	9 45	12
14	M		4 59	7 08	10 00	5 03	7 04	10 16	1
15	M		5 00	7 06	10 42	5 04	7 02	10 49	2
16	M		5 02	7 05	11 22	5 05	7 00	11 30	3
17	M		5 03	7 03	matin	5 07	6 59	matin	4
18	M		5 04	7 02	0 14	5 08	6 57	0 24	5
19	M	21 août 1891.—Le sénat des Etats-Unis rejette le traité Bayard-Chamberlain réglant la question des pêcheries entre le Canada et les Etats-Unis.	5 05	7 00	1 17	5 09	6 56	1 25	6
20	M		5 07	6 58	2 27	5 11	6 54	2 35	7
21	M		5 08	6 57	3 40	5 12	6 53	3 47	8
22	M		5 09	6 55	4 53	5 13	6 51	4 58	9
23	M		5 10	6 53	coucher	5 14	6 50	coucher	10
24	M		5 12	6 51	8 12	5 15	6 48	8 11	11
25	M		5 13	6 49	8 28	5 16	6 46	8 28	12
26	M		5 14	6 48	8 45	5 17	6 44	8 47	1
27	M		5 15	6 46	9 08	5 18	6 42	9 06	2
28	M		5 16	6 44	9 25	5 19	6 41	9 30	3
29	M		5 18	6 42	9 51	5 21	6 39	9 57	4
30	M		5 19	6 40	10 23	5 22	6 38	10 30	5
31	M		5 20	6 38	11 11	5 23	6 36	11 19	6

WREASBY



Où se trouve le Parti Libéral—Dans les poches de Mercier.—Grip.

UNE POIGNEE DE VERITES POUR LE PARTI LIBERAL.

Et le gouverneur sent-il des remords si l'on a vu les droits d'entrée? Oublie que nous aurions contre tous pays, sauf les Etats-Unis, le même protecteur que les Américains ont contre les importations étrangères. Mais les produits anglais ne pourraient pénétrer au Canada avant d'avoir payé des droits qu'ils payeraient aujourd'hui pour entrer aux Etats-Unis. Comme ces droits sont beaucoup plus élevés que ceux que le Canada impose maintenant, il en résulterait que le gouvernement d'Ottawa assurerait un revenu plus considérable.

—M. Prévost, député libéral de Chambly.

RESULTAT INEVITABLE.

Je suis d'opinion que l'union commer-

ciale amènerait inévitablement l'annexion du Canada aux Etats-Unis.—Dernier discours de Sir John A. Macdonald.

CE SERAIT INJUSTE ENVERS

LE L'ANGLETERRE.

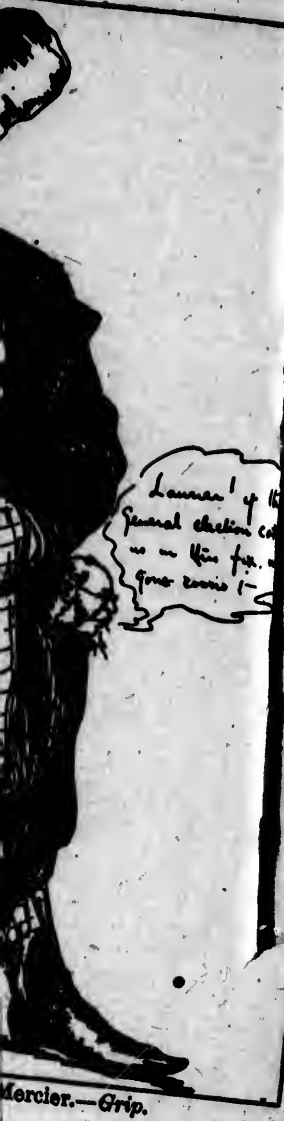
Des hommes dont je respecte les opinions, objectent à l'union commerciale. Ils établissent avec force que si nous la votons, il nous faudra admettre les importations américaines à meilleur compte que celles de la mère-patrie. J'admets que l'objection n'est pas sans poids.—Discours de Sir R. Cartwright à Pembroke, le 21 octobre 1891.

9^{ème} Mois.

SEPTEMBRE 1892.

30 Jours.

Jour du mois.	Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			PLAC. DE LA LUNE. (Même période, 2 ^{ème} période, 3 ^{ème} période, 4 ^{ème} période)
			Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Cou. du Soleil	Lv. de la Lune	
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
1	J	9 sept. 1891. — Les malles de Yokohama, transportées par le trans-continental canadien, son livrées à Londres en 21 jours.	6 22	6 37	11 58	6 24	6 34	0 06	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
2	V		6 23	6 38	12 02	6 25	6 35	0 09	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
3	S		6 24	6 39	12 06	6 26	6 36	0 12	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
4	D		6 25	6 40	12 10	6 27	6 37	0 15	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
5	M		6 26	6 41	12 14	6 28	6 38	0 18	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
6	J		6 27	6 42	12 18	6 29	6 39	0 21	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
7	V	20 septembre 1891. — Thomas McGreevy, député de Québec-Ouest, est expulsé du parlement pour s'être servi illégalement de sa position dans ses rapports avec les entreprises des Travaux Publics.	6 28	6 43	12 22	6 30	6 40	0 24	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
8	S		6 29	6 44	12 26	6 31	6 41	0 27	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
9	D		6 30	6 45	12 30	6 32	6 42	0 30	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
10	M		6 31	6 46	12 34	6 33	6 43	0 33	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
11	J		6 32	6 47	12 38	6 34	6 44	0 36	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
12	V		6 33	6 48	12 42	6 35	6 45	0 39	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
13	S		6 34	6 49	12 46	6 36	6 46	0 42	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
14	D		6 35	6 50	12 50	6 37	6 47	0 45	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
15	M		6 36	6 51	12 54	6 38	6 48	0 48	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
16	J		6 37	6 52	12 58	6 39	6 49	0 51	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
17	V		6 38	6 53	13 02	6 40	6 50	0 54	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
18	S		6 39	6 54	13 06	6 41	6 51	0 57	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
19	D		6 40	6 55	13 10	6 42	6 52	1 00	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
20	M		6 41	6 56	13 14	6 43	6 53	1 03	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
21	J		6 42	6 57	13 18	6 44	6 54	1 06	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
22	V		6 43	6 58	13 22	6 45	6 55	1 09	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
23	S		6 44	6 59	13 26	6 46	6 56	1 12	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
24	D		6 45	7 00	13 30	6 47	6 57	1 15	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
25	M		6 46	7 01	13 34	6 48	6 58	1 18	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
26	J		6 47	7 02	13 38	6 49	6 59	1 21	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
27	V		6 48	7 03	13 42	6 50	7 00	1 24	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
28	S		6 49	7 04	13 46	6 51	7 01	1 27	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
29	D		6 50	7 05	13 50	6 52	7 02	1 30	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
30	M		6 51	7 06	13 54	6 53	7 03	1 33	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.
31	J		6 52	7 07	13 58	6 54	7 04	1 36	9 ^h 4 ^m 7 ^m m.



Mercier.—Grip.



LE FERMIER AUX ETATS-UNIS.

Les investigations de l'année expirée montrent ce que nous avons déjà affirmé. Que la valeur des fermes n'a pas augmenté, et que la situation financière des propriétaires ou occupants ne s'est pas améliorée. Ailleurs, ils ont démontré que les terres diminuent de valeur, les ventes sont peu nombreuses et l'agriculture est de moins en moins profitable. Dans beaucoup de cas, les terres sont hypothéquées pour leur valeur et il est rare d'en trouver qui ne le soient pas. — *Rapport des évaluateurs de l'état de New-York, 1890.*

Au Vermont, il y a plus de 1,000 fermes (autrefois en culture) qui sont abandonnées et dont la moitié sont assez

bien bâties. Dans certains cas, près de la moitié des townships sont dans cet état."

"Les rapports officiels montrent que beaucoup de ces fermes sont de bonne terre, non épuisée, qui serait aussi fertile que les terres voisines."

"On peut évaluer sans crainte ces terres à 500,000 acres, soit 10 p. c. des terres arables de l'état."

"Il n'y a pas de meilleur exemple de la différence qui existe entre aujourd'hui et avant la guerre, que les écoles vides ou les emplacements sans maisons d'école. Dans vingt-neuf villes (townships) il y a 101 écoles sans élèves et sans maîtres, ou abandonnées." — *Rapport du commissaire A. E. Valentine sur les terres arables du Vermont.*

10me Mois.

OCTOBRE 1892.

31 Jours.

Jours mois.	Jour de la semaine	EPHEMERIDES.	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			PHAS DE LA LUNE. 70ième MÉRIDIE. 80ième MÉRIDIE. 100ième MÉRIDIE.
			Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la lune.	Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la lune.	
			h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
1	S	2 oct. 1891.— <i>Le Telegraph</i> de Québec (école Mercier) dit: "La Gazette de Montréal veut que le siège du gouvernement provincial soit transporté à Trois-Rivières, parce que cette ville se rapproche du centre de la population, et que la résidence du lieutenant-gouverneur se trouverait plus loin des rouges terribles de St-Roch, qui ont juré de la démolir ou de la brûler.	5 59	5 39	matin.	5 58	5 39	matin.	Pleine Lune.....
2	D	Il faut bien faire comprendre à la Gazette que le prochain changement politique que nous ferons n'aura pas pour résultat le déplacement du siège du gouvernement provincial, mais la conversion de Québec en capitale d'un nouvel état de l'Union américaine." Voilà une des récentes cabrioles de maître Mercier!	6 00	5 38	1 05	5 59	5 38	1 11	Dernier quartier.....
3	L		6 01	5 36	2 24	6 00	5 37	2 28	1 ^{er} 12m
4	M		6 02	5 34	3 44	6 01	5 35	3 46	1 ^{er} 4h 57m
5	J		6 04	5 32	5 05	6 03	5 33	5 05	1 ^{er} 1h 24m
6	V		6 05	5 30	lever	6 04	5 31	lever	1 ^{er} 29m
7	S		6 06	5 28	6 12	6 05	5 29	6 15	1 ^{er} 26m
8	D		6 08	5 26	6 40	6 07	5 27	6 46	1 ^{er} 24m
9	L		6 09	5 25	7 18	6 08	5 26	7 24	1 ^{er} 23m
10	M		6 10	5 23	8 02	6 09	5 24	8 11	1 ^{er} 22m
11	J		6 12	5 21	9 00	6 10	5 22	9 10	1 ^{er} 21m
12	V		6 13	5 19	10 07	6 11	5 21	10 16	1 ^{er} 20m
13	S		6 14	5 17	11 19	6 12	5 19	11 27	1 ^{er} 19m
14	D		6 15	5 16	matin	6 13	5 18	matin	1 ^{er} 18m
15	L		6 17	5 14	0 31	6 15	5 17	0 37	1 ^{er} 17m
16	M		6 18	5 12	1 41	6 16	5 15	1 46	1 ^{er} 16m
17	J		6 20	5 10	2 49	6 18	5 13	2 52	1 ^{er} 15m
18	V		6 21	5 09	3 55	6 19	5 12	3 58	1 ^{er} 14m
19	S		6 22	5 07	4 58	6 20	5 10	4 58	1 ^{er} 13m
20	D		6 24	5 05	coucher	6 22	5 08	coucher	1 ^{er} 12m
21	L		6 27	5 03	5 33	6 23	5 06	5 37	1 ^{er} 11m
22	M		6 27	5 02	5 55	6 24	5 04	6 00	1 ^{er} 10m
23	J		6 28	5 00	6 22	6 25	5 03	6 29	1 ^{er} 9m
24	V		6 29	4 58	6 56	6 26	5 01	7 04	1 ^{er} 8m
25	S		6 31	4 57	7 40	6 28	5 00	7 48	1 ^{er} 7m
26	D		6 32	4 55	8 35	6 29	4 58	8 41	1 ^{er} 6m
27	L		6 33	4 54	9 35	6 30	4 57	9 43	1 ^{er} 5m
28	M		6 35	4 52	10 45	6 32	4 55	10 52	1 ^{er} 4m
29	J		6 36	4 51	11 59	6 33	4 54	matin	1 ^{er} 3m
30	V		6 38	4 49	matin	6 35	4 52	0 05	1 ^{er} 2m
31	S		6 39	4 48	1 16	6 36	4 51	1 20	1 ^{er} 1m





Mulâtre M-r-c-r—Allons donc ; vous dites que le négriillon a volé des poulets du
 ler de Quebec ; vous devriez avoir honte de salir mon caractère comme cela ; est-ce q
 voyez des poulets autour de moi ?

100
 200
 300
 400
 500
 600
 700
 800
 900
 1000

L'ALMANACH DU PEUPLE.

et la Politique Libre Echangiste Libérale ferait tort au Commerce du Canada.

on commerciale avec les Etats-
un tarif protecteur d'union contre
le entier feraient de New-York le
de distribution du Canada au pré-
de Montréal et de Toronto ; feraient
entréal et de Québec des ports secon-
et détruiraient l'avenir des ports
fax et de St-Jean ; ruinaient les
quarts de nos fabriques ; rempli-
nos rues d'oisifs forcés ; feraient du
a-Est le débarcadère des grains et
marine des états de l'Ouest au préju-
de notre Nord-Ouest, et transforme-
le Canada en écorcherie des manu-
es américaines. Tout cela serait
mauvais pour le Pacifique canadien
sur tout le pays. C'est mon excuse
de ne pas en avoir dit si long.

Des milliers de fermes de la Nouvelle-
Angleterre sont abandonnées ; les fer-
miers des Etats du milieu se plaignent
tous, et plusieurs des Etats de l'Ouest
souffrent tellement qu'il faut leur envoyer
des secours. Partout les fabricants crai-
gnent pour l'avenir, et la plupart enrayent
la fabrication, diminuent les heures de
travail et cherchent à tout prix des com-
mandes afin de garder leurs meilleurs
ouvriers.

La situation est infiniment meilleure
au Canada. Point de terres abandonnées,
point de détresse, du travail pour tous
ceux qui en veulent.—*Le président Van
Horne.*



me Mois.

NOVEMBRE 1892.

30 Jours.

Jour de la semaine	POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			FAS. DE LA JOUR.
	Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	
	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	
M	6 40	4 46	2 34	6 37	4 50	2 38	(Même Lune : 1) 10h 49m 11) 5h 22m 12) 5h 19m 13) 5h 19m 14) 5h 20m 15) 5h 20m 16) 5h 20m 17) 5h 20m 18) 5h 20m 19) 5h 20m 20) 5h 20m 21) 5h 20m 22) 5h 20m 23) 5h 20m 24) 5h 20m 25) 5h 20m 26) 5h 20m 27) 5h 20m 28) 5h 20m 29) 5h 20m 30) 5h 20m
J	6 42	4 45	3 54	6 38	4 48	3 54	
V	6 43	4 43	5 16	6 40	4 47	5 14	
S	6 45	4 42	lever	6 41	4 46	lever	
D	6 46	4 40	5 08	6 43	4 44	5 16	
L	6 47	4 39	5 50	6 44	4 43	5 59	
L	6 49	4 38	6 45	6 45	4 42	6 55	
M	6 50	4 37	7 51	6 46	4 41	8 00	
J	6 51	4 35	9 05	6 47	4 40	9 13	
V	6 53	4 34	10 19	6 49	4 39	10 25	
S	6 54	4 33	11 31	6 50	4 38	11 35	
D	6 56	4 32	matin	6 52	4 37	matin	
L	6 57	4 31	0 41	6 53	4 36	0 44	
L	6 58	4 30	1 47	6 54	4 35	1 48	
M	7 00	4 29	2 45	6 55	4 34	2 45	
J	7 01	4 28	3 55	6 56	4 33	3 53	
V	7 03	4 27	4 59	6 58	4 32	4 56	
S	7 04	4 26	coucher	6 59	4 32	coucher	
D	7 05	4 25	4 25	7 00	4 31	4 31	
L	7 07	4 25	4 58	7 02	4 30	5 06	
L	7 03	4 24	5 38	7 03	4 29	5 47	
M	7 09	4 23	6 28	7 04	4 28	6 36	
J	7 10	4 21	7 27	7 05	4 28	7 35	
V	7 12	4 22	8 34	7 07	4 27	8 41	
S	7 13	4 21	9 45	7 08	4 27	9 51	
D	7 14	4 20	10 58	7 09	4 26	11 02	
L	7 15	4 20	matin	7 10	4 26	matin	
L	7 17	4 19	0 13	7 12	4 25	0 16	
M	7 18	4 19	1 29	7 13	4 25	1 29	
J	7 19	4 19	2 47	7 14	4 24	2 45	

4 novembre 1890.—Réunion de la législature de Québec. Le budget du trésorier Shehyn accuse un déficit de \$425,000 et une dette flottante de six millions trois-quarts, ce qui, réuni aux autres charges, nécessite un emprunt de dix millions de piastres.

volé des poulets du poule comme cela ; est-ce que v

LA PAGE D'HISTOIRE CONSERVATRICE.

—Le gouvernement conservateur l'impôt sur le thé et le café.

ne protection aux fabricants canadiens qui augmente la demande d'ou-canadiens.

met, dans le même but, l'entrée en de du coton, des laines des pays, du ferblanc et des matières pre-en général.

ilit des fermes-modèles pour faire périences dans l'intérêt de l'agricul-tionale.

me un commissaire chargé de aller à l'amélioration de l'industrie magement et du beurre.

intient l'équilibre entre les dépenses e revenus, et n'emprunte que pour

assurer des travaux destinés au dévelop- pement du pays.

1880—Signe le contrat pour la construc- tion du chemin de fer Pacifique canadien, terminé en 1885. En 1891 sa ligne de paquebots du Pacifique transporte les malles du Japon à Londres en 21 jours.

1891—Abolit l'impôt sur le sucre brut. Entrepren l'élargissement des canaux du Saint-Laurent dans le but d'abaisser le prix du transport des instruments agri- coles et autres produits sur les marchés européens.

Encourage la construction des chemins de fer de colonisation.

Encourage la création de lignes de paquebots entre le Canada et les Indes Occidentales, pour augmenter les débou- chés des pêcheries et des produits agri- coles des provinces maritimes, et le com- merce du fromage et de la farine des pro- vinces de l'Ouest.

me Mois.

DECEMBRE 1892.

31 Jours.

Jour de la semaine.	EPHEMERIDES.						POUR MONTRÉAL.			POUR TORONTO.			PHAS. DE LA LUNE. Nouvelle Lune..... Dernier quartier..... Pleine lune..... Premier quartier.....	
							Lv. du Soleil	Co. du Soleil	Lv. de la Lune	Lv. du Soleil	Lv. du Soleil	Lv. de la Lune		
	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.	h. m.			
J	7 21	4 18	4 09	7 15	4 24	4 05								
V	7 22	4 18	5 33	7 16	4 24	5 28								
E	7 23	4 17	lever	7 17	4 23	lever								
D	7 24	4 17	4 27	7 18	4 23	4 37								
L	7 25	4 17	5 25	7 19	4 23	5 38								
M	7 26	4 17	6 41	7 20	4 22	6 50								
J	7 27	4 16	7 59	7 21	4 22	8 06								
V	7 28	4 16	9 15	7 22	4 22	9 20								
S	7 29	4 16	10 27	7 23	4 22	10 31								
D	7 30	4 16	11 35	7 24	4 22	11 37								
L	7 31	4 16	matin	7 25	4 23	matin								
M	7 32	4 16	0 41	7 26	4 23	0 42								
J	7 32	4 16	1 45	7 27	4 23	1 44								
V	7 33	4 16	2 49	7 27	4 23	2 47								
E	7 34	4 17	3 54	7 28	4 24	3 50								
D	7 35	4 17	4 59	7 29	4 24	4 54								
L	7 35	4 17	6 04	7 30	4 24	5 58								
M	7 36	4 18	7 02	7 30	4 25	7 02								
J	7 37	4 18	coucher	7 30	4 25	coucher								
V	7 37	4 19	8 21	7 31	4 26	8 29								
E	7 38	4 19	9 26	7 31	4 26	9 33								
D	7 38	4 20	7 37	7 31	4 27	7 18								
L	7 38	4 20	8 49	7 32	4 27	8 54								
M	7 39	4 21	10 02	7 32	4 28	10 05								
J	7 39	4 21	11 16	7 32	4 28	11 18								
V	7 39	4 22	matin	7 32	4 29	matin								
E	7 40	4 23	0 30	7 33	4 30	0 30								
D	7 40	4 24	1 47	7 33	4 30	1 45								
L	7 40	4 25	3 07	7 33	4 31	3 08								
M	7 41	4 25	4 31	7 34	4 32	4 25								
J	7 41	4 27	5 55	7 34	4 33	5 47								

16 décembre 1891.—Le gouvernement Mercier dépose un projet de loi tendant à imposer une taxe de 8 p. c. sur les produits miniers de la province. Il avait auparavant augmenté les droits de patentes de (licences)\$20,000 par année. Malgré tout, il n'a pas assez d'argent pour faire face à ses extravagances.





LA COMPAGNIE DU HARAS NATION

Cet Etablissement fut inauguré par
SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GENERAL DU CANADA,
et patronisé par la Législature de Québec.

Sous contrat avec la Province pour fournir des étalons
Sociétés d'Agriculture des Comtés.

IMPORTATEURS DE

Chevaux Français (Carossiers), Percherons ET AUTRES CHEVAUX DE TRAVAIL ETRANGERS.

(POUR LA VENTE.)

Tous d'une généalogie de première classe.

Nos connections en France nous permettent d'importer
meilleur marché que tout autre.

POUR LES TERMES DE VENTES ET CATALOGUES
S'ADRESSER AU BUREAU.

HON. L. BEAUBIEN, Président, MONTRÉAL, CANADA

BARON E. DE MANDAT-GRANCEY, Vice-Prés., 5 Avenue Friedland
PARIS, FRANCE.

R. AUZIAS-TURENNE, Gérant, MONTRÉAL

Bureaux : 30 Rue St. Jacques, MONTREAL. Ecuries : Outremont, pres Montre

LE JOB DE LA BAIE-DES-CHALEURS.

la deuxième fois, en 1882, la légis- Québec autorisa la Compagnie in de fer de la Baie-des-Chaleurs nire un chemin de fer de Métapén de l'Intercolonial, à Gaspé. ccorda à la compagnie reconsti- subside de 10,000 acres de terre e pour 180 milles à construire, et d, le parlement fédéral lui vota ar mille et un subside supplé- e, formant en tout \$320,000. À la nnée 1889 on avait construit plus a bien soixante milles de chemin x de \$1.235.000. La compagnie e de ce chef \$525.000 du gouverne- fédéral et \$350.000 du gouvernement cial.

compagnie se trouva bientôt en dif- avec les entrepreneurs, dont l'un ailli, et les travaux furent tempo- rairement suspendus. Durant la session de 1890, la législature de Québec vota une résolution autorisant le lieutenant-gouverneur- conseil à retirer, dans certains cas, les chartes aux compagnies de chemins de fer qui manqueraient à leurs engagements publics, et à faire des arrangements avec d'autres compagnies capables de terminer les travaux. Quelques-uns des membres de la compagnie de la Baie-des-Chaleurs, dont les promoteurs, paraît-il, n'avaient jamais rien déboursé pour les travaux, éperonnés par l'action du gouvernement de Québec, réorganisèrent la compagnie et, pour donner à celle-ci une meilleure cote à la bourse anglaise, sollicitèrent une charte du parlement fédéral. Ils obtinrent de la chambre des communes, devant la commission sénatoriale des chemins de fer, M. Barwick, ministre de la banque d'Ontario, s'opposa à l'adoption de la charte. La banque d'Ontario, la banque des cantons de l'Est financé de l'argent à M. McFarlane, entrepreneur de M. Charles, entrepreneur général, et déposant une réclamation contre la succession de M. Barwick demandait au nom de la compagnie l'insertion dans la charte d'une clause qui rendit la nouvelle compagnie responsable de l'emprunt avec le

quel McFarlane avait construit une partie des 60 milles.

Au cours de son argumentation, M. Barwick dit qu'il pourrait prouver, au besoin, que \$100.000 de l'argent qui aurait dû être employé à payer les dettes de la compagnie, avaient servis à des fins politiques. On donna à M. Barwick l'occasion désirée, malgré l'opposition de plusieurs sénateurs libéraux.

L'enquête n'eut pas lieu sans difficultés. L'hon. M. Garneau, qui agissait en qualité de premier ministre et de trésorier, à l'époque où le job fut consommé, refusa d'aller rendre témoignage devant la commission. Certains employés supérieurs du gouvernement de Québec, mêlés à la transaction, reçurent l'ordre des ministres de Québec de désobéir aux ordres de comparaitre devant la commission sénatoriale. M. Armstrong, principal témoin dans l'affaire, refusa d'abord de répondre, mais à la fin il dut parler et raconta une histoire qui scandalisa le pays.

Pendant la session d'hiver de 1890, la législature de Québec vota un subside de 800.000 acres de terre " pour aider à terminer et à outiller le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs."

Ce subside devait être payé " à toute personne ou compagnie qui garantirait de terminer les travaux, de pourvoir le chemin de tout le matériel nécessaire, de le maintenir en bon état d'exploitation et de solder les dettes privilégiées de la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs à la satisfaction entière du lieutenant-gouverneur-en-conseil."

On prouva devant la commission du sénat que deux syndicats avaient essayé d'obtenir le contrôle du chemin de la Baie-des-Chaleurs. M. J. J. McDonald, entrepreneur connu, représentait le premier; M. Angus Thom agissait pour le second. Tous deux négociaient avec le gouvernement de Québec par l'entremise de M. Ernest Pacaud, directeur de l'Electeur, organe principal du gouvernement Mercier à Québec. M. McDonald déclara au cours de l'enquête, que dans d'autres transactions avec le gouvernement de



PERCHERONS NATIONALS

inauguré par GENERAL DU CANADA, pure de Québec.

fournir des étalons aux Comtés.

Percherons ETRANGERS.

classe. tentent d'importer à tre.

CATALOGUES MONTRÉAL, CANADA. 5 Avenue Friedland,

MONTRÉAL. remont, pres Montreal.

Québec, il avait dû verser \$4.000 à Pacaud avant de pouvoir être payé, et que dans l'état estimatif du coût du chemin de la Baie-des-Chaleurs, il avait inclus la somme de \$50.000 à verser au même personnage, et que Pacaud avait été mis au courant de la chose.

Par sa soumission, M. McDonald, appuyé par M. Heaton Armstrong, riche banquier de Londres, s'engageait :

1. A compléter, sans subsides, les premiers soixante milles, à l'exception du pont sur la Cascapédia.

2. A bâtir le pont sur la Cascapédia à l'aide d'un subside de \$50.000.

3. A construire les quarante milles de chemin qui séparent Cascapédia de Paspébiac pour un subside de \$400.000, ou à raison de \$10.000 par mille, payables \$200.000 sur livraison des premiers vingt milles, et le reste sur livraison des derniers vingt milles.

4. A acquitter à ses frais, sans retard, toutes les dettes de l'ancienne compagnie et à acquérir le stock des promoteurs à leur entière satisfaction.

5. A pourvoir le chemin du matériel nécessaire et à l'exploiter pendant cinq ans.

6. A déposer entre les mains du gouvernement la somme de \$340.000 pour le service, pendant dix ans, de l'intérêt des bons.

7. Les bons à \$20.000 par mille devenaient la propriété des nouveaux entrepreneurs.

Les \$400.000 indiquées à l'article 3 devaient inclure et remplacer tous les subsides provinciaux déjà votés.

Sur ces entrefaites, M. Charles Armstrong, qui se disait créancier du chemin, s'aboucha avec Pacaud dans les intérêts du syndicat Thom ou Cooper. M. Armstrong avait offert à M. Thom quittance de sa créance contre versement de \$75.000. Après correspondance, Pacaud vint à Montréal le 12 mars, et se rencontra avec C. N. Armstrong, à l'hôtel Windsor, à 11 h. du soir. M. Mercier, quelques-uns de ses ministres et M. Pacaud devant partir pour New-York le lendemain matin, il fut convenu qu'Armstrong irait jusqu'à St-Jean, et que Pacaud tâcherait de faire accepter son offre avant l'arrivée du train à la station de St-Jean. Pacaud se rencontra avec Armstrong, s'entretint avec lui, passa

dans le wagon de M. I. dire à M. Armstrong qu'il était possible.

Le 17 mars, Pacaud fit dire qu'il avait défini avec McDonald, et le premier ministre de New-York pour conférer avec les ministres. Le 19, M. Thom et M. Armstrong joignirent Pacaud à l'occasion d'une entrevue avec l'hon. M. F. Charles Langelier, à l'hôtel. Il avait déjà été entendu qu'il verserait à Pacaud la somme juste le double de ce qu'il avait offert à Pacaud de l'entrevue avec les ministres satisfaisante.

Le 17 avril, M. Thom et M. Armstrong, premier ministre par lettre où il faisait la proposition incorporée plus tard dans le rapport du 23 avril :

1. Le nouveau syndicat de 100 premiers milles de chemin, le 31 décembre 1892. Il dépendrait du gouvernement, l'exécution des travaux et la construction du chemin, pour \$500.000, qui lui seront rendus sur cent milles terminés et ouverts.

2. Le gouvernement verserait \$260.000, balance des services, chap. 23 et amendement, vic. chap. 91, sec. 12).

3. Le gouvernement accorderait un subside de \$50.000 pour le pont sur la Cascapédia.

4. Le gouvernement paierait la valeur en espèces du subside en terres, qui seraient achetées par le gouvernement au paiement des créances légitimes et privilégiées, conformément à l'acte 54 vic. chap. 88, contre la compagnie. S'il y avait des terres appartenant à la nouvelle compagnie, elles appartiendraient à la nouvelle compagnie. Les créances non contestées seraient réglées avant le 10 mai.

Le syndicat McDonald, qui avait offert de verser que \$50.000 à Pacaud, ne recevait rien du gouvernement en argent. Le syndicat Thom et Armstrong, qui avait offert de payer \$100.000 à Pacaud, du gouvernement \$590.000, refusant l'offre de McDonald, perdit \$140.000 en argent.

dans le wagon de M. Mercier, dit à M. Armstrong qu'un arrangement était possible.

Le 17 mars, Pacaud fit savoir à Armstrong qu'il avait définitivement accepté avec McDonald, et le pria de se rendre à New-York pour conférer avec les ministres. Le 19, M. Thom et M. Cannon se joignirent à Pacaud et eurent une entrevue avec l'hon. M. Robidoux, Charles Langelier, à l'hôtel Brunswick. Pacaud avait déjà été entendu que M. Armstrong verserait à Pacaud la somme de \$100.000, juste le double de ce que M. Armstrong avait offert à Pacaud de lui donner en échange avec les ministres fut satisfaisante.

Le 17 avril, M. Thom écrivit à Armstrong, premier ministre par intérim, lettre où il faisait la proposition d'incorporer plus tard dans l'ordre de conseil du 23 avril :

1. Le nouveau syndicat comptant 100 premiers milles de chemin de fer le 31 décembre 1892. Il déposerait les fonds en mains du gouvernement, en garantie de l'exécution des travaux et de la construction du chemin, pour \$500.000 de billets qui lui seront rendus sur livraison de cent milles terminés et outillés.

2. Le gouvernement versera au syndicat \$280.000, balance des subsides en vic. chap. 23 et amendements, vic. chap. 91, sec. 12).

3. Le gouvernement accordera un subside de \$50.000 pour le pont sur le chemin de fer.

4. Le gouvernement payera la valeur en espèces du subside de \$50.000 en terres, qui seront affectées au gouvernement au paiement des dettes légitimes et privilégiées, conformément à l'acte 54 vic. chap. 88, contre le chemin de fer, contre la compagnie. S'il y a un surplus, il appartiendra à la nouvelle compagnie. Les créances non contestées devront être payées avant le 10 mai.

Le syndicat McDonald, qui ne devait verser que \$50.000 à Pacaud, ne devait recevoir du gouvernement que \$50.000 en argent. Le syndicat Thom, dont le représentant Armstrong avait consenti à payer \$100.000 à Pacaud, devait au gouvernement \$590.000 en argent. Le syndicat refusant l'offre de McDonald, la perte fut de \$140.000 en argent.

de sa déposition du 29 oct., M. Cannon le plus grand éloge des capacités de McDonald comme entrepreneur de caractère privé.

M. Cannon beaucoup d'hésitation et sur la légalité de Pacaud de télégraphier à M. Cannon. Lors en France, l'hon. M. Garcia se déclina à accepter les conditions proposées par M. Cannon. Pour dissiper les craintes de la légalité du procédé, M. Garcia, en l'absence de M. Robidoux, M. Cannon, procureur-général ad-hoc, donna son opinion de M. Cannon rendit le même jour à M. Cannon et Garneau et coïncida avec celle de François Langelier, consulté par M. Cannon interrogé, dépose (5 nov) son "opinion" comme procureur-général. Cette opinion avait été écrite ou dictée par François Langelier. Ce dernier était détenteur de \$15.000 de billets payés par le syndicat et les \$100.000 qu'il avait obtenus par le contrat entre le syndicat et le syndicat Thom.

Le 20 avril, l'hon. Charles Langelier et aussi émis au nom de M. Robidoux son opinion que la proposition de M. Cannon était légale. L'hon. Charles Langelier avait endossé pour \$25.000 de billets de la compagnie Pacaud sur les \$100.000 obtenus par le syndicat Armstrong. L'hon. Charles Langelier avait directement payé ou avait fait payer à lui par Pacaud la somme de \$25.000 sur les \$100.000.

Le 20 avril, l'ordre en-conseil, M. Chrysothome Langelier, frère de François et de Charles, avait été nommé commissaire pour la distribution des sommes à payer conformément à l'article 4 de la proposition de conseil. Pacaud avait fait un premier paiement de \$25.000 sous forme de lettres de crédit de la banque de Québec à M. Charles Langelier. Sur ce, M. Armstrong avait endossé à Pacaud cinq chèques de \$20.000. C'était ce paiement qui avait été fait par M. Warwick à formuler son accusation par les dépositions sous serment devant la commission du sénat. Le lieutenant-gouverneur Angers écrivit le 20 septembre à son premier ministre, M. Mercier, une lettre où il résumait comme suit les faits parvenus à sa connaissance :

Il est illégal de se procurer des fonds par le moyen de lettres de crédit sans l'autorisation du représentant de la cour

2. Aucun ordre-en-conseil n'a autorisé le trésorier provincial à puiser dans le trésor quelque somme que ce soit pour la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

3. Le procédé de tirer sur les finances de la province par le moyen de lettres de crédit est préjudiciable au crédit public.

4. Il semble qu'en payant \$175.000 à M. Armstrong, le gouvernement a fait un paiement à une personne à laquelle il ne devait rien.

5. Il existe entre le gouvernement et les créanciers de la province une barrière où il faut payer tribut avant d'obtenir justice.

Le lieutenant-gouverneur exigea une enquête à être faite par une commission impartiale composée de juges. Après avoir répondu à Son Honneur et avoir consulté ses amis les Langelier, M. Mercier se rendit à la demande de M. Angers, et les juges Jetté, Baby et Davidson furent chargés de diriger l'enquête. Il fut établi devant eux :

Que pour convertir un subside en terres en un subside en argent, la voie régulière à suivre par la compagnie intéressée consistait à en faire la demande au gouvernement qui alors adopte un ordre-en-conseil spécial à cet effet. Ce qui n'avait pas été fait dans l'affaire du syndicat Thom dont M. Armstrong avait reçu \$175.000.

Que le statut en vertu duquel le subside en terres avait été accordé à la compagnie de la Baie-des-Chaleurs ne stipulait que le paiement des dettes privilégiées dont celle d'Armstrong ne faisait pas partie.

Que des billets pour de forts montants signés et endossés par Pacaud, l'hon. M. Mercier, l'hon. Charles Langelier, l'hon. François Langelier, Tarte et d'autres arrivaient à échéance vers l'époque de la signature de l'ordre-en-conseil relatif à la Baie-des-Chaleurs.

Que le jour de la signature de l'ordre-en-conseil, M. Chrysostome Langelier faisait des démarches pour régler la créance d'Armstrong.

Qu'en apparence, il n'y avait alors aucun fonds dans le trésor, et qu'on dut avoir recours à des lettres de crédit pour obtenir de l'argent à cet effet.

Que Pacaud avait vu le gérant de la banque Union et celui de la banque du

Peuple afin de faire escompter les lettres de crédit.

Qu'à la suite d'une conversation avec ces deux messieurs, le gouvernement, au lieu d'émettre une seule lettre de crédit de \$175.000, en avait émis deux, une de \$100.000 et l'autre de \$75.000. Qu'avant l'acceptation de la lettre de \$100.000 par la banque Union, Pacaud y avait apporté cinq chèques du commissaire J. C. Langelier, de \$20.000 chacun, en faveur de Charles M. Armstrong et endossés par lui à M. Pacaud qui en était alors le porteur. Que, pour décider la banque à escompter, Pacaud avait dit que l'argent des chèques serait affecté au paiement de tous les billets endossés par M. Mercier, les Langelier et d'autres; que \$40.000 ou \$50.000 de cet argent lui appartenaient en propre, que \$10.000 ou \$20.000 (M. Webb n'est pas sûr du montant) iraient à l'hon. Charles Langelier, et que \$10.000 seraient employées à payer un effet dû à l'hon. M. Robidoux.

Que la banque Union déclina la responsabilité de cette transaction, et n'escompta que deux chèques tirés sur M. P. Vallières, un riche résident de Québec qui s'était rendu responsable du paiement de l'avance faite.

Que l'hon. M. Robidoux essaya de faire escompter à Montréal un des chèques refusés par la banque Union.

Que la banque du Peuple escompta un chèque de \$20.000 sur la promesse que lui fit l'hon. Charles Langelier d'y déposer \$50.000 de l'emprunt des dix millions que M. Mercier essayait de négocier en France.

Qu'à son échéance, la lettre de crédit de \$100.000 fut payée (à même le subside fédéral) et la somme portée au crédit du commissaire, M. Chrysostome Langelier, et redistribuée le même jour, la somme de \$80.000 étant placée au compte personnel de M. Pacaud.

Malgré la preuve de tout ce qui précède, Pacaud consentit à comparaître devant les commissaires royaux. Là il avoua hardiment avoir reçu d'Armstrong les \$100.000 en chèques de M. Chrysostome Langelier, commissaire du gouvernement. Il parla de son marché avec Armstrong comme de la découverte d'une mine, et rendit compte comme suit de l'emploi de la somme qu'il avait perçue :

(1) Pour les hon. Messieurs Mercier, F. Langelier et C. A. P. Paquet, tous libéraux.

Payé pour le retrait de trois billets par E. Pacaud et endossés par eux dont le montant a servi aux élections. Pour lesquels billets ils étaient tout responsables.....

(2) Pour les hon. MM. Mercier, C. A. P. Pelletier, (libéraux) et J. C. Langelier, agissant avec les libéraux.

Payé pour le retrait de deux billets par E. Pacaud et endossés par eux dont le montant a été employé aux élections. Pour lesquels billets ils étaient également responsables.....

(3) Pour l'hon. M. Mercier, libéral. Paiements faits à l'hon. M. Mercier pour son compte.....

(4) Pour l'hon. C. Langelier, libéral. Paiements faits à l'hon. C. Langelier pour son compte.....

(5) Pour l'hon. M. Duhamel, membre du gouvernement libéral.

Payé la cotisation d'admission à l'Union club de l'hon. M. Duhamel.....

(6) Pour des membres libéraux de la législature.

Paiements faits à des membres de la législature en dehors du cabinet.....

(7) Pour M. J. Israël Tarte, député, et C. Langelier.

Paiement du billet de M. Tarte, endossé par l'hon. C. Langelier et dont le montant a servi à l'élection de Montmorency.....

(8) Pour l'enquête Tarte-McGreavy. Paiements faits pour le compte de l'enquête.....

(9) Pour dépenses dites politiques :

- (a) Journaux et littérature pour la campagne libérale.....
- (b) Dépenses électorales.....
- (c) Révision des listes électorales.....
- (d) Pétitions électorales.....
- (e) Articles dans l'Electeur.....
- Divers.....

Total des dépenses politiques.....

(10) Pour Pacaud lui-même, libéral.

- (a) Prix d'achat de sa maison.....
- Honoraires d'un architecte de N.-York de Québec.....

Changements, etc.....

(b) A. P. Vallières, endosseur des billets obtenus par lettres de crédit du gouvernement.....

(c) Avoué.....

(d) Voyage en Europe.....

(e) Part de mine.....

(f) Traités C. N. Armstrong.....

(g) Loyer d'un bateau à vapeur à la Malbaie.....

(h) Chèques personnels. Tiré pour dépenses non portées en compte.....

Total des dépenses personnelles.....

Total général.....

(1) Pour les hon. Messieurs Mercier, C. L. F. Langelier et C. A. P. Pelletier, et les libéraux.

payé pour le retrait de trois billets faits par M. Pacaud et endossés par eux, et dont le montant a servi aux élections. Pour lesquels billets ils étaient également responsables.

(2) Pour les hon. MM. Mercier, C. L. F. Pelletier, (libéraux) et J. Israël, agissant avec les libéraux.

ré pour le retrait de deux billets faits par M. Pacaud et endossés par eux, et dont le montant a été employé aux élections. Pour lesquels billets ils étaient également responsables.

Pour l'hon. M. Mercier, libéral. Bénéfices faits à l'hon. M. Mercier et sur son compte.

Pour l'hon. C. Langelier, libéral. Bénéfices faits à l'hon. C. Langelier ou sur son compte.

Pour l'hon. M. Duhamel, membre du conseil d'administration de l'Union des libéraux de la législature.

Bénéfices faits à des membres de la législature en dehors du cabinet.

Pour le billet de M. Tarte, endossé par M. C. Langelier et dont le montant a servi à l'élection de Montmorency.

Pour l'enquête Tarte-McGreavy. Bénéfices faits pour le compte de l'enquête.

Expenses dites politiques : Journaux et littérature pour la campagne électorales.

Expenses politiques : Journaux et littérature pour la campagne électorales.

Expenses politiques : Journaux et littérature pour la campagne électorales.

Expenses politiques : Journaux et littérature pour la campagne électorales.

Expenses politiques : Journaux et littérature pour la campagne électorales.

Expenses politiques : Journaux et littérature pour la campagne électorales.

Expenses personnelles.

EN CAISSE.

du Peuple, éparpés.....	447
du Peuple, garantie d'escompte.....	3,000
Union.....	90
Union, succursale.....	55
des Marchands.....	62
du Park Bank, New-York.....	20,000
.....	1,800
.....	325,456

Tels sont les faits. Ils montrent que les membres du gouvernement de Québec ont reçu ou qu'on a payé pour eux \$41,000 et même les profits d'un job qui coûte à la province \$140,000 de plus qu'il n'aurait coûté si l'offre faite par M. McDonald de construire le chemin de fer de la Bale-des-Chaleurs avait été acceptée par les hommes qui ont profité de cette somme énorme !

LE SCANDALE LANGLAIS.

100 dans un mois.—\$60,000 dans une journée.—Tout est baclé le même jour.—Deux Lettres de Credit.—M. Mercier condamné par sa signature.—Du boodlage pour les élections fédérales.

Le 10 février 1891, la campagne électorale pour le parlement d'Ottawa était commencée sur toute la ligne. M. Mercier avait juré de donner quinze jours de majorité à M. Laurier dans la province de Québec.

Il le fallait des voies et moyens. Et M. A. Langlais fut un des instruments choisis pour organiser le bood-

le premier coup réalisé par la bande, la vente au gouvernement, par M. Langlais, de 50,000 exemplaires du *Sylviculteur canadien*, ouvrage technique excellent, mais que son auteur n'avait jamais eu la prétention de répandre avec une extravagance.

Cinquante mille exemplaires à cinquante piastres, vingt-cinq mille piastres pour ce petit ouvrage. Mais nous n'inventons rien. Voici les pièces officielles :

Département du Secrétaire provincial
Cabinet du Ministre
Québec, 10 février 1891.

J. A. Langlais,
Libraire-éditeur.

Monsieur,
J'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement a décidé, suivant votre demande, d'acheter cinquante mille (50,000)

exemplaires de l'ouvrage intitulé " Le Sylviculteur illustré ", au prix de cinquante centimes (\$0.50) l'exemplaire, le tout formant la somme de vingt-cinq mille piastres (\$25,000).

Un item représentant la dite somme sera inséré au budget de la prochaine session, et la dite somme sera payée après la session au porteur de cette lettre, portant votre endossement.

Je demeure

votre tout dévoué,

(Signé) Chs. Langelier,
Secrétaire provincial.

ENDOSEMENT.

Payez, s'il vous plaît, à l'ordre de la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec.

(Signé) J. A. LANGLAIS.

COMPTE ET REÇU

Québec, 14 octobre 1891.

Département du Secrétaire provincial,
doit à J. A. Langlais,
Libraire-éditeur.

Pour 50,000 exemplaires du " Sylviculteur canadien illustré, " à 50 centimes, \$25,000.

Reçu de J. A. Langlais, écuyer, 50,000 exemplaires du " Sylviculteur canadien, "

dont une partie a été déposée chez M. Prévost et l'autre à mon bureau.

(Signé) J. GAUVREAU,
contrôleur.

ENDOSSEMENT

Payes, s'il vous plait, à l'ordre de la Caisse d'Economie de Notre-Dame le montant inscrit à l'endos.

(Signé) J. A. LANGLAIS.

Québec, 9-11, 91.

On se croirait dans le domaine de la légende, mais tout cela est officiel, prouvé par des pièces écrites de la main des ex-ministres.

Les criminels vont être convaincus par leur propres écritures.

Ce *Guide illustré du sylviculteur*. M. Langlais en avait acquis la propriété en 1883. Il avait acheté pour \$1.000 le droit d'auteur, la première édition, et les *clichés de l'ouvrage*. Car c'était un ouvrage cliché. De sorte que l'édition de 50,000 n'a coûté à peu près que le papier à M. Langlais. Et il l'a vendue VINGT-CINQ MILLE PIASTRES!!!!

Combien M. Langlais a-t-il donné au parti libéral sur cette somme ? ...

Mais ce n'est là que le premier acte du scandale.

L'affaire des \$25.000 a été bâclée le 10 février.

Le 22 février, les besoins deviennent de plus en plus pressants. La lutte électorale est à son apogée. Il faut de l'argent; il en faut beaucoup! Vite, on invente un nouvel expédient, et M. J. A. Langlais entre encore en scène.

Cette fois, c'est un monopole plantureux qu'on lui octroie. M. Langlais va être sacré munitionnaire général des papeteries de Sa Majesté pour la province de Québec. Le premier ministre, M. Mercier lui-même, met la main à la plume, et signe ce document qui le condamne sans rémission :

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROVINCE DE QUÉBEC.

Québec, le 23 février 1891.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'après en avoir avisé avec mes collègues, j'ai été

autorisé à vous dire que le gouvernement a décidé de vous accorder, pour quatre ans, à compter du prochain, l'approvisionnement de papier nécessaire à tous les bureaux publics sous notre contrôle. Ordre incessamment donné à cet effet, aux bureaux publics, au palais au bureau du protonotaire, celui de la cour de police, à Québec, bureaux du protonotaire, du bureau de police, des magistrats triets, à Montréal. Ordre sera aussi donné aux registrateurs des différents départements de la province, ainsi qu'aux imprimeurs du gouvernement, d'acheter de l'avenir, le papier portant une marque spéciale. Vous serez payé pour ce papier suivant le prix courant.

Il ne s'agit que du papier nécessaire aux départements et aux autres bureaux publics ci-dessus mentionnés, et nullement de l'impression de tel papier, laquelle sera faite où le gouvernement le voudra.

J'ai l'honneur d'être
votre tout dévoué,

HONORÉ MERCIER,
Premier ministre

J. A. Langlais, Ecuier,
libraire,
Québec, P. Q.

Ainsi, par une simple lettre, on accorde à un libraire le plus monstrueux monopole, pour quatre ans à venir! On engloutit les deniers publics pour quatre budgets futurs, sans l'aveu des chambres honorables, sans la connaissance du chef de l'exécutif.

Conférer un monopole dont le chiffre pour quatre ans s'élèvera peut-être à \$300.000, par une simple lettre de ministre, c'est un acte inouï, monstrueux, un acte administratif, et ceux qui s'en sont rendus coupables, dans un but évident de corruption, vont être traduits devant les tribunaux pour malversation.

Donc, le 23 février, M. Mercier écrit une lettre à M. Langlais. Celui-ci, qui pressentait sans doute cette bonne aubaine, ne se fit pas lent à sauter sur le morceau. Le lendemain il répond comme suit à M. Mercier :

L'ALMANACH DU PEUPLE.

Québec, le 23 février 1891.

Honorable Honoré Mercier,
Premier Ministre, Québec.

Par le Premier Ministre,

Je viens de recevoir la vôtre en date de par laquelle vous me confiez, pour de quatre ans, à compter du premier mars prochain, l'approvisionnement de papier nécessaire aux bureaux sous contrôle du gouvernement. L'exécution de ce contrat exigera de votre part des avances considérables, je vous demande la faveur de me faire connaître les moyens d'obtenir de vous l'acompte demandé. Seriez-vous assez bon de me faire connaître en considération l'importance de ce contrat, quel montant vous m'avez avancé, et à quelle époque ?

Vous obligeriez infiniment
votre tout dévoué serviteur,

J. A. Langlais.

Langlais n'était pas dégoûté. Il lui fit des avances. Honoré Mercier, bon prince, n'a pas d'objection à faire. Mais l'argent n'est pas facile au trésor. Bagatelle; le premier ministre signe une lettre de crédit. La pièce :

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, 23 février 1891.

Monsieur,

Je viens de recevoir votre lettre, en date de ce jour, me demandant de vous faciliter les moyens d'obtenir des avances nécessaires pour vous permettre l'exécution de votre contrat, comportant l'approvisionnement de tout le papier nécessaire aux bureaux publics sous notre contrôle. Je n'ai aucune objection à me faire à votre désir. Prenant en considération l'importance de ce contrat, ainsi que la moyenne des sommes payées pour la fin dans le passé, je puis vous dire que le gouvernement paiera à vous ou à votre ordre, la somme de trente mille piastres (\$30,000), dans six mois de cette

date, c'est-à-dire du premier mars prochain.

J'ai l'honneur d'être
votre tout dévoué,

HONORÉ MERCIER,
Premier ministre.

M. J. A. Langlais,
Libraire,—Québec.

Cependant, M. Langlais n'est pas satisfait. TRENTA MILLE PIASTRES, c'est un joli denier, mais probablement que les demandes sont fortes du côté du comité libéral; le munitonnaire général expose à M. Mercier que la première lettre de crédit n'est pas suffisante.

Sa lettre est datée du 23 février, même jour ! Ça pressait, ça pressait !

Québec, 21 février 1891.

L'honorable Honoré Mercier,
Premier Ministre,
Québec.

Monsieur le Premier Ministre,

Je viens de recevoir votre lettre par laquelle vous êtes assez bon de me dire que le gouvernement me paiera une somme de trente mille piastres dans six mois, à partir du premier mars prochain, pour l'approvisionnement de tout le papier nécessaire aux bureaux publics. Je prends la liberté de vous faire remarquer qu'à l'expiration des six mois, il me sera certainement dû par le gouvernement une somme beaucoup plus considérable que les trente mille piastres promises. Il me semble que vous pourriez, sans compromettre les intérêts du gouvernement, promettre de me payer, à cette époque, une somme d'au moins soixante mille piastres.

Espérant que vous vous rendrez à ma juste demande,

J'ai l'honneur d'être
votre tout dévoué,

J. A. LANGLAIS.

M. Langlais trouvait la somme de \$30,000 insuffisante pour couvrir ses déboursés durant les premiers six mois. On va voir plus loin que c'était là une fausse représentation, et que, durant dix mois, M. Langlais n'a déboursé que \$11,705.

Mais les ministres n'y regardaient pas

PEUPLE.

risé à vous dire que le gouvern...
idés de vous accorder, pour l'es...
e ans, à compter du premier...
ain, l'approvisionnement de...
r nécessaire à tous les burea...
ous notre contrôle. Ordre v...
amment donné à cet effet, dan...
reaux publics. au palais lég...
eau du protonotaire, celui du...
a cour de police, à Québec, o...
x du protonotaire, du shérif...
de police, des magistrats de...
Montréal. Ordre sera aussi d...
istrateurs des différents dist...
rovince, ainsi qu'aux imprim...
ernement, d'acheter de vos...
le papier portant une ma...
Vous serez payé pour ce p...
e prix courant.
agit que du papier nécessaire...
ents et aux autres bureaux...
essus mentionnés, et nulle...
ession de tel papier, laquelle...
re où le gouvernement le

J'ai l'honneur d'être
votre tout dévoué,

HONORÉ MERCIER,
Premier ministre

ais, Ecnier,
Libraire,
Québec, P. Q.

une simple lettre, on accor...
le plus monstrueux mon...
tre ans à venir ! On enga...
publics pour quatre budg...
aveu des chambres hors...
du chef de l'exécutif.
monopole dont le chiff...
ans s'élèvera peut-être...
ne simple lettre de minist...
ouï, monstrueux, un crim...
t ceux qui s'en sont rend...
un but évident de corrup...
traduits devant les tribu...
ersation.
vrier, M. Mercier écrit sa...
ais. Celui-ci, qui pressen...
ette bonne aubaine, n'est...
sur le morceau. Le même...
me suit à M. Mercier :

de si près. Le même jour encore, 23 février, date mémorable dans les fastes du boodlage, M. Mercier répond à M. Langlais que son exigence lui semble forte, mais que, tout de même, il va lui donner une seconde lettre de crédit pour \$30,000 payable dans un an :

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, le 23 février 1891.

Monsieur,

Je viens de recevoir votre lettre par laquelle vous me dites que vous trouvez l'insuffisante la promesse d'un paiement de trente mille piastres (\$30,000.00) dans six mois, en acompte sur le contrat, et vous me demandez de doubler le montant.

Je regrette d'avoir à vous dire que je ne puis me rendre à votre demande. Dans mon opinion, cette somme de trente mille piastres serait suffisante pour acquitter ce que vous auriez alors fourni au gouvernement. Je n'ai pas d'objection, cependant, à vous dire que le gouvernement paiera, à vous ou à votre ordre, une somme additionnelle de trente mille piastres (\$30,000) dans un an à compter du premier mars prochain.

Dans l'espérance que ceci sera suffisant pour vous permettre d'exécuter fidèlement votre contrat, je vous prie de me croire

votre tout dévoué,

Honoré Mercier,

Premier ministre.

M. J. A. Langlais,
libraire, Québec.

Ainsi, dans la journée du 23 février, monopole de quatre ans conféré à M. Langlais ; première lettre de crédit de \$30,000 signée en faveur de M. Langlais, deuxième lettre de crédit de \$30,000 signée en faveur de M. Langlais : \$60,000 en deux traits de plume !

Voilà une grosse journée, et qui a dû remonter les fonds du comité libéral de Québec pour les élections fédérales qui ont eu lieu le 5 mars.

M. Langlais a escompté ses deux lettres de crédit. Lui-même le reconnaît sous sa signature, dans le document suivant :

**DEPARTEMENT DU SECRÉTAIRE
DE LA PROVINCE**

Cabinet du ministre

Québec, 29 décembre

Mons. Jos. Boivin,

Asist. Secrétaire provincial
Québec.

Monsieur,

Au sujet des lettres échangées entre premier ministre, l'hon. M. Mercier le 23 février dernier, pour la fourniture de papier pendant quatre ans et de lettres de \$30,000 chacune, je désire informer que ces deux lettres ont été comptées à la Caisse d'Economie de la Dame de Québec, qui a avancé les

Votre bien dévoué,

J. A. LANGLAIS.

Enfin, voici l'état fourni par le ministre général, établissant ce qu'il a dépensé depuis le mois de mars :

ÉTAT

Montants fournis aux différents départements depuis le mois de mars 1891\$11,7

\$11,7

Le montant ci-haut représente la valeur de tout ce qui a été fourni et livré par le gouvernement en vertu des lettres échangées entre premier ministre, l'honorable M. Mercier et moi, le 23 février dernier.

Québec, 28 décembre 1891.

J. A. Langlais

Donc il n'avait pas besoin d'une avance de \$30,000, encore moins d'une avance de \$60,000.

La conspiration et la futilité du prétexte sont démontrés par le monopoleur même.

\$60,000 d'un coup ; et au bout de six mois, \$11,000 de fournitures livrées en retour !

Plus tard, l'appétit vient en mangeant. M. Charles Langelier s'engagea par écrit le 2 mai 1891, à payer à M. J. A. Langlais la somme de \$5,000.00 sur livraison de 10,000 exemplaires, *version anglaise*, du volume intitulé : " Le Sylviculteur illus

PARTEMENT DU SECRET DE LA PROVINCE

Cabinet du ministre
Québec, 29 décembre,
Jos. Boivin,
Secrétaire provincial,
Québec.

Objet des lettres échangées entre le ministre, l'hon. M. Mercier et le ministre, pour la fourniture pendant quatre ans et des lettres de \$30,000 chacune, je désire que ces deux lettres ont été envoyées à la Caisse d'Economie de Québec, qui a avancé les \$30,000.
Votre bien dévoué,
J. A. LANGLAIS.

Voici l'état fourni par le municipal, établissant ce qu'il a fait pendant les mois de mars :

ETAT
Articles fournis aux différents départements depuis le 1er mars 1891
\$11,700
\$11,700

ci-haut représente la valeur qui a été fourni et livré par les lettres échangées entre le ministre, l'honorable M. Mercier et le ministre, l'honorable M. Mercier, le 29 décembre 1891.

J. A. Langlais.
Il n'avait pas besoin d'une avance, encore moins d'une avance.
L'importance et la futilité du prétexte, par le monopoleur lui-même.
coup; et au bout de dix jours, les fournitures livrées en nature.
Le petit vient en mangeant.
Le meilleur s'engage par écrit.
Le meilleur paye à M. J. A. Langlais.
Le meilleur paye 1000.00 sur livraison de marchandises, version anglaise, du volume.
Le meilleur est le Sylviculteur illustré.

UN NID DE SCANDALES.

publions la proclamation suivante :
une pièce officielle et qui soulève le voile jeté sur le nid où ont été pratiqués tous les scandales du régime.
Mercier :

ada,
nce de } A. R. ANGERS.
bec. }
(S.)

NORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.
ceux à qui ces présentes parviennent ou qu'elles pourront concerner

PROCLAMATION.

CHASE CASGRAIN, } ATTENDU que
Pro.-Gén. } par un rapport
l'honorable Procureur-Général, par un rapport de l'honorable Conseil Exécutif de Notre Province de Québec, et par un rapport de Notre Lieutenant-Gouverneur-Conseil, il est déclaré comme suit :

Attendu que d'après la constitution, le paiement des deniers publics ne peut être exigé que lorsqu'il a été au préalable autorisé par un vote de la Législature, ou que, dans certains cas urgents et imprévus, un mandat spécial n'ait été émis par l'autorité compétente et avec les formalités voulues par la loi ;

Attendu que le crédit de la Province, lequel n'y a pas de fonds dans le Trésor public, ne peut être engagé qu'en adoptant le mode prescrit par l'article 743 des Statuts Refondus de la Province de Québec ;

Attendu qu'il est notoire, que depuis le vingt-sept janvier 1887, un grand nombre de lettres de crédit, promesses de payer, garanties ou engagements ont été émis, autorisés et signés par diverses personnes ayant occupé jusqu'au 16 décembre 1891, la charge de membres de l'Exécutif de cette Province, et ce, sans l'autorité d'un mandat en-conseil et sans les formalités requises par la loi ;

Attendu que le crédit de la Province a été et est sérieusement affecté par l'émission de telles lettres de crédit, promesses de payer, garanties, engagements et reconnaissances ;

Attendu qu'il y a raison de croire que certains subsides votés à des compagnies de chemins de fer et pour d'autres fins publiques ont été reçus et retirés par des personnes qui n'avaient aucun droit de les retirer ou de se les faire payer ;

Attendu qu'il y a raison de croire que, depuis le 27 janvier 1887, de fortes sommes d'argent ont été prélevées, perçues et exigées au détriment du Trésor et de l'intérêt public par certaines personnes ou au profit de certaines personnes des compagnies de chemins de fer auxquelles des subsides avaient été votés par la Législature, des entrepreneurs publics traitant avec des ci-devant membres de l'Exécutif, des aspirants aux charges, emplois et faveurs du gouvernement, et en général de ceux qui avaient des réclamations contre la Province ;

Attendu que certains contrats ou engagements soit pour des entreprises publiques, soit pour des objets à être vendus, fournis et livrés à la Province ont été faits, pris et signés au nom de la Province entraînant une dépense très-considérable des deniers publics, sans l'autorisation de l'Exécutif de cette Province et en dehors de la connaissance d'icelui ;

Attendu qu'en rapport avec certains paiements à être faits par le gouvernement de cette Province et certaines sommes à être votées par la Législature de cette Province, il y a raison de croire que des montants considérables ont été exigés, prélevés et perçus illégalement et sans droit par des personnes depuis le 27 janvier 1887 ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt du bon gouvernement de cette Province qu'une enquête soit faite sur tous les sujets plus haut mentionnés ;

Et attendu que Nous avons jugé à propos, dans l'intérêt du bon gouvernement

de Notre Province. que cette enquête se fasse :

A ces causes, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre Province de Québec, et sous l'autorité des articles 598 et suivants des Statuts Refondus de Notre dite Province au sujet des enquêtes sur les affaires publiques, Nous en constituons et nommons l'Honorable Michel Mathieu, Juge de la Cour Supérieure, Donald Mac-Master, Conseil de la Reine et avocat, et Damase Masson, négociant, tous trois de la cité de Montréal, commissaires pour faire enquête sur les matières et sujets ci-après énumérés :

A. Sur les faits et circonstances qui ont précédé, accompagné, motivé et suivi la confection, la signature et l'octroi des prétendus contrats ou engagements entre aucun ci-devant membre de l'Exécutif de cette Province et aucune autre personne, suivants, savoir :

1. Un prétendu engagement en date à Québec du 23 février 1891, signé par l'honorable Honoré Mercier, ci-devant Premier Ministre de la Province de Québec, et par lequel J. A. Langlais devait fournir pendant quatre ans la papeterie dans tous les bureaux publics de la Province de Québec ;

2. Un prétendu engagement en date à Québec, du 10 février 1891, signé par l'honorable Chs. Langelier, ci-devant secrétaire de la Province de Québec et par lequel le dit Charles Langelier convenait d'acheter de J. A. Langlais 50,000 exemplaires du volume intitulé "Le Sylviculteur Illustré" pour le prix de \$25,000 ;

3. Un prétendu engagement en date à Québec, du 2 mai 1891, signé par l'honorable Charles Langelier, ci-devant secrétaire de la Province de Québec, et par lequel le dit Charles Langelier convenait d'acheter de J. A. Langlais, dix mille (10,000) exemplaires du volume intitulé "Le Sylviculteur Illustré," version anglaise, pour le prix de \$5,000 ;

4. Un prétendu engagement en date à Québec, du 16 février 1891, par lequel l'honorable Pierre Garneau, ci-devant commissaire des Travaux Publics de la Province de Québec, confit à Philippe Vallières, de la cité de Québec, la confection des meubles et l'achat des ustensiles devant servir à meubler le palais de justice à Montréal, les Ecoles Normales McGill et

Laval, à Québec et à Montréal, la nouvelle prison du district de Montréal.

5. Un contrat en date à Québec le premier septembre 1890, devant rille Tessier, notaire, pour la d'un étage additionnel au palais à Montréal, entre le gouvernement de la Province de Québec et Charles tous les sous contrats qui s'y r

6. Le paiement à G. H. Des le département des Travaux somme de \$500.00, le 28 octo de la somme de \$300.00, le 23 f sous le prétexte que du bois e au dit département par le dit chènes ;

7. L'achat de P. N. Breton, à le 15 avril 1891, d'une certaine de monnaies et de médailles et empires d'un livre intitulé "tionneur."

B. Sur les faits et circonstances précédé, accompagné, activé e confection, la signature, l'exéc mission, la négociation des lett dit, promesses de payer, garanti naissances, réquisitions ou eng suivants qui ont été présentés rier de cette Province par div publics et diverses personnes e raisent maintenant comme des tions contre le gouvernement ceux mentionnés dans la cédur nexée aux présentes :

CÉDULE A.

- (1) Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de J. A. Langlais, datée le 10 février 1891. \$
- (2) Lettre de crédit de l'hon. Honoré Mercier, ci-devant Premier Ministre, en faveur de J. A. Langlais, datée le 23 février 1891, due le premier septembre 1891.
- (3) Lettre de crédit de l'hon. Honoré Mercier, ci-devant Premier Ministre, en faveur de J. A. Langlais, datée le 23 février 1891, due le 1er mars 1892.

val, à Québec et à Montréal, et la prison du district de Montréal. Un contrat en date à Québec, du 1er septembre 1890, devant maître Tessier, notaire, pour la construction d'un étage additionnel au palais de justice à Montréal, entre le gouvernement de la Province de Québec et Charles Bergeron. Le paiement à G. H. Deschênes, Département des Travaux Publics, d'une somme de \$500.00, le 28 octobre 1891, au prétexte que du bois serait fourni au département par le dit G. H. Deschênes; L'achat de P. N. Breton, à Montréal, le 1er avril 1891, d'une certaine collection de monnaies et de médailles et 2,000 exemplaires d'un livre intitulé "Le Couronnement".

Sur les faits et circonstances qui ont accompagné, activé et suivi l'exécution, la signature, l'exécution, la négociation des lettres de réquisition, les promesses de payer, garanties, réquisitions ou engagements de cette Province par divers commerçants et diverses personnes et qui ont été présentés au Trésorier de cette Province par divers commerçants et diverses personnes et qui sont maintenant comme des réclamations contre le gouvernement, savoir : les noms mentionnés dans la cédule A ci-dessous :

CÉDULE A.

Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langellier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de J. A. Langlais, datée le 10 février 1891... \$ 25000
 Lettre de crédit de l'hon. Honoré Mercier, ci-devant Premier Ministre, en faveur de J. A. Langlais, datée le 23 février 1891... 30000
 Lettre de crédit de l'hon. Honoré Mercier, ci-devant Premier Ministre, en faveur de J. A. Langlais, datée le 23 février 1891... 30000

Compte approuvé de Cyndric Dugal, contre le bureau du Régistrateur de la Province, daté le 30 mai 1891..... \$ 989 73
 Compte approuvé de Vic- tor Lafrance, contre le bureau du Régistrateur de la Province, daté le 6 mai 1891..... 37 60
 Compte approuvé de Victor Lafrance, contre le Département de l'Instruction Publique, daté le 14 mai 1891..... 1388 25
 Compte approuvé de Victor Lafrance, contre le Département de l'Instruction Publique, daté le 13 juillet 1891..... 587 51
 Réquisition No. 98, Département des Terres de la Couronne, "Branche des Arpenteurs," datée le 1er Mai 1891, en faveur d'Elzéar Boivin..... 1000 00
 Réquisition No. 99, Département des Terres de la Couronne, "Branche des Arpenteurs," datée le 4 mai 1891, en faveur d'Elzéar Boivin..... 285 33
 Réquisition No. 100, Département des Terres de la Couronne, "Branche des Arpenteurs," datée le 6 mai 1891, en faveur de J. O. Lacoursière.... 500 00
 Réquisition No. 101, Département des Terres de la Couronne, "Branche des Arpenteurs," datée le 6 mai 1891, en faveur de L. P. de Courval..... 1000 00
 Réquisition No. 96, Département des Terres de la Couronne, "Branche des Arpenteurs," datée le 30 juin 1891, en faveur de Horace Archambault. 5157 88
 Réquisition No. 96, Département des Terres de la Couronne, "Branche des Arpenteurs," datée le 25 avril 1891, en faveur de John Bignell..... 1200 00

(14) Lettre de l'hon. Pierre Garneau, ci-devant Ministre des Travaux Publics, datée le 26 mai 1890, notifiant la Banque Nationale que la somme de \$30,000 à elle transportée par "la Société anonyme Internationale de Construction et d'entreprise de Travaux Publics" de Bruxelles, serait payée par le gouvernement, sans intérêt, le 15 avril 1892..... \$ 30000 00
 (15) Compte approuvé de L. J. Demers & Frère, contre le Département du Secrétaire Provincial, pour \$1,200, transporté à la Banque Nationale et payable le 15 juillet 1891..... 1200 00
 (16) Compte approuvé de C. E. Rouleau, contre le Département du Secrétaire Provincial, pour \$170.00, daté octobre 1890, et payable le 15 juillet 1891..... 170 00
 (17) Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langellier, ci-devant Secrétaire Provincial, le 27 octobre 1890, en faveur de J. B. Provost, pour \$2,851.20, transportée à la Banque Nationale, à compte de laquelle \$1,500 ont été payées, la balance \$1,351.20 étant payable après le 1er juillet 1892.. 1351 20
 (18) Compte accepté de L. J. Demers, contre le Département du Secrétaire Provincial, pour \$500.00, transporté à Belleau & Cie. et par eux transporté à la Banque Nationale payable en 1893 (15 juillet)..... 500 00
 (19) Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langellier, ci-devant Secrétaire Provincial, datée le 17 juillet 1891, en faveur de J. I.

L'ALMANACH DU PEUPLE.

	Tarte, payable à 4 mois, transportée à George Demers, et par ce dernier à la Banque Nationale....	\$ 3000 00		
(20)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Cadieux & Derome, datée le 11 novembre 1890, pour \$2,000.00.....	2000 00	(27)	avant Secrétaire Provincial, datée le 26 mai 1891 en faveur de A. Bules.
(21)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Cadieux & Derome, pour \$3,000, datée le 24 novembre 1890, transportée à la Banque d'Hochelega et payable après le 1er juillet 1891.....	3000 00	(28)	Lettr de crédit du ci-devant Secrétaire Provincial, l'honorable Chs. Langelier, datée le 29 Sept. 1890, en faveur de Ulric Barthe, payable le 10 de juillet 1891.....
(22)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Cadieux & Derome, pour \$2,500, datée le 20 décembre 1890, payable après le 15 juillet 1892.....	2500 00	(29)	Lettre de crédit de l'honorable Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, datée le 25 juin 1891 en faveur de Louis Fréchette, payable le 1er janvier 1892.....
(23)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de E. Sénécal & Fils, datée le 12 décembre 1890, transportée à la Banque d'Hochelega et payable après le premier juillet 1891.....	1400 00	(30)	Lettre de crédit de l'honorable Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, datée le 13 novembre 1890, due le 1er juillet 1891 et renouvelée le 15 juillet 1891 par traite de L. J. Demers & Frère, sur le Secrétaire Provincial, due le 18 janvier 1892.....
(24)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, datée le 22 janvier 1891, en faveur de E. Sénécal & Fils, pour \$2,750 et par eux transportée à la Banque d'Hochelega..	2750 00	(31)	Lettre de crédit de l'honorable Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de J. B. Vincent, datée le 23 avril 1891, due le 18 janvier 1892.....
(25)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, datée le 15 avril 1891, en faveur de P. H. Breton, pour \$5,000 payable après le 15 juillet 1891.....	5000 00	(32)	Compte approuvé de Joseph Dugal contre le Bureau du Régistrare Provincial, pour \$389.61 payable après le 1er juillet 1891.....
(26)	Lettre de crédit de l'hon. Chs. Langelier, ci-de-		(33)	Traite de A. F. Carrier pour \$800, datée le 18 mai 1891, sur Louis Simoneau, comptable de l'Assemblée Législative et acceptée par ce dernier, à l'ordre de l'honorable Chs. Langelier, en-

vant Secrétaire Provin-
 cial, datée le 26 mai 1891
 en faveur de A. Buies... \$
 27) Lettre de crédit de l'hon-
 orable Chs. Langelier, en-
 ci-devant Secrétaire Pro-
 vincial, datée le 7 Novem-
 bre 1890, en faveur de
 Belleau & Cie., payable
 le 15 juillet 1892.....
 3) Lettre de crédit du ci-
 devant Secrétaire Pro-
 vincial, l'honorable Chs.
 Langelier, datée le 29
 Sept. 1890, en faveur de
 Ulric Barthe, payable le
 10 de juillet 1891.....
 Lettre de crédit de l'hon-
 orable Chs. Langelier,
 ci-devant Secrétaire Pro-
 vincial, datée le 25 juin
 1891 en faveur de Louis
 Fréchette, payable le 1er
 janvier 1892.....
 15) Lettre de crédit de l'hon-
 orable Chs. Langelier,
 ci-devant Secrétaire Pro-
 vincial, datée le 13 no-
 vembre 1890, due le 1er
 juillet 1891 et renouvelée
 le 15 juillet 1891 par
 suite de L. J. Demers &
 Frère, sur le Secrétaire
 provincial, due le 18 jan-
 vier 1892.....
 312) Lettre de crédit de l'hon-
 orable Chs. Langelier,
 ci-devant Secrétaire Pro-
 vincial, en faveur de J.
 Vincent, datée le 23
 juillet 1891, due le 18 jan-
 vier 1892.....
 40) Compte approuvé de Jo-
 seph Dugal contre le
 Bureau du Régistrare
 provincial, pour \$389.61
 payable après le 1er juil-
 let 1891.....
 389) Lettre de A. F. Carrier
 datée le 18
 novembre 1891, sur Louis Si-
 mon, comptable de
 l'Assemblée Législative
 acceptée par ce der-
 nier à l'ordre de l'hon-
 orable Chs. Langelier, en-

de "Chs. Langelier
 A. F. Carrier" due
 le 18 novembre 1891 et
 restée pour non paie-
 ment..... \$ 800 00
 Lettre de reconnaissance en date
 du 14 janvier 1891, par l'hon-
 orable Honoré Mercier,
 ci-devant Premier Mi-
 nistre, de la réclamation
 de M. Whitfield et De-
 vore Ferme modèle et
 vendue le 14 janvier
 1891 par le dit M. Mercier
 en faveur de la dite réclama-
 tion après la session pro-
 chaine..... 2145 00
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne en
 faveur de J. E. A. Gignac,
 datée le 25 juin 1891,
 pour..... 164 00
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne,
 en faveur de J. E. A.
 Gignac, datée le 25 juin
 1891, pour..... 450 00
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne, en
 faveur de J. O. Lacour-
 re, datée le 9 juillet
 1891..... 250 00
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne en
 faveur de L. Stein, datée
 le 7 d'août 1891 pour... 450 00
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne en
 faveur de H. O'Sullivan,
 datée le 11 d'août 1891
 pour..... 482 36
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de C. A. La-
 voie, datée le 11 d'août
 1891 pour..... 200 00
 Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne en
 faveur de L. P. de Cour-

val, daté le 19 août 1891
 pour..... \$ 500 00
 (42) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de C. A. Lavoie,
 datée le 21 août 1891 pour
 400 00
 (43) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de H. O'Sulli-
 van, datée le 27 août
 1891 pour..... 964 25
 (44) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de R. Rinfret,
 datée le 5 octobre 1891
 pour..... 432 00
 (45) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de J. P. Mul-
 larkey, datée le 7 octobre
 1891 pour..... 1400 00
 (46) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne en
 faveur de L. Stein, datée
 le 12 octobre 1891 pour... 300 00
 (47) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de H. O'Sulli-
 van, datée le 20 octobre
 1891 pour..... 300 00
 (48) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de H. O'Sulli-
 van, datée le 20 octobre
 1891 pour..... 78 00
 (49) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne en
 faveur de L. N. Desro-
 siers, datée le 22 Octobre
 1891 pour..... 400 00
 (50) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne
 en faveur de H. O'Sulli-
 van pour..... 274 00
 (51) Lettre de crédit émise
 par le Département des
 Terres de la Couronne

L'ALMANACH DU PEUPLE.

	en faveur de C. E. Lartue, datée le 4 Novembre 1891 pour.....	\$ 245 52		nell, datée le 17 novembre 1891 pour.....	
(52)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de H. O'Sullivan, datée le 14 novembre 1891 pour.....	579 00	(61)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de E. O'Sullivan, datée le 21 novembre 1891 pour.....	
(53)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de L. Stein, datée le 18 novembre 1891 pour.....	72 00	(62)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de A. Morissette, pour Désaulniers & Leblanc, datée le 14 décembre 1891 pour.....	
(54)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de F. X. Fafard, datée le 19 novembre 1891 pour.....	250 00	(63)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de C. J. Burroughs, datée le 15 décembre 1891 pour.....	
(55)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de A. T. Genest, datée le 5 décembre 1891 pour.....	975 00	(64)	Lettre de crédit de l'honorable Cha. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Joseph Dussault, payable le 15 juillet 1892 pour...	
(56)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de H. O'Sullivan, 10 décembre 1891 pour.....	500 00	(65)	Lettre de crédit de l'honorable Cha. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Joseph Dussault pour \$6,000.00 à compte de laquelle \$4,500.00 ont été avancées par la Banque Jacques-Cartier.....	
(57)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de J. B. Rouillard, datée le 10 décembre 1891.....	450 00	(66)	Compte approuvé de Victor Lafrance contre le Département de l'Instruction Publique pour \$1,014.82, payable le 15 juillet 1892.....	
(58)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de J. B. Charle-son, datée le 16 décembre 1891 pour.....	2794 00	(67)	Ordre de l'honorable J. E. Robidoux, S. P., pour 300 exemplaires "History of Montreal," payable août 1891.....	
(59)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de C. J. Burroughs, datée le 15 décembre 1891 pour.....	800 00	(68)	Compte de H. J. J. B. Chouinard contre le Département du Régistrare de la Province, approuvé par l'honorable Cha. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, pour \$200.00, payable le 15 juillet 1891.....	
(60)	Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de J. G. Big-				

neil, datée le 17 novembre 1891 pour..... \$
 1) Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de E. O'Sullivan, datée le 21 novembre 1891 pour.....
 2) Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de A. Morissette, pour Désaulniers & Leblanc, datée le 14 décembre 1891 pour.....
 3) Lettre de crédit émise par le Département des Terres de la Couronne en faveur de C. J. Burroughs, datée le 15 décembre 1891 pour.....
 4) Lettre de crédit de l'honorable Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Joseph Dussault, payable le 15 juillet 1892 pour...
 5) Lettre de crédit de l'honorable Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, en faveur de Joseph Dussault pour \$8,000.00 à compte de laquelle \$4,500.00 ont été avancées par la Banque Jacques-Cartier.....
 6) Compte approuvé de Victor Lafrance contre le Département de l'Instruction Publique pour \$1,014.82, payable le 15 juillet 1892.....
 7) Ordre de l'honorable J. E. Robidoux, S. P., pour 100 exemplaires "History of Montreal," payable août 1891.....
 8) Compte de H. J. J. B. Thoinard contre le Département du Régistrare de la Province, approuvé par l'honorable Chs. Langelier, ci-devant Secrétaire Provincial, pour \$200.00, payable le 15 juillet 1891.....

Comptes de Louis Langtagne contre le Département du Régistrare Provincial, approuvé par C. Langeller, député Régistrare provincial, payable après le 1er juillet 1891..... \$ 150 00

Total..... \$181,253 05

Sur les faits et circonstances qui ont précédé, accompagné, motivé et suivi l'obtention de la réception, le paiement et la distribution de subsides ou deniers aux compagnies de chemins de fer suivantes, par l'honorable H. Mercier, ci-devant Premier Ministre de la Province de Québec, pour la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, le 26 novembre 1889.
 \$2,140 à la compagnie du chemin de fer de Temiscouata, le 8 mai 1890.
 \$7,700 à Joseph Boivin, Assistant Secrétaire de la Province de Québec, pour la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, le 16 juin 1890.
 \$5,000 au dit honorable H. Mercier, pour la compagnie du chemin de fer de Drummond, le 8 septembre 1890.
 \$14,946 au dit honorable H. Mercier, pour la compagnie du chemin de fer de Montréal et Ottawa, le 14 février 1891.
 \$37,800 au dit honorable H. Mercier, pour la compagnie du chemin de fer Grand Tronc, le 14 février 1891.
 \$20,000 à la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, le 1er juin 1891.
 \$25,000 à la compagnie du chemin de fer Canada Atlantique, le 1er juin 1891.
 \$160.00 à la dite compagnie du chemin de fer Canada Atlantique, le 30 juin 1891.
 \$112,500 à la Banque du Peuple pour rembourser des sommes d'argent par elle avancées antérieurement avancées aux fidémissaires Raymond Préfontaine, M. P., François Xavier Choquette, avocat, et Charles N. Armstrong, entrepreneur, tous de Montréal, en vertu de la lettre de l'honorable H. Mercier, Premier Ministre, en date du 6 juillet 1891; en rapport avec la construction et

l'équipement du chemin de fer de Montréal et Sorel.

D. Sur les faits et circonstances qui ont précédé, accompagné, motivé et suivi les dons, prêts, avances ou paiements des sommes suivantes par John Patrick Whelan ou par la société Whelan et Ford, ou par Daniel Ford, savoir:

1. A l'honorable Honoré Mercier, ci-devant Premier Ministre de la province de Québec..... \$ 18,750 00
2. Au dit honorable Honoré Mercier et à C. A. Beausoleil, M. P..... 22,500 00
3. Au dit honorable Honoré Mercier et à Ernest Pacaud, journaliste de Québec..... 17,000 00
4. A Achille F. Carrier, M. P..... 2,650 00
5. A l'honorable Charles Langelier, ci-devant Secrétaire de la Province de Québec..... 2,500 00
6. A l'honorable Pierre Garneau..... 4,950 00
7. A l'honorable Arthur Turcotte, ancien Procureur-Général de la province de Québec..... 2,650 00
8. R. Préfontaine et ses associés..... 18,500 00
9. A l'honorable James McShane, M. P..... 7,100 00
10. Au dit honorable Honoré Mercier..... 2,500 00
11. A l'honorable C. A. P. Pelletier, Sénateur..... 2,500 00
12. A Ernest Pacaud, susdit. 10,000 00
13. A Ernest Pacaud, susdit. 5,000 00

E. Sur tous les faits et circonstances qui sont de nature à faire connaître d'après quel système, procédé ou méthode, par quels intermédiaires et à quels taux ou conditions des contrats, subsides, places, permis, avances de deniers publics, locations de rivières, et le patronage généralement du gouvernement ou des départements ont été obtenus et accordés depuis le 27 janvier 1887 jusqu'au 16 décembre 1891.

Et à cette fin, sous l'autorité des dits articles 596 et suivants des Statuts Refon-

L'ALMANACH DU PEUPLE.

dus de Notre dite Province de Québec, Nous donnons aux dits Commissaires tous les pouvoirs accordés dans et par les dits articles et surtout ceux d'assigner devant eux des témoins, de leur faire rendre témoignage sous serment soit de vive voix, soit par écrit, et de leur faire produire les documents et choses qu'ils jugeront nécessaires pour la parfaite investigation des objets dont ils sont chargés de s'enquérir, et Nous autorisons les dits Commissaires à employer un greffier, des sténographes et autres officiers requis, à faire rapport de la preuve de temps à autre sur chaque cas particulier ci-dessus spécifié, et à faire imprimer les minutes de leurs procédés, la preuve et leurs rapports.

Et Nous ordonnons que les séances de la dite Commission soit tenues en la cité de Québec, ou ailleurs dans Notre dite Province si les fins de la justice le requièrent.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre

connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait opposer le grand sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable **AUGUSTE-REAL ANGERS**, Lieutenant Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce **ONZIEME** jour de **JANVIER**, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER.

Secrétaire.

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES.

Comparaison des Régimes Financiers Conservateur et Liberal.

Il n'y a peut-être pas de preuve plus frappante de la folle augmentation des dépenses de Québec sous le régime Mercier, qu'une comparaison de l'augmentation des dépenses entre les principaux services fédéraux et provinciaux: Le régime fédéral s'étend à sept provinces, a un revenu de trente et quelques millions et des dépenses presque dix fois plus fortes que Québec. Il serait donc raisonnable de penser que les dépenses de cette province augmentent dans la proportion de celles d'Ottawa; cependant, voici les termes de la comparaison:

DETTE PUBLIQUE.

	Puissance.	Québec.
1886.....	\$223,159,107	\$21,500,000
1891.....	287,797,673	35,000,000

Augmentation..... \$ 14,638,566 \$ 13,500,000

Dans les cinq ans que couvrent ces

chiffres, la dette de Québec a augmenté presque aussi rapidement que celle de la Puissance. Avec un revenu de \$3,500,000, la dette de Québec a augmenté de \$2,700,000 par année, tandis qu'avec un revenu de \$36,000,000, la dette du Canada a augmenté à raison de \$2,927,700 par année.

SERVICE DE LA DETTE.

	Puissance	Québec.
1886.....	\$10,483,929	\$ 977,760
1890.....	9,887,250	1,259,406

Diminution \$ 596,679 \$ 281,648
 Augmentation.....

Cette table est on ne plus significative et instructive. Le service de la dette publique du Canada a coûté l'année passée presque \$600,000 de moins qu'en 1886; mais celle de Québec a coûté \$281,600 de plus qu'en 1886. Dans le premier cas, on a maintenu le crédit public par une administration prudente et une sage économie;

L'ALMANACH DU PEUPLE.

dans le second, on l'a ruiné par une extravagance insensée.

DEPENSES ORDINAIRES.

	Puissance	Québec.
1885.....	\$35,037,060	\$2,986,738
1890.....	35,994,031	3,975,322
Augmentation.....	\$ 956,971	\$ 1,088,589

Nous avons choisi l'année 1885 pour terme de comparaison, parce que dans l'année suivante l'insurrection du Nord-Ouest a grossi d'une manière anormale les dépenses du gouvernement fédéral. Il serait donc injuste de baser la comparaison sur l'année 1886. On verra que le chiffre de l'augmentation des dépenses pour la province de Québec seule est plus considérable pour ces quatre années que celui qui représente l'augmentation des dépenses pour toute la confédération pendant la même période. Autrement dit, quand les conservateurs étaient au pouvoir dans la province, les dépenses ordinaires comparées à celles d'Ottawa étaient de 8 p. c., maintenant elles s'élèvent à 11 p. c.

LEGISLATION.

	Puissance.	Québec.
1886.....	\$1,037,778	\$ 181,987
1890.....	982,187	312,948
Diminution.....	\$ 105,591	
Augmentation.....		\$ 130,961

Ces chiffres demandent un mot d'explication. La session de 1885, prolongée jusque dans le mois de juillet, augmenta beaucoup le coût de la législation à Ottawa en 1886; tandis qu'à Québec les dépenses d'élections générales eurent lieu en 1890. Si l'on retranche de part et d'autre cette augmentation accidentelle on n'en établit pas moins que la diminution à Ottawa a été de \$45,000, et l'augmentation à Québec de \$73,400, pour la législation.

SERVICE CIVIL.

	Puissance.	Québec.
1886.....	\$1,190,370	\$ 183,376
1890.....	1,308,343	255,144
Augmentation.....	\$ 118,476	\$ 71,769

En apparence, la comparaison est en fa-

veur de Québec; en réalité c'est tout le contraire. En effet, l'augmentation dans la Puissance en quatre ans a été de 10 p. c., dans Québec de 40 p. c.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

	Puissance.	Québec.
1886.....	\$ 707,333	\$ 263,746
1890.....	709,784	497,000
Augmentation.....	\$ 1,952	\$ 133,254

Ces chiffres ont leur éloquence et illustrent assez bien les méthodes d'administration employées par les deux gouvernements. Les dépenses du gouvernement fédéral ont augmenté de $\frac{1}{2}$ de 1 p. c., tandis que celles de Québec ont augmenté de 40 p. c.

TRAVAUX PUBLICS.

	Puissance.	Québec.
1886.....	\$ 2,046,552	\$ 82,584
1890.....	1,973,501	148,841
Diminution.....	\$ 74,051	
Augmentation.....		\$ 66,257

Dans les deux cas nous avons choisi la dépense pour travaux publics à prendre sur le revenu ordinaire et non la dépense imputable au capital. La comparaison montre où se trouve la véritable économie.

La comparaison appliquée à l'Ontario tourne aussi au profit du régime conservateur. Les dépenses ordinaires pour la Puissance ont augmenté pendant les cinq ans finissant en juin 1890 de 23 p. c. Celles de l'Ontario, pour les cinq années finissant le 31 déc. 1890, se sont élevées de \$2,488,964 à \$2,887,288, soit une augmentation totale de \$398,324 soit 16 p. c. Durant cette période, les dépenses de législation de la Puissance ont diminués de \$6,863, ou près de 6 p. c. Les dépenses de la Puissance pour le service civil ont augmenté de 9.95 p. c.; celles de l'Ontario de \$26,514 soit 14.48 p. c. Les dépenses de la Puissance pour l'administration de la justice ont augmenté de \$1,952, soit environ $\frac{1}{2}$ de 1 p. c.; celles de l'Ontario ont augmenté de \$44,365, soit 12.79 p. c. Nous n'avons aucune raison de croire que les libéraux qui font des dépenses extravagantes dans les provinces, seraient économes s'ils avaient le contrôle des dépenses fédérales.

en consé-
avons fait
es Lettres
fait oppo-
Notre dite
: TEMOIN,
bien-Aimé
TE-REAL
nt Gouver-
ovince de

ernement,
bec, dans
le Québec,
de JAN-
de Notre
nt quatre-
tre Règne
me.

TIER.
Secrétaire.

S.
ral.

augmenté
elle de la
\$3,500,000,
de \$2,700,
n revenu
da a aug-
année.

Québec.
\$ 977,790
1,259,406

\$ 281,646
nificative
dette pu-
e pasée
en 1886;
\$1,600 de
cas, on a
ne admi-
onomie;

LA MAJORITE POPULAIRE.

Analyse du Vote Politique dans la dernière Election Generale.

Peu après les dernières élections fédérales, les libéraux répandirent le bruit qu'ils avaient obtenu la majorité de l'électorat dans la province d'Ontario. Cependant, les rapports officiels ci-joints montrent que les candidats de l'opposition avaient la minorité des voix de cette province presque dans le même rapport de leur minorité à la chambre des communes; tandis que dans les sept autres provinces, à l'exception de l'île du Prince-Edouard, les majorités gouvernementales étaient littéralement écrasantes. Ce résultat a une double importance en ce qu'il dissipe la prétention de l'opposition que leur politique a été approuvée par le peuple, et en ce qu'il établit que la composition politique de la chambre des communes est en harmonie avec les vues politiques de l'électorat. Les libéraux prétendent encore que le succès du gouvernement dans l'Ontario est dû au partage géographique des circonscriptions. Mais, cette prétention s'évanouit à la lumière des faits, puisque la majorité ministérielle repose sur le vote populaire, et que tout autre résultat violerait le principe de la représentation basé sur les opinions de l'électorat. L'analyse donne les résultats suivants :

MAJORITES DANS L'ONTARIO.

	Libérale.	Conser- vatrice.
Addington.....	61	.....
Algoma.....	.....	438
Bothwell.....	21	.....
North Brant.....	1,116	.....
South Brant.....	542	.....
Brookville.....	.....	174
Bruce, North.....	.....	30
Bruce, West.....	930	.....
Bruce, East.....	114	.....
Cardwell.....	.....	248
Carleton.....	.....	1,065
Cornwall.....	.....	248
Dundas.....	60	.....
Durham, East.....	61	.....
Durham, West.....	168	.....
Elgin, East.....	.....	46
Elgin, West.....	682	.....
E-sex, South.....	57	.....
Essex, North.....	849	.....
Frontenac.....	.....	205
Glengarry.....	.....	321
Greenville, South.....	.....	111

	Libérale.	Conser- vatrice.
Grey, South.....	5	.....
Grey, East.....	.....	19
Grey, North.....	.....	247
Haldimand.....	.....	78
Halton.....	.....	104
Hamilton.....	.....	608
Hastings, West.....	.....	300
Hastings, East.....	54	.....
Hastings, North.....	.....	286
Huron, West.....	379	.....
Huron, East.....	308	.....
Huron, South.....	801	.....
Kent.....	476	.....
Kingston.....	.....	438
Lambton, West.....	598	.....
Lambton, East.....	.....	568
Lanark, North.....	.....	301
Lanark, South.....	.....	630
Leeds, North.....	.....	148
Leeds, South.....	.....	106
Lennox.....	57	.....
Lincoln.....	45	.....
London.....	188	.....
Middlesex, East.....	.....	156
Middlesex, North.....	.....	2
Middlesex, West.....	.....	105
Middlesex, South.....	624	.....
Monok.....	280	.....
Muskoka.....	.....	141
Norfolk, South.....	.....	312
Norfolk, North.....	468	.....
Northumberland, West.....	57	.....
Northumberland, East.....	.....	226
Ontario, North.....	.....	284
Ontario, South.....	83	.....
Ontario, West.....	999	.....
Ottawa.....	.....	1,408
Oxford, North.....	1,534	.....
Oxford, South.....	784	.....
Peel.....	54	.....
Perth, North.....	71	.....
Perth, South.....	177	.....
Peterboro, West.....	.....	222
Peterboro, East.....	.....	29
Prescott.....	404	.....
Prince Edward.....	.....	3
Renfrew, North.....	.....	79
Renfrew, South.....	.....	444
Russell.....	413	.....
Simcoe, North.....	.....	205
Simcoe, South.....	.....	1,060
Simcoe, East.....	207	.....
Toronto, West.....	.....	1,737
Toronto, Centre.....	.....	502
Toronto, East.....	.....	1,562
Victoria, South.....	.....	25
Victoria, North.....	208	.....
Waterloo, North.....	.....	.....
Waterloo, South.....	.....	312
Welland.....	447	.....
Wellington, North.....	188	.....
Wellington, Centre.....	158	.....
Wellington, South.....	378	.....

L'ALMANACH DU PEUPLE

	Libérale.	Conser- vatrice.
Wentworth, North.....	200	.....
Wentworth, South.....	.....	1
York, North.....	333	.....
York, East.....	26	.....
York, West.....	.....	806
Totaux.....	15,907	16,356

Ces chiffres sont puisés dans les rapports officiels faits au parlement sur chaque élection. Mais il convient de donner quelques mots d'explication touchant les comtés où il y eut plus de deux candidats, ou dans lesquels les candidats étaient du même parti. Dans les comtés de Bothwell et de West Middlesex, trois candidats se présentèrent; dans chaque cas le troisième était amené par l'association industrielle et soutenu comme le représentant des cultivateurs sans égard aux partis politiques. Les voix qu'ils obtinrent venaient des deux camps. Dans Bothwell l'éparpillement des voix servit M. Mills, tandis que dans West Middlesex le Dr Roome en profita. Afin d'arriver à une juste estimation des opinions politiques des circonscriptions, nous avons pris les résultats obtenus à l'élection de 1887, qui fut absolument une lutte entre les deux partis. Dans le comté de South Simcoe, où le colonel Thyrwitt fut élu par acclamation, on a enregistré la majorité de 1887, tandis que dans le comté de West Ontario, où deux libéraux se mirent sur les rangs, et dans le comté de Carleton, où les deux candidats étaient conservateurs, nous prenons les majorités des partis en 1887.

Dans les cas où plus d'un candidat de chaque parti se présente, comme dans les comtés d'Ottawa et de Prescott, nous avons additionné le nombre total de voix données pour les conservateurs et pour les libéraux, et porté la majorité au parti qui l'a obtenue. Il en résulte clairement que la majorité pour le gouvernement a été, pour toute la province, de 449.

QUÉBEC.		
	Libérale	Conser- vatrice.
Argenteuil.....	202	.....
Bagot.....	.....	53
Beauce.....	481	.....
Beauharnois.....	.....	303
Bellechasse.....	106	.....
Berthier.....	157	.....
Bonaventure.....	704	.....
Brome..A.....	.....	3

	Libérale.	Conser- vatrice.
Chambly.....	87	.....
Champlain.....	.....	77
Charlevoix.....	307	.....
Châteauguay.....	98	.....
Chicoutimi.....	128	.....
Compton.....	.....	1,086
Dorchester.....	478	.....
Drummond.....	962	.....
Gaspé.....	.....	74
Hochelega.....	.....	1,461
Huntingdon.....	283	.....
Iberville.....	484	.....
Joliette.....	.....	60
Jacques-Cartier.....	.....	276
Kamouraska.....	96	.....
Laprairie.....	.....	54
L'Assomption.....	78	.....
Laval.....	.....	594
Lévis.....	261	.....
L'Islet.....	.....	6
Lotbinière.....	519	.....
Maskinongé.....	108	.....
Mégantic.....	.....	111
Missisquoi.....	.....	159
Montcalm.....	.....	789
Montmagny.....	433	.....
Montmorency.....	15	.....
Montréal, Ouest.....	.....	3,706
Montréal, Centre.....	.....	1,214
Montréal, Est.....	.....	825
Napierville.....	18	.....
Nicolet.....	.....	512
Ottawa.....	414	.....
Pontiac.....	751	.....
Portneuf.....	1,927	.....
Québec, Est.....	.....	83
Québec, Centre.....	78	.....
Québec, Ouest.....	.....	340
Québec, Comté.....	.....	251
Richmond.....	.....	308
Richelieu.....	.....	262
Rimouski.....	69	.....
Rouville.....	496	.....
St-Hyacinthe.....	226	.....
St-Jean.....	.....	145
St-Maurice.....	177	.....
Shelford.....	.....	315
Sherbrooke.....	89	.....
Soulanges.....	102	.....
Stanstead.....	.....	198
Témiscouata.....	.....	704
Terrebonne.....	.....	200
Trois-Rivières.....	.....	267
Deux-Montagnes.....	96	.....
Vaudreuil.....	168	.....
Verchères.....	170	.....
Yamaska.....	.....	.....
Totaux.....	10,463	14,318

Dans le comté de Québec, il y eut quatre élections par acclamation, savoir Dorchester, Gaspé, Québec-est et Lotbinière, et dans chaque cas nous prenons la majorité de parti de la précédente élection, quoique cette méthode de computation favorise beaucoup les libéraux, parce que le député de Dorchester, M. Vaillancourt, fut élu comme libéral-indépendant, et la ma-

rale.

Conser-
vatrice.
.....
19
247
78
104
668
260
.....
286
.....
.....
483
.....
566
301
680
148
106
.....
.....
156
2
105
.....
141
312
.....
236
254
.....
1,402
.....
.....
232
29
.....
3
79
444
.....
206
1,060
.....
1,757
503
1,482
25
.....
.....
.....

L'ALMANACH DU PEUPLE.

majorité libérale de 476 voix, donnée en 1887, est comptée à ce parti. Dans Montcalm, Montmorency, Nicolet et Pontiac, où deux conservateurs et un libéral se présentent, on a additionné les voix données aux premiers en vue de s'assurer de l'opinion réelle de la majorité. Il en résulte clairement que la majorité populaire pour le gouvernement est de 3,855 voix.

NOUVELLE-ECOSSE.		
	Libérale.	Conservatrice.
Annapolis.....	173	227
Antigonish.....	803	840
Colchester.....	665	78
Cumberland.....	86	1,013
Cape Breton.....	101	810
Disby.....	161	190
Guysboro.....	757	101
Halifax.....	187	19
Hants.....	52	575
Inverness.....	575	996
Kings.....	488	336
Lunenburg.....	783	246
Pictou.....	448	336
Queens.....	336	783
Richmond.....	246	448
Shelburne.....	246	448
Victoria.....	448	336
Yarmouth.....	336	448
Totaux.....	996	5,337

Dans la Nouvelle-Ecosse ce furent des élections de parti. Les candidats ministériels remportèrent seize sièges sur vingt-et-un avec la majorité énorme de 4,441 voix, soit une moyenne de 333 pour chaque candidat. Les majorités libérales ne s'élevèrent qu'à 190.

NOUVEAU-BRUNSWICK.		
	Libérale.	Conservatrice.
Albert.....	76	106
Carleton.....	248	372
Charlotte.....	711	78
Gloucester.....	473	29
Kent.....	404	285
Kings.....	1,134	666
Northumberland.....	666	965
Queens.....	2,148	227
Restigouche.....	227	385
Sunbury.....	385	7,184
St. John, Comté.....	7,184	385
St. John, Ville.....	385	7,184
Victoria.....	7,184	385
Westmoreland.....	385	7,184
York.....	7,184	385
Totaux.....	385	7,184

Dans le Nouveau-Brunswick aussi la lutte se fit entre les deux partis dans chaque comté, sauf un, Ristigouche, où les deux candidats étaient ministériels; et en

toute justice, nous avons crédité la colonne conservatrice de la majorité conservatrice de 1887, conformément à la règle appliquée à l'Ontario. La majorité ministérielle dans cette province fut de 6,799, ou en moyenne de 552 pour chaque candidat. La moyenne des libéraux ne fut que de 128 voix.

ILE DU PRINCE-EDOUARD.		
	Libérale.	Conservatrice.
Kings.....	448	336
Princes.....	336	448
Queens.....	783	246
Totaux.....	783	246

Ce n'est que dans cette île que les libéraux obtinrent une majorité populaire en élisant quatre députés sur six.

COLOMBIE BRITANNIQUE.		
	Libérale.	Conservatrice.
Cariboo.....	417	1,162
New Westminster.....	1,162	248
Vancouver.....	248	626
Victoria.....	626	248
Yale.....	248	626
Totaux.....	2,488	2,488

Il n'est pas facile d'établir l'exacte majorité ministérielle dans la Colombie Britannique, attendu que dans le comté de Yale, M. Mara, conservateur, fut élu par acclamation en 1891 comme en 1887; et que dans le comté de Cariboo les deux candidats étaient conservateurs. Dans ce dernier cas, nous indiquons la majorité de la précédente élection. De même pour le comté de Vancouver, où M. Gordon, conservateur, fut élu sans opposition.

MANITOBA.		
	Libérale.	Conservatrice.
Lisgar.....	12	508
Marquette.....	508	12
Provencher.....	436	508
Selkirk.....	508	436
Winnipeg.....	436	508
Totaux.....	12	1,487

Dans le comté de Provencher, M. Larièvre ayant été élu par acclamation, nous prenons la majorité de 1887.

LES TROIS-ROIS.		
	Libérale.	Conservatrice.
Alberta.....	1,277	766
Assiniboia, Est.....	766	337
Assiniboia, Ouest.....	337	253
Saskatchewan.....	253	337
Totaux.....	2,673	2,673

L'ALMANACH DU PEUPLE.

L'addition des totaux nous donne le résultat suivant à la fois significatif et satisfaisant :

LA MAJORITÉ POPULAIRE.

	Libéral.	Conservatrice.
Ontario	4,49	2,855
Québec.....	3,855	4,441
Nouveau-Brunswick.....	6,799	537
Ile du Prince-Edouard.....	537	2,453
Colombie-Britannique.....	2,453	1,425
Manitoba.....	1,425	3,173
Les Territoires.....	3,173	22,595
Totaux.....	537	22,595

Le gouvernement eut donc, par tout le Canada, une majorité nette de 22,058 voix, la plus considérable, peut-être, que le pays ait jamais donnée; réponse écrasante à l'opposition, qui prétendait que sa politique commerciale, vassale des Etats-Unis, était désirable du peuple.

Sur un total de 1,132,201 voix inscrites, 730,916 furent émises, soit près de 70 p. c.

Le nombre de bulletins écartés ou nuls, se répartit comme suit: Ontario, 3,661; Québec, 3,794; Nouvelle-Ecosse, 976; Nouveau-Brunswick, 1,238; Colombie Britannique, 53; Ile du Prince-Edouard, 380; Manitoba, 355; Territoires du Nord-Ouest, 0.

ONTARIO.

AUGMENTATION DE LA RICHESSE AGRICOLE.

D'après le recensement de 1891, la population rurale de l'Ontario a décliné depuis 1881 au profit exclusif des villes. En quarante ans, la population urbaine, comparée à celle de la province, s'est élevée de 9.30 p. c. à 31.20 p. c. Cependant, ce n'est pas par le nombre seul qu'il faut juger de la stabilité, de la force et de la condition d'une nation. La densité de la population chinoise dépasse toutes les autres, cependant les Canadiens n'échangeraient pas volontiers de condition avec les Chinois. La richesse collective et individuelle d'un peuple, la manière dont il se nourrit, s'habille et s'abrite, ses progrès ou ses reculs matériels, sont d'une plus grande importance que le simple chiffre de la population. Si les campagnes de l'Ontario se dépeuplent, ce n'est pas manque de ressources, à en juger par la condition des cultivateurs qui restent. L'accroissement rapide de leur bétail prouve

leur prospérité ininterrompue. La valeur croissante de leurs terres, indiquée par la commission industrielle, qui constate une augmentation de \$100,000,000 de 1882 à 1889, en est une autre preuve. L'exportation des produits agricoles et du bétail établit l'énergie des fermiers de l'Ontario, qui, après avoir alimenté leurs marchés grandissants, ont exporté pour \$157,552,672 de produits de 1881 à 1890, contre \$134,569,577 de 1877 à 1880. Sûrement de pareils chiffres, tirés des rapports du commerce, n'accusent ni manque, ni déclin de prospérité, de profits ou de débouchés dans ces dernières années. Pour ce qui est du bétail, l'augmentation est significative, comme le prouve les chiffres suivants, tirés du rapport de la commission industrielle d'Ontario :

TÊTES DE BÉTAIL.

	1882	1891	Augmentation.
Chevaux.....	503,604	678,459	174,855
Bêtes à cornes...	1,585,312	1,978,815	392,503
Volaille.....	5,352,120	7,006,090	1,653,970
Porcs.....	850,228	1,166,316	306,090

VALEUR DES FERMES, ONTARIO.

1882.....	\$832,624,610
1889.....	982,210,664

Augmentation..... \$ 99,586,054

Une autre mesure de la richesse du peuple, celle-là aussi juste et aussi sûre que possible, c'est l'ensemble des dépôts de banques. Voici le résultat très-satisfaisant de cette enquête :

DÉPÔTS DE BANQUES.

	1881.	1891.
Banques autorisées.....	\$ 75,204,537	\$ 136,420,631
Banques d'épargne.....	7,380,413	11,062,004
Banques du gouvernement	14,580,439	38,396,550
Compagnies de prêts....	13,480,293	17,898,567
Totaux.....	\$113,625,967	\$ 205,778,052

Les dépôts, il y a dix ans, donnaient une proportion de \$26.27 par tête, tandis qu'au 1er mai dernier les dépôts s'élevaient à \$42.70 par tête; autrement dit, tandis que la population a augmenté de 11.66 p. c., les dépôts se sont élevés à 62.50 p. c., soit une accumulation de richesse cinq fois plus grande que l'accroissement de la population. En regard de ces faits, il serait ridicule d'attribuer au régime fiscal du gouvernement l'accroissement peu rapide de la population, car

la colon-
conserva-
règle ap-
té minie-
de 6,799,
aque can-
aux ne fut

Conserva-
trice.
246
.....
.....
246

de les lib-
pulaire en

Conserva-
trice.
417
1,162
348
626
.....
2,453

exacte ma-
colombie Bri-
comté de
ut élin par
on 1887; et
o les deux
..... Dans ce
majorité de
ne pour le
rdon, con-
n.

Conserva-
trice.
190
.....
308
435
509

1,437
M. Lari-
ion, nous

Conserva-
trice.
1,307
756
337
263
.....
3,173

L'ALMANACH DU PEUPLE.

l'influence de ce facteur se ferait plutôt sentir dans le ralentissement de la prospérité du peuple que dans le ralentissement de l'immigration ou l'augmentation de l'émigration.

LES ERREURS DE SIR RICHARD CARTWRIGHT.

Dans l'attaque qu'il fit contre le gouvernement, pendant la dernière session du parlement, attaque basée sur les rapports du recensement, sir Richard Cartwright essaya de montrer que la population du Canada était d'au moins un million inférieure à ce qu'elle devrait être, d'après ses calculs basés sur une augmentation naturelle de 2½ p. c. L'erreur de ce raisonnement repose sur le taux excessif qu'il assigne à l'accroissement naturel de la population qui, en fait, ne dépasse pas 1½ p. c. A cet égard, il convient de rappeler qu'en Angleterre et aux Etats-Unis le taux de l'accroissement naturel s'est abaissé durant la dernière décade, grâce à des causes qui semblent devoir être permanentes et offrir bientôt un vaste champ d'étude et de recherches aux statisticiens. L'augmentation de la population de l'Angleterre et du pays de Galles, d'après le recensement de 1891, a été de 11.65 p. c. dans les dix dernières années, sur quoi le *Standard* de Londres fait remarquer que "si l'excédant des naissances sur les décès avait été dans le même rapport à la population qu'il avait été dans la décade précédente, l'augmentation de ce chef eût été de 3,919,543, tandis qu'en fait elle n'a été que de 3,630,761, soit une perte de 288,782 âmes. Il ajoute que ce n'est pas à l'augmentation des décès qu'il faut attribuer ce déclin dans l'augmentation naturelle de la population, vu que la moyenne annuelle des décès de 1881 à 1891 a été plus faible que pendant tout autre décade."

Les rapports américains accusent un état de choses semblable. Le taux de l'augmentation de la population aux Etats-Unis, déduction faite de l'immigration, a été comme suit :

	Accroissement	Accroissement	
1820-30.....	31.65	1860-70.	15.36
1830-40.....	28.01	1870-80.....	22.78
1840-50.....	25.85	1880-90.....	18.82
1850-60.....	24.55		

L'accroissement naturel pendant la dernière décade a donc été inférieure de 14

p. c., soit environ la moitié du taux atteint il y a quarante ans, et de beaucoup inférieure aux rapports des employés. L'accroissement de la population du Canada par l'excédant des naissances sur les décès dépasse à peine celui de la république voisine. Cependant, sir Richard Cartwright prit pour base de ses critiques un taux d'accroissement d'au moins 10 p. c. supérieur aux chiffres réels du recensement des Etats-Unis. Si son raisonnement est juste dans un cas, il doit l'être dans l'autre. En l'appliquant aux Etats-Unis on aurait les résultats suivants :

Population en 1880.....	50,200,000
Augmentation 2½ p. c.....	12,500,000
Immigration.....	5,850,000
Population en 1890.....	68,550,000

Mais, au lieu d'une population de soixante-huit millions et demi, que les Etats-Unis auraient dû avoir l'année passée, d'après la méthode de computation de sir Richard Cartwright ; au lieu même d'une population de 66,200,000, selon l'estimation du prof. Elliott, greffier du département du trésor, il n'ont qu'une population de 62,500,000. Que sont devenus les autres 6,000,000 ? L'explication de cette erreur se trouve dans le taux excessif d'accroissement naturel pris pour base du calcul. Nous donnons cet exemple pour montrer l'absurdité du raisonnement de sir Richard Cartwright, appliqué à notre propre pays.

DECLIN DE LA POPULATION DANS LES ETATS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE.

L'état stationnaire des populations rurales des vieux établissements du Canada et des Etats-Unis, résulte de la multiplication des machines agricoles, et, à un moindre degré, de l'extension et de la consolidation des voies ferrées. Le village a presque renoncé à la lutte avec les grands centres commerciaux et s'en va en ruines, tandis que sur les fermes la moissonneuse-lieuse et la batteuse remplacent le travail manuel des jours passés. En examinant le recensement des Etats-Unis, on est frappé du déclin de la population rurale de la Nouvelle-Angleterre et des Etats du milieu. De 1880 à 1890, le Vermont n'a gagné que 136 âmes, soit 0.04 p. c. dans tout l'état ; mais dans

les villes d
s'est élevé
population
plus de d
nière déca

Un état
le Maine.
élevée de
nière déca
lation des
226,268, s
que la pop
ron vingt

Dans l
s'est élevé
même d
Mais con
29,455 an
gnes n'
Rhode-I
de 68,97
4,000 on
de 68,72

On re
comme
au poin
diversit
facturie
de fer-
garde p
la pop
455,856
les vill
402,941
les vill
les éta
tic, la
sance

le Ne
sachu
cut, l
Penn
ces n
et en
p. c.
Unis
2,894
ville
paré
plus
fres
neu
lati
ann
con
43.

L'ALMANACH DU PEUPLE.

les villes de plus de 4,000 âmes, le gain s'est élevé de 62,217 à 74,635. Ainsi la population rurale du Vermont a décréu de plus de douze mille âmes durant la dernière décade.

Un état de choses analogue existe dans le Maine. La population de l'état s'est élevée de 648,936 à 661,066 durant la dernière décade, soit de 12,150, mais la population des villes s'est élevée de 194,652 à 226,228, soit un gain de 31,616; montrant que la population rurale a décréu d'environ vingt mille âmes.

Dans le New-Hampshire, la population s'est élevée de 346,991 à 376,530 durant la même décade, augmentation de 29,539. Mais comme les villes ont augmenté de 29,455 âmes il est évident que les campagnes n'ont guère progressé. Dans le Rhode-Island, la population s'est accrue de 68,976 âmes, mais les villes de plus de 4,000 ont à elles seules une augmentation de 68,727.

On regarde à bon droit le Massachusetts comme un des meilleurs états de l'Union, au point de vue de la fertilité du sol, de la diversité des produits, des centres manufacturiers, des débouchés et des chemins de fer. Cependant, le Massachusetts ne garde pas sa population. De 1880 à 1890, la population de l'état s'est accrue de 455,858 âmes, mais l'augmentation dans les villes de 8,000 âmes et plus a dépassé 402,941 âmes, et le reste s'est éparpillé dans les villes de moins de 8,000 âmes. Dans les états de la division dite North Atlantic, la population rurale est en décroissance. Cette division embrasse le Maine, le New-Hampshire, le Vermont, le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut, le New-York, le New-Jersey et la Pennsylvanie. La population totale de ces neuf états était en 1880 de 14,507,407, et en 1890 de 17,401,545, soit près de 30 p. c. de la population totale des Etats-Unis. L'augmentation s'élève donc à 2,894,138 âmes pour cette décade; les villes de plus de 8,000 âmes en ont accaparé 2,722,330, et les autres villes ont reçu plus que la différence entre ces deux chiffres; ainsi dans les campagnes de ces neuf états limitrophes du Canada la population a diminué dans ces dix dernières années. En 1880, la population urbaine, comparée à la population totale, était de 43.11 p. c. dans ces états; en 1890, de 51.

58 p. c.; tandis que par rapport à la population de l'Union, celle des villes de 8,000 âmes et plus s'éleva de 22 57 p. c. à 29.12 p. c. durant la même décade.

Les causes diverses de ces résultats aux Etats-Unis ont aussi joué leur rôle au Canada. Nos villes n'ont cessé de gagner, proportionnellement, même plus rapidement que les principaux centres des états de l'Atlantique, tandis que la population rurale des Cantons de l'Est n'a fait que se maintenir. Dans l'Ontario, par exemple, l'augmentation totale de la population, dans la dernière décade, a été de 186,067 âmes, dont 162,085 au profit des villes de plus de 4,000 âmes. L'augmentation de la population rurale n'a été que de 23,982 âmes, soit 1½ p. c. C'est là un fait décourageant, mais moins que celui des neuf états de l'Atlantique, y compris le New-York, le Massachusetts et la Pennsylvanie. Les conclusions à tirer des faits mis en lumière par le recensement des deux pays, paraissent clairement être les suivantes: Que la population agricole des vieux états et des plus vieilles provinces a atteint son maximum, sauf dans les localités nouvelles où il reste à ouvrir le sol vierge, ou à développer les richesses minières et forestières; que les grands centres de population sont en train de dépeupler les petites villes et les fermes; que là où le besoin d'agglomération ne se fait pas sentir, l'instinct nomade pousse les jeunes à chercher fortune dans le Far-West.

Voici l'état détaillé du recensement des Etats-Unis qui a servi de base à nos commentaires:—

VERMONT.			
	1880	1890	Augmen- tation.
Population totale.....	332,236	332,422	136
Villes de plus de 4,000			
âmes	62,217	74,635	12,418
Diminution de la population rurale ..	12,282		
MAINE.			
Population totale.....	648,936	661,066	12,150
Villes de plus de 4,000			
âmes	194,652	226,228	31,616
Diminution de la population rurale ..	19,466		
NEW-HAMPSHIRE.			
Population totale.....	346,991	376,530	29,539
Villes de plus de 4,000			
âmes			29,455
Augmentation rurale ...	84		

L'ALMANACH DU PEUPLE.

RHODE-ISLAND.

Population totale.....	276,531	345,506	68,975
Villes de plus de 4,000			
Ames.....	240,200	308,927	68,727
Augmentation rurale.....			248

MASSACHUSETTS.

Population totale.....	1,783,065	2,238,943	455,878
Villes de plus de 5,000			
Ames.....			402,911
Augmentation rurale.....			82,917

ONTARIO.

	1881	1891	Augmen- tation.
Population totale....	1,928,922	2,112,989	186,067
Villes de plus de 4,000	360,781	622,866	162,085
Population rurale..	1,568,141	1,590,123	23,982
AUGMENTATION DES POPULATIONS RURALES.			
Ontario.....	1½ p. c. ou.....		24,000

Vermont (Dim).....	4 p. c. ou.....	12,282
Maine (Dim).....	3 p. c. ou.....	15,465
New-Hampshire.....	Stationnaire	
Massachusetts.....		
Rhode-Island.....		

Les états du Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, donnent les résultats suivants :

	1880	1890	Augmen- tation.
Population totale... 14,507,407	17,401,545	2,894,138	
Villes de plus de 5,000	6,234,086	8,978,426	2,744,340
Population rurale..	8,253,311	8,425,119	171,808

L'augmentation de la population rurale est de 2 p. c., mais en écartant les villes de moins de 8,000 âmes, on trouve une diminution de la population rurale.

RECENSEMENT DU CANADA, 1891.

SOMMAIRE de la Population (comparée avec les recensements précédents.)

PROVINCES.	1871.	1881.	Augmen- tation.	Taux.	1891.	Augmen- tation.	Taux.
<i>Maritimes.</i>							
Nouvelle-Ecosse.....	387,800	440,572	52,772	13.61	450,523	9,951	2.25
Nouveau-Brunswick...	285,594	321,233	35,639	12.48	321,294	61	0.03
Ile du Prince-Edouard.	94,021	108,891	14,870	17.19	109,088	197	0.18
Totaux pour le group.	767,415	870,696	103,281	13.45	880,905	10,209	1.17
<i>Vallées du St-Laurent.</i>							
Québec.....	1,191,516	1,359,027	167,511	14.05	1,488,586	129,559	9.53
Ontario.....	1,620,851	1,928,922	308,071	18.98	2,112,989	186,067	9.05
Totaux pour le group.	2,812,367	3,287,949	475,582	16.93	3,601,575	315,626	9.00
<i>De l'Ouest.</i>							
Manitoba.....	25,228	62,200	37,032	146.78	154,442	92,182	148.06
Assiniboia.....							
Alberta.....	18,000	25,515	7,515	41.75	67,554	42,089	164.76
Saskatchewan..							
British Columbia.....	35,586	49,459	15,873	47.26	92,767	43,308	87.56
Non-organisées.....	30,000	30,931	931	3.10	32,168	1,237	4.00
Totaux pour le group.	106,814	168,165	61,351	57.43	364,981	178,766	106.80
Population totale.	3,686,596	4,324,810	638,214	17.31	4,889,411	564,601	11.65

PRIN

Jan. 3.—Le
Zetland
ceptent
Ireland
on réu
cription
Jan. 7.—L
dit qu
raient
avec l
de la
Jan. 8.—F
du P
de 14
Premiè
chilie
Jan. 12.—
sulta
amé
W. J
prém
men
La
tent
La plu
des
côte
Le p
tre
le
Le ju
la
ter
(b
Jan. 1
St
M
v
P
Jan.
Jan.
S
t
Jan.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE 1891.

Jan. 3.—Le Sec. en-chef Balfour et Lord Zetland, lieutenant de l'Irlande, acceptent de distribuer des secours aux Irlandais affamés. En deux semaines, on réunit £22.000 par voie de souscription.

Jan. 7.—Le *Telegraph* de Québec (libéral) dit que les libéraux canadiens aideraient les Etats-Unis en cas de guerre avec l'Angleterre au sujet du différend de la mer de Behring.

Jan. 8.—Rappel de la loi Scott dans l'île du Prince-Edouard par une majorité de 14 voix.

Premières nouvelles de la révolution chilienne reçues à New-York.

Jan. 12.—Le procès pour dommages, résultant de la saisie par un croiseur américain de la goélette canadienne *W. P. Sawyer*, inscrit à la cour Suprême des Etats-Unis. Le gouvernement canadien appuie le réclamant. La cour (2 fév.) se déclare compétente.

La plus grande marée locale connue fait des dégâts à St-Jean, N. B., et sur les côtes de la baie de Fundy.

Le prof. Wiggins prédit un nouveau tremblement de terre au Canada pour le 17 août 1904.

Le juge Tooley, de Chicago, déclare que la chambre de commerce n'est pas tenue de fournir la cote aux coulisiers (bucket-shops).

Jan. 13.—Le consistoire presbytérien de St-Jean, N. B., dépose le rév. Dr Arch. MacDougall pour avoir promulgué des vues contraires à la doctrine de l'église.

Jan. 14.—Suicide du duc de Bedford.

Jan. 17.—Invalidation de l'élection de M. Stinson, dép. loc. conserv., de Hamilton.

Jan. 17 et 18.—Grands froids en Europe; la Seine, la Tamise et l'Elbe gèlent; il se forme de la glace à Toulon; des personnes gèlent à mort à Londres, Paris et Perpignan; d'autres meurent de froid à Naples.

Jan. 19.—La cour Suprême du Canada dé-

boute l'action de Mercier contre Price en recouvrement d'une partie de la seigneurie des Grondines. Le procès avait commencé en 1790. Le juge Taschereau condamne sévèrement la spéculation des membres du barreau ayant les procès, le droit de la province ayant été acquis pour une petite somme.

Jan. 21.—Les habitants traversent la Zuyder Zee sur la glace pour la première fois depuis 1740.

Jan. 23.—Elections partielles dans l'Ontario. Carpenter, lib., North Norfolk; Charlton, lib., South Norfolk; Campbell, E. R., East Durham; Magwood, conserv., North Perth, sont élus.

Jan. 24.—A Rosendale, lord Hartington déclare que la dernière chance du *Home Rule* est perdue.

Jan. 27.—L'explosion de la houillère Mammoth, à Youngstown, Pa., tue 130 personnes.

La chambre des communes anglaise efface de ses procès-verbaux la décision prise d'empêcher Charles Bradlaugh de prêter le serment d'office.

John Hislop, trésorier de la ville d'Ancaster, Ont., tué raide par des voleurs.

Jan. 28.—Frank Edgar, de Montréal, est élu Grand-Maitre de la Grande Loge franc maçonique de la province de Québec.

Jan. 29.—L'association libérale-conservatrice des Cantons de l'Est fondée à Sherbrooke.

Jan. 30.—L'association minière de la province de Québec fondée. L'hon. Georges Irvine élu premier président.

La ligue canadienne de fédération impériale de Toronto, déclare que le meilleur moyen de hâter l'union du Canada et de la mère-patrie est d'établir un tarif privilégié entre les deux pays. Sir Leonard Tilley élu président.

Jan. 31.—M. Crispi, premier ministre italien, battu sur la loi des alcools, se retire.

12,283
19,466

Shire,
Island,
Jersey,
ats sui-

Augmen-
tation.

2,894,138
2,722,830

171,806

n rurale
s villes
ne une
e.

lents.)

Taux.

1 2.25

1 0.02

7 0.18

9 1.17

9 9.53

7 9.65

6 9.60

32 148.06

9 164.76

8 87.56

7 4.00

6 106.30

1 11.65

L'ALMANACH DU PEUPLE.

Les Etats-Unis et le Brésil signent un traité de réciprocité commerciale.

Un commencement de révolution avorte au Portugal.

Fév. 2.—La cour d'appel du Manitoba maintient la constitutionnalité du statut provincial abolissant les écoles catholiques séparées.

Fév. 3.—Dissolution du parlement canadien.

Fév. 4.—La chambre des communes anglaise rejette par 256 voix contre 223 le bill Gladstone sur le rappel de la loi qui interdit aux catholiques-romains les fonctions de vice-roi de l'Irlande et de lord chancelier.

Fév. 5.—Un incendie dans le *Bishop's College*, Lennoxville, détruit l'aile dite Bishop Williams, la chapelle et la maison du recteur.

Le gouvernement canadien autorise les banques d'épargne postales à recevoir des dépôts annuels jusqu'à concurrence de \$1.000, et des dépôts généraux jusqu'à concurrence de \$3.000.

Fév. 7.—Joseph Tassé et Hippolyte Montplaisir nommés sénateurs pour la province de Québec.

Fév. 9.—Sir John A. Macdonald lance son dernier manifeste aux électeurs du Canada.

M. Mercier annonce dans la salle Bonsecours, à Montréal, que M. Laurier appuiera les principes de la conférence inter-provinciale, s'il est porté au pouvoir.

Fév. 10.—La législature d'Ontario se réunit ; Thomas Ballantyne, de South Perth, est élu président.

Fév. 12.—Le *Tribune*, de New-York, déclare que l'explication faite par sir Richard Cartwright de l'union commerciale proposée est insensée, et ne sera jamais consentie par les Etats-Unis.

Explosion à Québec de la chaudière d'une fabrique de tricots, 24 personnes tuées ou blessées.

Réunion de la législature de Terre-Neuve ; annonce de négociations avec les Etats-Unis en vue d'une convention commerciale.

L'hon. Edouard Blake publie une lettre dans laquelle il annonce qu'il se retire de la vie publique.

L'évêque Langevin, de Rimouaki, annonce sa démission.

Fév. 13.—La législature de Terre-Neuve déclare qu'elle s'alarme du refus de l'Angleterre de consentir au traité de commerce consenti par la colonie et les Etats-Unis.

Fév. 14.—Election locale de Westmoreland, N. B., McQueen, ministériel, et Powell, oppo., sont élus.

Fév. 17.—Sir John A. Macdonald accuse à Toronto Ed. Farrar, rédacteur du *Globe*, de fournir aux hommes publics des Etats-Unis des moyens de nuire aux intérêts canadiens dans la législature de Washington. Plus tard Farrar avoue l'accusation.

Fév. 19.—Les échevins de Minneapolis visitent Montréal.

Sir Michael Hicks Beach condamne les différences de tarif adoptées par les colonies contre la Grande-Bretagne comme portant un coup sérieux au progrès d'un rapprochement entre la métropole et ses colonies.

Fév. 20.—La chambre des communes anglaise par 235 voix contre 203, repousse la proposition Morgan tendant à la séparation de l'église et de l'état dans les Galles.

Fév. 21.—Explosion dans les mines de Springhill, N. E., qui tue ou blesse mortellement 123 personnes.

Fév. 22.—Le général Deodora da Fonseca élu premier président de la république du Brésil.

Fév. 24.—Sir Chas. Tupper lit, à Windsor, une lettre d'Ed. Farrar, rédacteur du *Globe* de Toronto, à Eratus Wiman dans laquelle il parle de l'union commerciale comme du premier pas vers l'annexion.

Mme Rose Walker, âgé de 105 ans, est brûlée vive à Dorchester, N. B.

Fév. 25.—L'*Evening News*, de Détroit, déclare que l'état du Massachusetts appuie de \$150.000.000 Eratus Wiman dans ses efforts pour assurer l'union commerciale avec le Canada.

Fév. 26.—La reine préside à Portsmouth au lancement du *Royal Sovereign* et du *Royal Arthur*, navires de guerre de 10,000 tonnes chacun.

Fév. 27.—Eratus Wiman écrit dans le *Herald*, de New-York, pour presser le congrès de venir en aide aux libéraux

canadiens
cours.

Mars 3.—La chambre anglaise, repousse le suffrage li
Le corps d'
Pittsburg

Mars 5.—Election
vernement
pouvoir p
1878.

L'hon. Ed.
la situat
l'union

Mars 9.—Jan
John O
députés

rique p
le parti
ne réus

Mars 10.—C
70 per
sur les

La Fran
sur l'a
par la

franç
Mars 11.—
est él
Pillin
ler t

Mars 14.—
la pr
l'acc
de p
coup

MM.
pou
pru

Mars 17
ph
de
av
so

Le c
ce
co

Mars
o
g
o
l

canadiens dans les élections en cours.

Mars 8.—La chambre des communes anglaise, par 291 voix contre 189, repousse la proposition Stanfield sur le suffrage libre.

Le corps d'Emara Abbott incinéré à Pittsburg.

Mars 5.—Elections canadiennes; le gouvernement conservateur maintenu au pouvoir pour la troisième fois depuis 1878.

L'hon. Ed. Blake publie une lettre sur la situation politique où il condamne l'union commerciale.

Mars 9.—James O'Kelley, John Redmond, John O'Connor et Harry Harrison, députés, s'embarquent pour l'Amérique pour recueillir des fonds pour le parti Parnell; en somme, la mission ne réussit pas.

Mars 10.—Grande tempête en Angleterre; 70 pertes de vies dans les naufrages sur les côtes.

La France et l'Angleterre s'entendent sur l'arbitrage des différends suscités par la pêche du homard sur la côte française.

Mars 11.—Le général Palmer, démocrate, est élu sénateur des Etats-Unis pour l'Illinois au 154e tour de scrutin; le 1er tour avait eu lieu le 13 janvier.

Mars 14.—Onze Italiens, prisonniers dans la prison de la Nouvelle-Orléans, sous l'accusation d'avoir assassiné le chef de police Hennessey, sont tués à coups de fusil par les citoyens.

MM. Mercier et Shehyn s'embarquent pour l'Europe pour négocier un emprunt de \$10,000,000.

Mars 17.—Première communication téléphonique entre Londres et Paris.

Le paquebot *Utopia* sombre dans la baie de Gibraltar, à la suite d'une collision avec le navire de guerre anglais *Anson*; 576 pertes de vies.

Le consistoire presbytérien de Montréal condamne la violation du dimanche par les politiciens.

Mars 18.—La cour suprême de Terre-Neuve condamne le capitaine du navire anglais *Emerald*, sir Baldwin Walker, à des dommages pour avoir fait tort à la fabrique de conserves de homard de Baird, sur le rivage français, et décide que le *modus vivendi* anglo-

français n'était pas en vigueur, parce qu'il n'avait pas été accepté par la législature terre-neuvienne. A la suite de négociation (23 mai), la législature se mit en règle.

Mars 19.—La cour d'assises de Guelph, Ont., accorde \$750 de dommages-intérêts à Mme Clarke, dont le mari avait été tué par une locomotive, après s'être enivré chez le défendeur, l'hôtelier Halliday.

Le juge Dean décide dans la cause de South Victoria, qu'un chèque n'est pas un dépôt légal de caution, et refuse d'autoriser un nouveau "décompte" des bulletins de vote.

Mars 21.—Oxford triomphe dans la régate d'Oxford contre Cambridge par un quart de longueur.

Mars 24.—M. Mercier, premier ministre de Québec, créé comte romain par le pape.

Mars 25.—La reine Victoria visite Grasse, France, et est accueillie avec bienveillance par le peuple.

Mars 26.—La cour du banc de la reine, à Québec, décide en appel dans la cause de la ville de Huntingdon, que les provinces ont le pouvoir de déléguer aux municipalités le droit de refuser des patentes d'auberges. Cette décision est maintenue plus tard par la cour suprême.

Mars 28.—Election partielle de Portage-la-Prairie. Le procureur-général Martin est réélu par 61 voix de majorité.

Mars 30.—Nouvelle du massacre à Manipur, Assam, du commissaire anglais Grimwood et de son escorte militaire.

Mars 31.—Le baron Fava, ambassadeur d'Italie aux Etats-Unis, est rappelé parce que l'Italie condamne la non-intervention des Etats-Unis pour punir les lyncheurs de la Nouvelle-Orléans.

Mlle Octavie Ritchie reçoit la première, dans la province de Québec, le grade de docteur en médecine du collège Bishop.

Avril 1.—Election partielle de South Grey; J. H. Hunter, libéral, est élu par acclamation.

Avril 2.—La législature de la Nouvelle-Ecosse se réunit; le lieutenant-gouverneur attire l'attention sur le droit de la province à rentrer dans les dé-

L'ALMANACH DU PEUPLE.

boursés qu'elle a faits pour la construction des chemins de fer qui sont devenus propriété du gouvernement fédéral ou dont il a assumé le contrôle législatif.

Avril 4.—Le gouvernement terreneuvien défend d'accorder aux bateaux de pêche canadiens des patentes pour la pêche de la bouête.

Avril 6.—Sir Charles Tupper, sir John Thompson, et l'hon. M. Foster visitent Washington pour conférer avec le gouvernement américain sur la question de l'union commerciale, et apprennent de M. Blaine que le président Harrison désire être présent aux négociations, mais qu'il avait fait des arrangements nécessitant son absence momentanée de Washington.

Avril 8.—La législature du Nouveau-Brunswick vote l'abolition du conseil législatif; le 13, le conseil s'y soumet, et fixe sa propre abolition à l'année 1894.

Avril 9.—La première locomotive traverse le tunnel international de Sarnia.

Elections partielles dans l'île du Prince-Edouard. Yeo dans le comté de Prince, Jenkins à Charlottetown, Cumminskay au ft. Augustus et Robertson dans le comté de King, libéraux, sont élus, et réduisent le gouvernement conservateur à la minorité.

La conférence australienne adopte un plan de confédération des colonies.

Avril 10.—Sur proposition d'abolir le commerce de l'opium dans l'Inde, la chambre des communes anglaise se prononce par 160 contre 130 contre le gouvernement Salisbury.

Avril 12.—L'amiral Provo Wallis, qui prit part à la fameuse bataille entre le *Chesapeake* et les *Shannon*, au large de Boston, fête son 100^e anniversaire.

Avril 15.—La nouvelle législature de l'Ontario vote à une majorité ministérielle de 21 voix, de rémunérer les employés publics par salaire plutôt que par honoraires.

Une délégation municipale, dans une entrevue avec le gouvernement de Québec, proteste contre la récente loi sur les patentes d'auberges.

Bismarck est élu au parlement allemand par Geestemund.

Le comte de Kimberley est élu *leader* de la chambre des lords.

Avril 18.—La législature du Manitoba est prorogée après avoir voté l'extension du C. P. R. jusqu'à Souris, et un subside de \$500,000 à la compagnie du chemin de fer de la Baie d'Hudson.

Avril 21.—Le ministre conservateur de l'île du Prince-Edouard donne sa démission sur le refus du lieutenant-gouverneur de dissoudre la législature; un nouveau cabinet (libéral), se forme le lendemain. Fred. Peters devient procureur-général et premier ministre; Angus McMullan secrétaire provincial et J. R. McLean commissaire des travaux publics.

Avril 23.—Sir William Whiteway, premier ministre de Terre-Neuve, se présente à la barre de la chambre des lords pour expliquer les vues de la colonie dans la question des pêcheries et de l'union commerciale.

Le rapport du budget de M. Goshen accuse pour le Royaume-Uni un revenu de £90,480,000 et une dépense de £88,440,000.

D. B. McLellan est élu président de l'assemblée législative de l'île du P. E.

Avril 29.—Réunion du parlement; Peter White, de Renfrew, est élu président de la chambre des communes; l'hon. M. Lacoste est nommé président du sénat.

Avril 30.—L'hon. M. Mercier reçu en audience par le pape.

Mai 5.—La législature de l'Ontario vote une augmentation de traitement à M. Mowat et d'indemnité à M. Meredith, chef de l'opposition. Tous deux refusent.

Mai 7.—La législature de la Nouvelle-Ecosse repousse le *bill* sur le suffrage des femmes par 22 voix contre 13.

Mai 8.—Un incendie à Alliston, Ont., fait pour un million de dommages.

Les délégués parnelliens ont une assemblée fructueuse à Montréal.

Mai 11.—Dans la chambre des communes, M. Tarte accuse de corruption électorale et d'abus d'influence politique M. Thomas McGreevy, député de Québec-Ouest, et sir Hector Langevin, ministre des travaux publics.

Mai 12.—Le capitaine Verney est expulsé

de la cham
pour condu
Mai 14.—La b
son taux d
Clifford Siffo
néral du M
de M. Man
On dérobe le
cimetière
Mai 16.—Tem
Angleterr
Mai 17.—Il n
Fife, fille
Mai 18.—L'év
archevêq
Mai 20.—Pre
chambre
tion de r
électora
une maj
Mai 21.—Ex
Kane po
Mai 27.—
gagne l
Mai 28.—O
commu
pour un
la mer
l'enten
limites
réglem
Mai 30.—S
élevé d
titre d
Juin 4.—
pour
McG
Juin 9.—
à Tra
ming
prin
dépo
veut
renv
Juin 10.—
est
pre
Juin 13
fort
Juin 14
la
fer
Juin 21
D
pe
Pe

L'ALMANACH DU PEUPLE.

- de la chambre des communes anglaise pour conduite immorale.
- Mai 14.—La banque d'Angleterre porte son taux d'escompte à 5 p. c.
- Clifford Sifton est nommé procureur-général du Manitoba en remplacement de M. Martin, démissionnaire.
- On dérobe le corps de M. P. Purcell du cimetière de Summerstown.
- Mai 16.—Tempête de neige et froid en Angleterre et en France.
- Mai 17.—Il naît une fille à la duchesse de Fife, fille du prince de Galles.
- Mai 18.—L'évêque Maclagan est nommé archevêque d'York.
- Mai 20.—Premier vote de la nouvelle chambre des communes sur proposition de rappeler la loi fédérale du cens électoral. Le gouvernement obtient une majorité de 29 voix.
- Mai 21.—Exécution à Belleville de James Kane pour le meurtre de sa femme.
- Mai 27.—"Common", à sir F. Johnson, gagne la course au Derby.
- Mai 28.—On dépose à la chambre des communes anglaise un *bill* prohibant pour un an la chasse aux *seals* dans la mer de Behring; conformément à l'entente avec les Etats-Unis sur les limites de chasse, en attendant le règlement du différend.
- Mai 30.—Sir George Stephen, de Montréal, élevé à la pairie par la reine avec le titre de lord Mount-Stephen.
- Juin 4.—Larocque est pendu à l'Original pour le meurtre des deux filles McGonigle.
- Juin 9.—Accusé d'avoir triché aux cartes à Tranby Croft, sir Wm Gordon-Cumming poursuit en diffamation; le prince de Galles cité comme témoin, dépose, et le procès se termine en faveur du défendeur, et sir William est renvoyé de l'armée.
- Juin 10.—Le rev. Dr. Wardrope, de Guelph, est élu modérateur de l'assemblée des presbytériens.
- Juin 13.—L'hon. J. J. C. Abbott consent à former un cabinet.
- Juin 14.—Cent-vingt personnes perdent la vie dans un accident de chemin de fer à Moenchenstien, Suisse.
- Juin 22.—Sir Georges Baden-Powell et le Dr. William Dawson sont nommés par le gouvernement britannique à l'effet de visiter les pêcheries de *seals* de la mer de Behring et de faire une enquête.
- Juin 23.—L'hon. M. Foster présente le budget qui accuse un revenu pour 1889-90 de \$39,879,925 et une dépense de \$35,994,041, soit un surplus de \$3,885,883. Le revenu de l'année 1890-91 est estimé à \$39,000,000 et la dépense à \$36,200,000, laissant un surplus d'environ \$2,800,000. Il annonce que l'impôt sur le sucre brut sera aboli.
- Juin 24.—La chambre des communes se prononce en faveur de la nomination d'une commission royale pour l'étude de la prohibition des alcools.
- Juin 25.—Mariage à Brighton de M. Parnell avec Mme O'Shea.
- Juin 27.—Le gouvernement américain lève la quarantaine sur les moutons et le bétail canadiens.
- Juil. 1.—La chambre des communes siège le jour de la fête nationale, *Dominion Day*.
- Juil. 6.—L'empereur Guillaume d'Allemagne arrive à Londres en visite à la reine.
- Slocum, Smiler, Wood et Jurigo exécutés par l'électricité dans la prison de Sing-Sing, N. Y.
- Télégramme de Londres à Victoria C. B., promet que le gouvernement anglais accueillera les demandes d'indemnités résultant de pertes subies par la mise en vigueur du *modus vivendi* dans la mer de Behring.
- Juil. 16.—Le croiseur canadien *Dream* saisit six bateaux de pêche américains qui braconnaient près de Campobello.
- Juil. 18.—Le paquebot *Circe* s'échoue au large d'East Point, Anticosti; le capitaine Jennings et quatre hommes se noient.
- Juil. 25.—On plante la dernière fiche du chemin de fer Calgary et Edmonton. Collision de chemin de fer à Saint-Mandé, France, 43 tués et 103 blessés.
- Juil. 27.—Lord Mount-Stephen prend place dans la chambre des lords.
- Juil. 29.—Par 114 voix contre 88, la chambre des communes repousse l'amendement Cartwright au budget portant l'abolition des droits sur les objets de première nécessité et la négociation d'un traité de réciprocité

L'ALMANACH DU PEUPLE.

commerciale avec le gouvernement américain.

Juil. 31.—Cuba et les Etats-Unis signent un traité de réciprocité commerciale.

Le parlement de la Nouvelle-Galles du Sud repousse un projet de loi sur le suffrage des femmes.

Août 1.—On dévoile le monument érigé à l'hon. John Norquay à Winnipeg.

Août 5.—Le capitaine Lawlor, dans son bateau de pêche *Sea Serpent*, arrive de Boston au large de Lizzard Point, vainqueur du capitaine Andrews dans le *Mermaid*, qui reste en route.

Août 8.—Election partielle de North Brandon, Man.; le procureur-général Sifton élu à 173 voix de majorité.

Août 11.—Sir Hector Langevin remet son portefeuille de ministre des travaux publics.

Août 13.—Le "Senaputty" de Manipur et autres Manipuriens exécutés pour le meurtre du commissaire Quentin.

Août 14.—La chambre des communes vote la loi autorisant les territoires de l'Ouest à régler la question de l'usage de la langue française.

Août 23.—Un édifice de Park Place, New-York, s'effondre tuant 60 personnes.

Août 27.—Le steamer *Kite* retourne à Saint-Jean, T. N., après avoir laissé le lieutenant et Mme Peavy et leurs compagnons dans la baie McCormack, Groënland, en route pour explorer le nord.

Le train de Bound Brood, Pa., parcourt un mille en trente-neuf secondes et quatre cinquièmes, parcourt le plus rapide qui ait jamais été fait; il parcourt encore cinq milles en trois minutes vingt-six secondes quatre cinquièmes, dix milles en sept minutes douze secondes.

Août 28.—Dans la bataille de Santiago, Chili, les troupes de Balmaceda sont mises en déroute par les révolutionnaires, ce qui met fin à la guerre. Balmaceda se suicide.

Août 29.—Le paquebot *Empress of Japan*, du C. P. R., abrège de 9 jours 19 heures le voyage de Yokohama à Vancouver.

Sept. 1.—Lord Stanley inaugure l'exposition des Cantons de l'Est à Sherbrooke.

Sept. 8.—Le paquebot *Empress of Japan* transporte les malles de Yokohama à Vancouver si vite, qu'elles sont livrées à Londres en 21 jours. Le plus rapide trajet jamais accompli.

Sept. 9.—La commission du sénat, après investigation de l'affaire de la Baie-des-Chaleurs, rapporte que les billets de MM. Mercier, F. Langelier, (Chas. Langelier, C. A. P. Pelletier, Ernest Pacaud et J. I. Tarte ont été payés à même les \$100.000 escroquées par Pacaud à Armstrong pour assurer à ce dernier \$175.000 du gouvernement de Québec.

Sept. 14.—Grandes inondations à Tolède, Espagne, plus de 2,000 personnes périrent.

Sept. 15.—La commission parlementaire chargée d'examiner l'accusation portée contre M. Cochrane, député d'East Northumberland, d'avoir trafiqué de places à la disposition du gouvernement, rapporte que l'accusation n'est pas fondée.

La miice est appelée à maintenir l'ordre pendant la grève des scieurs à Hull.

L'hon. Alex. Lacoste est nommé juge-en-chef de la cour du banc de la reine.

La sous-commission des privilèges et élections rapporte, au sujet des accusations Tarte: Qu'à l'égard du contrat de curage des ports pour l'année 1882 il avait été entendu entre M. Thomas McGreevy et la société Larkin, Connolly & Cie, que M. McGreevy, en qualité de député, ferait jouer son influence auprès du gouvernement en faveur de la société.

Qu'à l'égard du contrat du "cross wall", M. McGreevy avait obtenu de l'ingénieur des travaux publics, M. Boyd, des renseignements touchant d'autres soumissions qu'il avait accordées à Larkin, Connolly, & Cie., et que, plus tard, il avait reçu des associés plus de \$14.000.

Qu'à l'égard du contrat pour le quai de Lévis, il avait été entendu que M. McGreevy recevrait une somme dont on n'avait pu découvrir le chiffre exact.

Qu'à l'égard du contrat du quai Esquimaux, M. McGreevy avait reçu des sommes d'argent en échange de l'in-

fluence et
aux entre
Qu'à l'égard
McGreevy
ciété Lar
son frère
lui versé
mais qu'il
servi de
ment de
la société
Que M. M
steamer
subsidi
gouvern
Que M. M
non d'u
partie d
du ches
leurs.
Quant à l
à 1890,
gent p
Connc
du ha
dans
des t
décla
dans
Que M.
mini
rapp
et d
qu'il
nist
Sept. 17
Mo
Sept. 18
d'A
qu
les
l'a
av
L'ho
au
in
B
Sept.
n
Dé
I
Sept.
Sept

L'ALMANACH DU PEUPLE.

fluence et de l'aide qu'il avait prêtées aux entrepreneurs.

Qu'à l'égard du contrat du bassin, M. McGreevy s'était entendu avec la société Larkin, Connolly, & Cie., dont son frère faisait partie, pour qu'elle lui versât \$25,000 pour fins politiques, mais qu'il n'est pas prouvé qu'il se soit servi de son influence près le département des travaux publics au profit de la société.

Que M. McGreevy était propriétaire du steamer *Admiral*, et qu'il bénéficia du subside accordé à ce steamer par le gouvernement.

Que M. McGreevy avait empêché, mais non d'une manière malhonnête, une partie du subside payé à la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Quant à l'accusation portant que de 1883 à 1890, Thos. McGreevy avait été l'agent payé et le représentant de Larkin Connolly & Cie., dans la commission du havre de Québec, au parlement et dans ses rapports avec le département des travaux publics, la commission déclare que de fait il a toujours agi dans l'intérêt de la société.

Que M. McGreevy s'est servi du nom du ministre des travaux publics dans ses rapports avec Larkin, Connolly & Cie., et de manière à faire comprendre qu'il avait de l'influence sur le ministre.

Sept. 17.—Inauguration de l'exposition de Montréal.

Sept. 18.—Sir Julian Pauncefoot, ministre d'Angleterre à Washington, proteste que les Etats-Unis n'ont pas observé les termes du *modus vivendi*, dans l'affaire de la mer de Behring, et avaient laissé tuer trop de *seals*.

L'hon. M. Mercier consent à demander au lieutenant-gouverneur Angers une investigation dans le scandale de la Baie-des-Chaleurs.

Sept. 21.—Sir James Fergusson est nommé maître-général des postes.

Découverte des os d'un mastodonte à Botany, Township Howard, Ont.

Sept. 23.—La cour d'appel maintient la légalité de la *local option law*, de l'Ontario.

Sept. 29.—L'hon. Thos. McGreevy, député de Québec-Est, est expulsé de la

chambre des communes pour mauvais usage de sa position et complicité de concussion.

Le paquebot *Teutonic* réduit à cinq jours, vingt-et-une heure et vingt-deux minutes, le trajet de New-York à Queens-town.

Sept. 30.—Le général Boulanger se brûle la cervelle dans le cimetière d'Ixelles, Belgique.

Oct. 1.—R. N. O'Brien, Montréal, est trouvé coupable d'avoir diffamé le prince Georges de Galles.

Un incendie dans les quais d'Halifax fait pour \$200,000 de dommages.

Oct. 2.—Les pèlerins visitent le Panthéon et donnent lieu à une émeute qui remet en question le départ du pape de Rome.

Oct. 10.—Deux-cent mille personnes assistent aux obsèques de M. Parnell au cimetière de Glasnevin.

Oct. 12.—Les parnellistes lancent un manifeste où ils se déclarent déterminés à continuer la lutte contre Gladstone.

L'inspecteur d'immigration américain De Barry, à Buffalo, rapporte qu'il est parvenu à faire renvoyer, en cette ville, beaucoup d'employés canadiens.

Oct. 13.—Les enfants des écoles de Toronto célèbrent avec beaucoup d'enthousiasme l'anniversaire de la bataille de Queenstown Heights.

Nomination d'une commission royale sur le service civil composée de MM. Georges Hagne, E. Barbeau, le juge Burbidge et J. M. Courtney.

Oct. 14.—La commission royale composée des juges Jetté, Davidson et Baby, commence à recevoir, à Québec, les dépositions, dans l'investigation du scandale de la Baie-des-Chaleurs.

Oct. 15.—Le concile œcuménique méthodiste, réuni à Washington, se prononce en faveur de l'union d'action des méthodistes du monde entier.

Oct. 16.—Le gouvernement commence, à Montréal, une poursuite contre André Sénécal, ex-surintendant de l'imprimerie nationale, un recouvrement des commissions perçues par des personnes avec lesquelles il avait fait des affaires.

M. Balfour, secrétaire-en-chef pour l'Irlande succède à M. W. H. Smith

L'ALMANACH DU PEUPLE.

- en qualité de leader de la chambre des communes.
- Oct. 20.—Léda Lamontagne est condamnée, à Sherbrooke, à 7 ans de prison pour avoir aidé à incendier la maison de son mari à Wolfestown, après qu'il eût été tué par son frère.
- "Sunol," à Robert Bonner, bat tous les chevaux du monde en parcourant, à Stockton, Cal., un mille en 2 m. 8½ sec.
- Oct. 21.—Le *Bullers Journal*, de Fredericton, publie une lettre de l'hon. Wilfrid Laurier où il dit: "La question de l'indépendance nationale est bien vaste, et rien ne me montre que le pays y soit préparé. Cependant, c'est une question qu'il vaut toujours la peine de discuter et de ne point perdre de vue." Lettre d'Arthabaska en date du 18 oct. 1891.
- Oct. 23.—Robert H. McGreevy et Owen Eugène Murphy, principaux témoins à l'appui des accusations portées par M. Tarte contre Thomas McGreevy, député, et sir Hector Langevin, sont trouvés coupables d'avoir comploté pour frauder leur associés de \$400.000, et prennent la fuite.
- Oct. 27.—Le paquebot *Teutonic* raccourcit encore la traversée de l'Atlantique en faisant le voyage de New-York à Queenstown en 5 j. 21 h. et 3 m.
- La cour suprême déclare la loi du Manitoba abolissant les écoles séparées des catholiques-romains inconstitutionnelle et nulle.
- Thomas McGreevy, ex-député, M. Connolly et N. K. Connolly, cités à comparaître pour répondre à l'accusation de complot pour frauder le gouvernement dans des entreprises de travaux publics.
- La police et les troupes répriment de sévères émeutes électorales à Cork; plusieurs têtes endommagées.
- Oct. 28.—Annulation de l'élection de M. Trow, député libéral de South Perth pour cause d'achat de voix par ses agents.
- Nov. 6.—Flavin, du parti McCarthy, est élu à Cork en remplacement de M. Parnell par 8,669 voix, contre 2,157 voix données à Redmond, parnelliste, et 1,161 données à Sarsfield, unioniste.
- Annulation de l'élection de M. Henderson, député conserv., de Halton, pour cause de corruption par ses agents.
- Nov. 7.—Dans les élections des territoires du Nord-Ouest, une forte majorité se prononce contre la prohibition des boissons fortes.
- Nov. 9.—Annulation de l'élection de Gibson, député libéral de Lincoln.
- Annulation de l'élection de Tarte, député libéral-allié de Montmorency.
- Annulation de l'élection de Borden, député libéral de King, N. E., qui avoue ses menées illégales.
- Nov. 10.—Election de Kirkwood, libéral, dans le comté d'East Wellington.
- Nov. 11.—Vote sur le rappel de la loi Scott dans le comté de Charlotte, N. B.; la loi est maintenue par une forte majorité.
- L'*Empire*, de Toronto, publie le rapport d'une entrevue supposée avec J. P. Whelan où il accuse les libéraux de Québec de l'avoir forcé de payer \$15.000 de pots de vin pour l'entreprise du palais de justice de Québec.
- Nov. 13.—Annulation de l'élection du Dr. Spohn, député libéral d'East Simcoe.
- Nov. 17.—Annulation de l'élection de J. A. McDonald, député conserv., du Cap Breton.
- Nov. 21.—Annulation de l'élection de M. Truax, député libéral d'East Bruce.
- Nov. 23.—Da Fonseca, premier président de la république brésilienne, démissionne à la suite de la révolte causée par sa conduite dictatoriale.
- Nov. 25.—M. Richard White, de la *Gazette*, est arrêté pour diffamation, pour avoir publié les accusations de pots de vin de l'*Empire* contre le gouvernement Mercier.
- Nov. 26.—Annulation de l'élection de M. Forbes, député libéral de Queen, N. E.
- Nov. 28.—Annulation de l'élection de M. Brodeur, député libéral de Rouville.
- Déc. 4.—Annulation de l'élection de M. Barra, député libéral de North Victoria.
- Déc. 7.—Le gouvernement retire à Terre-neuve certains privilèges douaniers, à la suite du refus de l'île d'accorder aux pêcheurs canadiens des facilités pour obtenir de la bonête.
- Déc. 8.—Annulation de l'élection de Har-

L'ALMANAH DU PEUPLE.

graft, député libéral de West Northumburghland.

Déc. 9.—Terreneuve impose des droits spéciaux sur les produits canadiens. Annulation de l'élection de M. Gillies, député conservateur de Richmond, N. E.

Déc. 10.—Annulation de l'élection de M. Marshall, député conserv., d'East Middlesex.

Déc. 11.—Annulation de l'élection de M. German, député libéral de Welland. Le 19, il est déclaré inéligible.

Annulation de l'élection de M. Fairbairn, député conserv., de South Victoria.

Le train du C. P. R., portant les troupes navales, arrive à Halifax de Vancouver après 151 heures de marche.

Déc. 14.—Annulation de l'élection de M. C. Cameron, député libéral de West Huron.

La cour du Manitoba annule le règlement des écoles publiques de Winnipeg, par la raison que les membres de l'église anglicaine ne peuvent être taxés pour le soutien des écoles non contrôlées par l'église anglicaine.

Déc. 15.—Les juges de la commission royale remettent au lieutenant-gouverneur un rapport portant condamnation du gouvernement Mercier dans le scandale de la Bale-des-Chaleurs.

Le même jour, le lieutenant-gouverneur Angers renvoie M. Mercier et invite M. De Boucherville à former un nouveau ministère.

Annulation de l'élection de M. Proulx, député libéral de Prescott; il en appelle à la cour suprême.

Déc. 21.—Formation du nouveau gouvernement conservateur de Québec. Premier ministre et président du conseil, M. De Boucherville; procureur général, M. T. C. Casgrain; commissaire des travaux publics, M. G. A. Nantel; commissaire des terres de la couronne, M. E. T. Flynn; trésorier provincial, M. J. S. Hall; commissaire de l'agriculture, M. Louis Beaubien; secrétaire provincial, M. L. P. Pelletier; MM. L. R. Masson, L. O. Taillon et John McIntosh, ministres sans portefeuilles.

Déc. 23.—Dissolution de la législature de Québec; élections fixées au 8 mars.

NÉCROLOGIE.

Jan. 2.—Alex. Wm Kinglake, historien.

Jan. 4.—Le P. Labelle, "l'apôtre de la colonisation."

Jan. 5.—Emma Abbott, cantatrice.

Jan. 12.—Rachel Stillwaggon, à l'âge de 106 ans, à Flushing, N. Y. Elle était née à Tarrytown, N. Y., le 18 sept. 1785.

Jan. 17.—Georges Bancroft, historien américain.

Jan. 20.—Kalakaua, roi de Hawaïi. Le Prince Beaudoin, héritier du roi des Belges.

Jan. 28.—L'hon. H. L. Macdonald, commissaire des travaux publics de l'île du P. E.

Jan. 29.—Wm Windom, secrétaire du trésor des Etats-Unis.

Jan. 30.—Charles Bradlaugh, député radical et athée.

Jan. 31.—Meissonier, grand peintre français.

Fév. 6.—L'ex-juge Rainville, de Montréal.

Fév. 11.—L'amiral Porter, de la marine des Etats-Unis.

Fév. 12.—Wm Winram, président de la législature du Manitoba.

John McLean, fondateur du *World*, de Toronto.

L'hon. D. R. Wilmot, ancien gouv., du N. B.

Fév. 14.—Le général Tecumseh Sherman, de l'armée des Etats-Unis.

Fév. 22.—Le comte d'Albermale, vétéran de Waterloo.

Mars 17.—Le prince Jérôme Bonaparte, prétendant français.

Mars 21.—Le général Joseph E. Johnson, chef confédéré.

Mars 29.—M. Charbonnel, 1er archevêque catholique-romain de Toronto.

Mars 31.—Le comte de Granville, qui fit voter le "N. B. A. Act" par le parlement anglais.

Avril 8.—Phineas Barnum, le grand montreur américain.

Avril 24.—Le général Von Moltke, grand stratège allemand.

Mai 1.—Patrick Purcell, ancien député de Glengarry.

Mai 5.—Le Dr Magee, archevêque d'York.

Mai 7.—Le sénateur Haythorne, de l'île du P. E.

L'ALMANACH DU PEUPLE.

Mai 15.—Le sénateur Leonard, de London.

Mai 16.—Sir Edward Kenny, législateur de la Nouvelle-Ecosse.

Mai 30.—Sir Antoine A. Dorion, juge-en-chef de la cour du banc de la reine de la province de Québec.

Juin 6.—Sir John A. Macdonald.

Juin 9.—Sir Andrew Stuart, ancien juge de la cour supérieure de Québec.

Jull. 4.—Hannibal Hamlin, ancien vice-président des Etats-Unis.

Jull. 25.—Le sénateur Odell.

Août 12.—Georges Jones, éditeur du *Times* de N. Y.

James Russell Lowell, écrivain.

Sept. 9.—Jules Grévy, ancien président de France.

Henry Cecil Raikes, maître-général des postes de la Grande-Bretagne.

Oct. 6.—L'hon. W. H. Smith, chancelier de l'échiquier.

Le roi de Wurtemberg.

Oct. 7.—Charles Stuart Parnell, leader irlandais.

Sir John Pope Hennessy, politicien irlandais.

Oct. 22.—Philippe Herbert Carpenter, savant distingué

Nov. 6.—J. Gregory Smith, président du chemin de fer Central Vermont.

Nov. 10.—L'hon. Sam. Shipman, législateur de la Nouvelle-Ecosse, à l'âge de 101.

Nov. 19.—Le comte Lytton, poète et ambassadeur d'Angleterre en France.

Nov. 22.—Sœur Thérèse-de-Jésus, supérieure de l'asile de la Longue-Pointe.

Déc. 4.—Dom Pedro, ex-empereur du Brésil.

Déc. 19.—Le rév. Patrick Dowd, curé de l'église St-Patrick, à Montréal.

Le sénateur Plumb, du sénat américain.

Déc. 21.—Le rév. E. A. Stafford, pasteur méthodiste.

RICHARD WHITE,
Président.

A. SABISTON,
Dir.-Gérant.

— LA —
CIE DE LITHO. ET DE PUBLICATION SABISTON

BATISSE DE LA GAZETTE, MONTREAL.

LE PLUS GRAND

Etablissement * Lithographique

DE LA PUISSANCE.

◆ **AU-DELÀ DE 200 EMPLOYÉS** ◆

LE MÉCANISME LE MIEUX COMPLIQUÉ

Exécute les plus beaux échantillons

D'Ouvrages en Couleur

TELS QUE

PANCARTES, PLACARDS,

EDIFICES, VUES A VOL D'OISEAU,

IMPRESSIONS POUR CHEMINS-DE-FER

ET BATEAUX-A-VAPEUR,

AFFICHES, ETIQUETTES,

CALENDRIERS, Etc., Etc.

Toutes commandes doivent être adressées à

A. SABISTON, Directeur-Gérant,

Cie de Lithographie et de Publication Sabiston, - Montreal.

THE GAZETTE

+ + L'IMPRIMERIE + +

LA PLUS CONSIDERABLE ET LA MIEUX ASSORTIE
DE LA PUISSANCE.

Formules de Blancs,
Reliure,
Calendriers,
Brochures, etc.

TOUTES - SORTES - D'OUVRAGES - EN - COULEUR

+ ✻ +

✻ Placards ✻

✻ Photogravure ✻

✻ Lithographie ✻

FORMULES DE FACTURES

. . . . EN-TETE DE LETTRES

Impressions Commerciales et de Luxe.

RICHARD WHITE, Dir.-Gérant,

CIE D'IMPRIMERIE DE LA GAZETTE,

MONTREAL.

